

VM Matériaux

en 2006

rapport d'activité



des idées constructives





Cultiver nos différences, respecter nos spécificités

L'exercice 2006 voit le résultat du Groupe progresser de 5,1 %, et son chiffre d'affaires de 9,6 %.

Les investissements réalisés en 2005 et 2006, destinés à renforcer tant notre présence géographique que la proximité de nos clients, ont naturellement eu un impact sur le taux de marge nette. Mais cela est conforme à notre stratégie d'équilibre sur le long terme entre croissance externe et croissance interne.

La progression de nos différentes activités, très homogène, s'est en effet réalisée essentiellement grâce à notre dynamique interne, la seule variation de périmètre concernant la prise de participation dans la société Montauban Matériaux.

2007 aura un tout autre aspect.

Les acquisitions réalisées au cours du premier trimestre, dans nos trois domaines d'activité, en métropole et outre-mer, auront un impact significatif sur le chiffre d'affaires et sur les résultats de VM Matériaux. Notre structure financière, qui s'est à nouveau améliorée en 2006, nous permet d'envisager sereinement de nouvelles opérations, sans y sacrifier la constante modernisation de l'entreprise.

Tandis que nos marchés, en construction neuve et dans des proportions moindres en rénovation, restent encore soutenus, nous nous devons d'anticiper l'avenir. Elargir le champ de nos activités tout en restant dans notre métier, bâtir un développement durable et imaginatif, cultiver nos différences et construire l'avenir de l'entreprise et de ses hommes, assurer une croissance rentable en répartissant nos risques, attirer de nouveaux clients et fidéliser ceux qui nous font confiance depuis de longues années, constituent autant d'objectifs qui guideront notre action dans les mois à venir.

VM Matériaux va continuer à grandir, dans le respect de ses valeurs, de ses racines, de son caractère familial. C'est ainsi qu'au fil du temps, nous cultivons notre originalité.



Philippe AUDUREAU
Président du Directoire



Olivier ROBIN
Président du Conseil
de surveillance





Sommaire

➤ Activités	
• Un marché toujours dynamique	p 4
• Négoce , des idées constructives	p 6
• Béton : savoir-faire et savoir vendre	p 8
• Menuiserie : accroître le rayonnement géographique	p 10
➤ Vers de nouveaux horizons : croissance, ouverture et intégration	p 12
➤ VM Version 2006 : transformer les contraintes en atouts	p 14
➤ Gouvernance	p 16
➤ Implantations	p 18
➤ Chiffres clés	p 20
➤ Vie boursière	p 22



Un marché toujours dynamique

Les mises en chantier ont atteint en 2006 le niveau historique de 421 000 logements, dont 230 000 logements individuels, en progression de plus de 4 %. Les perspectives 2007 devraient se situer aux alentours de 440 000 unités, soutenues essentiellement par des phénomènes structurels : croissance de la population, allongement de la durée de vie et "papy-boom", augmentation du nombre de ménages, conditions et durée des crédits immobiliers... Les flux migratoires et l'attrait pour la résidence secondaire sont en outre favorables aux régions du grand Ouest qui connaissent généralement de bonnes performances économiques. L'outre-mer bénéficie également d'une très forte dynamique, avec des taux de croissance largement supérieurs à la moyenne métropolitaine.

Plusieurs études ont récemment souligné le manque structurel de logements. Selon les hypothèses retenues, elles considèrent que pour répondre aux évolutions de la société française à l'horizon 2010, les besoins en construction de logements se situeraient entre 450 000 et 500 000 unités par an.

Il ne faut cependant pas se faire d'illusion sur ces chiffres... En effet, les capacités de production des entreprises du bâtiment sont limitées par le manque de main-d'œuvre qui touche la quasi-totalité des corps d'état.

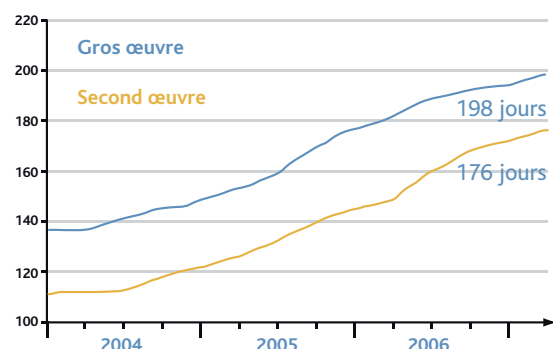
De fait, depuis ces dernières années, le portefeuille de commandes des entreprises n'a cessé de s'allonger, atteignant au premier trimestre 2007 une durée moyenne de 198 jours pour les entreprises de gros œuvre et 176 jours pour celles intervenant en second œuvre, soit une progression respective sur un an de 17 et 27 jours...

Néanmoins, sur le premier trimestre 2007, la construction montre quelques signes de faiblesses : les demandes de permis de construire ainsi que les mises en chantier régressent d'environ 15 % à période comparable, la tendance sur douze mois restant positive. S'il est encore trop tôt pour en tirer des conclusions, le haut niveau atteint par le marché français pourrait avoir rencontré un seuil de stabilisation lié aux capacités de production. L'importance des carnets de commande offre cependant une sorte "d'amortisseur" pour les activités intermédiaires qui constituent le portefeuille de VM Matériaux.

Enfin les marchés de l'entretien-rénovation montrent en 2006 une progression de l'activité des entreprises de 6 %, dont 4,7 % d'effet prix.

Entreprises du bâtiment

Évolution du portefeuille de commandes (en jours)



Sources : I+C



Le Groupe

Chiffre d'affaires :
503,7 M€ (+ 9,6 %)

Résultat net :
16,3 M€ (+ 5,4 %)

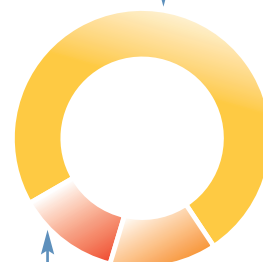
2 270 collaborateurs

Répartition du chiffre d'affaires
du Groupe en 2006

Négoce : 74,4 %

Menuiserie
Industrielle : 12,6 %

Béton : 13 %





Le négoce

Activité : négoce de matériaux de gros œuvre, second œuvre et produits pour l'aménagement de la maison.

- CA des activités gérées : 419,5 M€
- 1 360 collaborateurs
- 89 agences dont 13 en outre-mer
- Un service logistique intégré
- 225 camions de livraison

Le béton

Activité : béton prêt à l'emploi et béton industriel (dalles pavés, parpaings et éléments de façade préfabriqués).

- CA des activités gérées : 80,3 M€
- Répartition : 73 % BPE / 27 % BI
- 310 collaborateurs
- 24 centrales de béton prêt à l'emploi
- 5 usines de béton industriel (PPL et Naulet)
- 120 camions malaxeurs

La menuiserie industrielle

Activité : menuiseries PVC, aluminium et bois, portes d'entrée et charpentes industrielles.

- CA des activités gérées : 58 M€
- 480 collaborateurs
- 6 usines de menuiserie (PVC, alu, bois et portes d'entrée)
- 3 usines de charpente industrielle
- Production 2006 : 134 000 fenêtres, 7 500 portes, 110 000 charpentes



Négoce, des idées constructives

Activité historique et cœur de métier du Groupe, le négoce fournit professionnels du bâtiment et "bricoleurs lourds" en matériaux de gros œuvre, second œuvre et produits pour l'aménagement de la maison. A travers son réseau de 89 agences, VM Matériaux a fait du conseil de haut niveau et de la proximité avec sa clientèle, des axes de développement et de différenciation essentiels.

Acquisitions

Au 1^{er} janvier 2007, VM Matériaux fait l'acquisition des Etablissements Paul Thébault et de ses trois sites (12,8 M€ de CA, 51 salariés) :

une agence généraliste, une agence spécialisée en carrelage et menuiserie, situées à La Rochelle, et une centrale à béton prêt à l'emploi. Déjà présent en Charente-Maritime avec 7 agences à Oléron, Rochefort, Royan, Saintes, Aytré et 2 centrales, VM Matériaux renforce ainsi le maillage géographique du département et la cohérence de son offre à La Rochelle. VM Sima, spécialisée dans le négoce bois/panneau, est installée à quelques kilomètres seulement. **Photo 1**

Outre-mer : à la même date, VM Matériaux prend une participation de 49,99 % dans Joseph Cottrell (30 M€ de CA, 100 collaborateurs).

Avec 5 points de vente et 25 % de parts de marché, cette société est le leader incontesté du négoce de matériaux en Martinique. Sur cette opération est adossée, le 1^{er} mars 2007, le rachat de Point Bois (3,3 M€ de CA) à part égale avec les actionnaires de Cottrell.

Société guyanaise implantée à Cayenne, Point Bois est spécialisée dans le négoce et la transformation du bois. Après sept années de présence en outre-mer, VM Matériaux entre avec ces acquisitions, dans une phase active de développement en dehors du territoire métropolitain.

Le Groupe y double ses actifs et complète l'offre de VM Sapro, positionnée sur le négoce second œuvre. De nouveaux projets sont déjà à l'étude comme la création d'une agence Cottrell à Mangot Vulcin ou l'extension de l'activité de Point Bois, sur le même site, au négoce gros œuvre.

Photos 2-3

Relation Client

Pour la 9^e édition de ce rendez-vous bisannuel créé en 1988, le Forum VM devient VM Pro et investit le Parc des Expositions de La Rochelle. Un changement de nom qui traduit de nouvelles ambitions et une maturité pleinement assumée. Du 31 janvier au 2 février 2007, 3 000 clients, 1 000 collaborateurs et 220 fournisseurs se sont retrouvés

sur cette plate-forme d'échange pour découvrir sur 8 000 m² d'exposition (5 000 pour l'édition précédente), tout ce que le bâtiment compte de produits innovants et de nouvelles réglementations. Vitrine des tendances du marché, VM Pro proposait un espace dédié à la construction à ossature bois. **Photos 4-5**

Concept

Au Château d'Olonne, VM Matériaux implante le premier exemplaire d'une nouvelle génération de salle d'exposition dédiées au carrelage sanitaire.

Ambiance intérieure sanitaire, carrelage faïence, balnéothérapie et thalassothérapie, espaces constructeurs et architectes : les clients cheminent sur cinq espaces thématiques répartis sur 1 300 m² où plus d'un millier de références de carrelages, meubles et accessoires sanitaires haut de gamme sont mises en situation. Cinq vendeurs conseil orientent leur choix, aidés d'une palette d'outils : logiciel de visualisation 3D, bibliothèque de documentation technique, carreauthèque, liasses d'échantillons.

Photos 6-7

1 - 2 - 3. Les acquisitions récentes : Thébault, Cottrell, Point Bois

4 - 5. VM Pro : 9^e édition

6 - 7. VM Château d'Olonne : nouveau concept de salle d'exposition



Depuis 2000, le négoce de VM Matériaux est membre du groupement MCD (Matériaux de Construction Distribution). Montage d'opérations commerciales comme Batiday's, achats groupés, marque de distributeur "Les indispensables", MCD permet à

chacun de générer d'importantes synergies. Avec 2,5 Mds € de CA réalisés dans 621 points de vente, les six négociants indépendants à vocation régionale ainsi regroupés s'imposent comme le deuxième acteur du négoce de matériaux en France.





"2006/2007 : relancer la croissance externe en métropole et outre-mer, mettre en scène nos différences"





Béton : savoir-faire et savoir vendre

L'activité est répartie en deux segments distincts développés en synergie avec le négoce : le béton prêt à l'emploi (BPE), livré frais par camions malaxeurs, le béton industriel (BI), sous forme de produits moulés et façonnés (dalles pavés, parpaings et éléments de façade préfabriqués). Dans ces deux domaines, un laboratoire de R&D performant et intégré développe les solutions de demain.

Acquisition

En avril 2006, Vendée Béton rachète Béton des Olonnes (7 salariés, 2 M€ de CA en 2005), centrale implantée depuis des années face à l'agence de négoce VM Matériaux d'Olonne-sur-Mer. Les professionnels peuvent ainsi trouver sur la même zone artisanale matériaux et béton prêt à l'emploi. Déjà présente à Challans, La Roche-sur-Yon, Longeville, Montaigu, L'Aiguillon-sur-Vie, et La Barre-de-Mont, Vendée Béton renforce encore le maillage du territoire et sa présence auprès d'une clientèle cœlière fidèle. **Photo 1**

Modernisation des outils

En 2006, l'activité BPE (béton prêt à l'emploi) entre de plain-pied dans un programme volontariste de renouvellement de ses centrales. Villenave d'Ornon et Rochefort début 2006 puis Boufféré et La Roche-sur-Yon début 2007, les outils de production sont modernisés au rythme de trois à quatre par an. Conduite plus souple et performante, sécurité et ergonomie accrues, mise en œuvre de systèmes efficaces de filtration des poussières, meilleure intégration dans le paysage... cette nouvelle génération de centrales est également dotée de malaxeurs de grande capacité (2,25 m³ contre 1 m³ auparavant) et d'espaces de stockages également plus importants.

Elle permet de répondre à une demande croissante de produits innovants nécessitant toujours plus d'espace. En 2006, grâce aux acquisitions et à la modernisation de l'outil de production, les centrales VM ont livré 650 000 m³ de béton prêt à l'emploi, un volume en croissance de plus de 8 % par rapport à 2005.

Photo 2

Croissance interne

Avec près de 100 000 tonnes de béton manufacturé par an, Naullet est l'une des dix sociétés en France capables de réaliser des éléments de préfabrication en béton architectonique destinés aux façades et à l'habillage de bâtiments. L'entreprise est d'ailleurs détentrice de procédés uniques, à l'image de celui utilisé à la cité de l'architecture et du patrimoine en 2006. L'extension des bâtiments de son site de La Roche-sur-Yon et l'installation d'une nouvelle centrale de béton blanc lui ont permis d'augmenter ses capacités de production de près de 10 %.

Photos 4-8

Services et innovation

Afin d'optimiser l'organisation des services délivrés aux unités de production de l'activité béton, le Groupe a créé VM Béton Services. Structure dédiée aux centrales et usines, elle regroupe les services qualité, maintenance,

recherche & développement ainsi que le nouveau service marketing. Ce dernier est le prolongement naturel d'une politique d'innovation mise en œuvre depuis plusieurs années. Savoir-faire se conjugue désormais avec savoir vendre. Le service marketing est chargé d'organiser la promotion des produits nouveaux développés par le laboratoire à travers la formation des commerciaux, la visite régulière des prescripteurs, la création d'outils d'aide à la vente ou l'animation d'un réseau d'applicateurs : clients "leaders" dans l'utilisation de nouveautés et formés aux techniques spécifiques de mise en œuvre. VM renforce ainsi la cohérence de son offre et affiche sa volonté de devenir un acteur majeur sur les produits innovants. Son laboratoire de R&D compte aujourd'hui sept personnes. L'un des enjeux est d'offrir aux professionnels des produits plus légers, plus rapides et plus faciles à mettre en œuvre : bétons auto-plaçants, auto-nivelants ou chapes fluides comme le procédé breveté Kalkiss. Autres axes de recherche : la résistance avec les bétons ultra haute performance permettant la réalisation de structures élancées très prisées des architectes, ou l'esthétique avec des bétons lisses aux teintes variées, à l'aspect désactivé, bouchardé, imprimé... **Photos 3-5-6**

1. Béton des Olonnes, acquisition 2006

2. La nouvelle centrale de Boufféré

3 - 5. Le laboratoire béton invente les produits de demain

4 - 8. Naullet, site de production de la rue Watt à La Roche-sur-Yon

6. Design : les tables en béton réalisées pour l'hôtel de ville de Marseille

7. La station d'épuration des Sables d'Olonne : 7 000 m³ de béton



"L'innovation
au cœur de la démarche de l'activité béton :
esthétique, praticité, résistance"





Menuiserie : accroître le rayonnement géographique

Lancée en 1995 et inscrite au top 10 des fabricants français du secteur, Atlantem produit et commercialise une large gamme de menuiseries sur mesure en PVC, aluminium et bois, des portes d'entrée ainsi que des charpentes industrielles. Sur un marché encore peu concentré, l'activité bénéficie de perspectives intéressantes de croissance externe.

Acquisitions

Le 1^{er} février 2007, Atlantem fait l'acquisition du fonds de commerce Quartz, activité basée à Toulouse (20 M€ de CA, 93 salariés), et appartenant au géant norvégien de l'aluminium Norsk Hydro. Atlantem se dote ainsi d'un outil de production performant et joue la carte de la complémentarité géographique pour répondre à la demande du marché de la menuiserie aluminium en plein essor. Le site d'Hillion (22), presque saturé et en cours d'extension, concentre désormais son activité commerciale au nord de la Loire, tandis que Quartz permet à Atlantem de conquérir le sud. L'atelier parisien de Quartz vient compléter le dispositif.

Photos 1-2

Déjà présent sur le segment de la charpente industrielle avec deux sites, à Saint-Georges-de-Montaigu en Vendée et au Gua en Charente-Maritime, Atlantem étend son rayonnement à la Bretagne en rachetant CIOB Moisan. Cette société située à Pleugriffet (56), à 30 km du siège d'Atlantem, réalise un chiffre d'affaires de 4,4 M€

qui vient accroître celui de la branche charpente industrielle de près de 70 %. CIOB Moisan se positionne comme leader sur un secteur géographique à fort potentiel de croissance, où le négoce VM Matériaux est déjà très présent.

Photos 3-4

Rénovation des outils

Un moment délaissé au profit du PVC et de l'aluminium, le marché de la menuiserie bois a entamé il y a une dizaine d'années une profonde mutation. Il affiche aujourd'hui des perspectives de croissance durables. Le modèle des productions de grandes séries a fait place au sur-mesure et les outils de production devaient s'adapter à ces nouvelles contraintes. En 2006, Atlantem a donc investi 800 K€ dans la mise en œuvre, dans son usine choletaise, d'une toute nouvelle chaîne ultramoderne de fabrication de menuiseries bois. Opérationnelle depuis mars 2007, elle a permis de doubler les capacités du site. Atlantem peut ainsi réaliser à l'unité des produits haut de gamme tout en générant d'importants gains de productivité.

Photos 5-7

Réseau

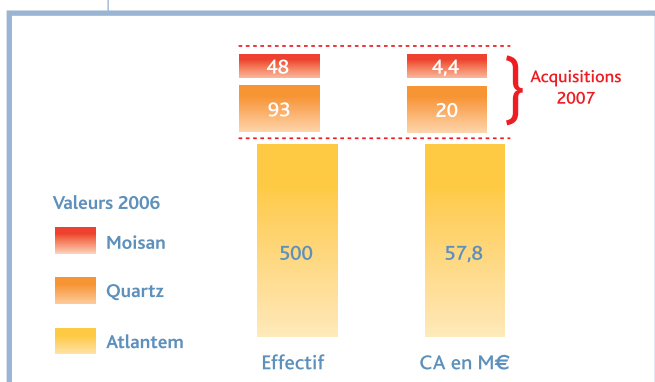
La notoriété et la force de frappe commerciale d'un industriel reconnu, associé au capital confiance dont bénéficient les professionnels indépendants de la menuiserie : cela donne Solabaie. Créé en 2003, ce label fédère des installateurs à travers toute la France. Liés par un engagement de qualité, les membres de ce "club de professionnels" disposent en exclusivité d'une panoplie d'outils marketing et sont les premiers à bénéficier des innovations d'Atlantem. 70 en février 2006, ils sont aujourd'hui plus de 90. L'objectif est de rassembler plus de 200 installateurs d'ici trois ans.

Photo 6

Produits

Porté par un marché dynamique, Atlantem a renouvelé et étoffé ses gammes en 2006. Le Guide de la menuiserie extérieure présente l'ensemble des gammes de fenêtres bois, alu et PVC. Il est complété par le catalogue EDEN mettant en avant plus de 150 références de portes d'entrée en bois et PVC.

Photo 8



1 - 2 - 3 - 4. Les acquisitions récentes : Quartz (menuiserie alu) et CIOB Moisan (charpente industrielle)

5. La nouvelle chaîne de production de menuiseries bois de Cholet

6. Solabaie : 90 poseurs indépendants déjà fédérés

7. Poste 5S sur le site de Pontivy

8. Le nouveau catalogue Atlantem



1



2



3



4

“Atlantem
 bien positionné sur un marché
 toujours animé par la menuiserie PVC
 et le dynamisme des poseurs indépendants”



5



6



7



8



Croissance, ouverture et intégration

Actionnariat familial, ancrage régional, culture d'entreprise partagée et ouverte sur le monde... VM Matériaux construit son histoire sur des valeurs fortes et des relations professionnelles originales et de proximité. Autant de fondamentaux qu'elle cultive à l'interne comme auprès de ses clients et qui sont la base d'une stratégie de croissance dynamique et équilibrée.



L'Odyssée VM demain

3 juin 2007 :
Calais Round Britain Race - Le tour des Iles Britanniques au départ de Calais

4 novembre 2007 :
Transat Jacques Vabre, Le Havre - Salvador de Bahia, en double

9 novembre 2008 :
Vendée Globe, course autour du monde en solitaire, sans escale et sans assistance

L'Odyssée VM

De 2006 à 2009, VM Matériaux fait équipe avec le skipper Jean Le Cam. Cette 1^{re} année de partenariat se conclut par un titre de champion du monde FICO et une très belle seconde place obtenue sur la Route du Rhum, au terme d'un duel épique avec Roland Jourdain. 1,2 million de visiteurs sur le village de course, 1 000 journalistes accrédités, plus de 500 passages radio et télé pour VM Matériaux, un pic d'audience observé sur le site Internet... le Groupe a bénéficié d'une exposition médiatique exceptionnelle pendant toute la durée de la course. Pour renforcer encore son impact, VM Matériaux a souhaité intégrer "l'Odyssée VM", marque créée pour accompagner ce partenariat sportif, dans toutes les actions de marketing opérationnel et de communication interne : nouvelle charte graphique, site Internet Odyssée VM, implication de Jean Le Cam dans les événements promotionnels et campagnes publicitaires... Enfin, 1 600 collaborateurs étaient présents lors de la présentation du bateau aux Sables d'Olonne en septembre 2006, et 300 clients de métropole et d'outre-mer, partenaires et actionnaires, ont pu partager des moments chargés d'émotion à l'arrivée de la Route du Rhum à Pointe-à-Pitre puis en Martinique.

Photos 1-2

Stratégie

Soucieux d'un équilibre sur le long terme entre

croissance interne et externe, VM Matériaux, après avoir privilégié en 2005 et 2006 ses investissements de production et de modernisation, a repris une politique offensive d'acquisitions.

Au 1^{er} semestre 2007, elle se concrétise par exemple par le rachat de CIOB Moisan (charpente industrielle) et Quartz (menuiserie aluminium) cf p.10 ou l'acquisition de Paul Thébaud (négoce) cf p.6. Le Groupe dispose en effet d'une capacité d'acquisition croissante qui s'appuie sur des qualités d'accueil et d'intégration rapide des nouvelles entreprises et de leurs équipes.

Des qualités que VM Matériaux valorise plus que jamais à travers les développements outre-mer qui constituent l'une de ses particularités. Après une phase de découverte démarrée avec une première prise de participation de 50 % dans Séfiram et Sapro Martinique, portée à 100 % en janvier 2004, le Groupe entre aujourd'hui dans une phase de développement actif avec la prise de participation dans l'entreprise martiniquaise Joseph Cottrell, suivie de l'acquisition de 50 % du guyanais Point Bois (cf. pages 8 et 9).

Outre-mer, comme en métropole, responsabilisation du management, haut niveau de décentralisation, proximité et implication de la direction auprès des équipes locales sont quelques-unes des clés qui ont permis à VM Matériaux de saisir les opportunités sur un marché éloigné culturellement et géographiquement de ses

bases. Une aventure humaine qui donne un saveur supplémentaire à l'Odyssée VM, lien symbolique entre métropole et outre-mer.

Photo 3

Nouvel axe de développement, VM Matériaux dispose désormais d'un bureau de représentation en Chine.

Installée à Shenzhen, entre Hong-Kong et Canton, une équipe de 5 personnes développe sur le terrain des contacts privilégiés avec les fabricants locaux de produits de qualité. L'objectif est notamment d'accompagner le lancement de la gamme de sanitaires, carrelage et revêtements de sols, baptisée Niléa. Photos 4-5-6

Fidélisation et développement durable

En 1997, VM Matériaux lançait le "Challenge VM", un outil original de fidélisation devenu emblématique des relations que le Groupe s'efforce de tisser avec ses clients. Cette année encore 700 clients sont partis avec VM Matériaux au Monténégro et 650 en Inde dans le cadre de l'association Martial Caillaud. Née de l'imagination de collaborateurs et clients VM Matériaux, cette association, reconnue d'utilité publique, initie et développe des actions humanitaires dans les pays en voie de développement. Maisons, écoles, orphelinat... depuis sa création, 560 enfants ont ainsi trouvé un toit. En 2007, elle fête ses 10 ans avec l'ouverture au Kerala d'un centre d'aide par le travail destiné aux enfants handicapés. Photos 7-8 -9

1 - 2.
Route du Rhum 2006 : Jean Le Cam 2^e sur VM Matériaux, 1 600 collaborateurs découvrent le bateau

3.
Cap sur le développement outre-mer

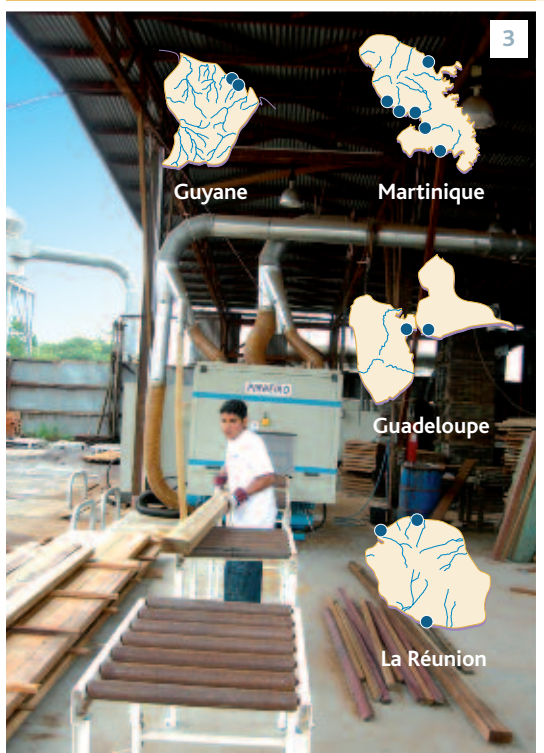
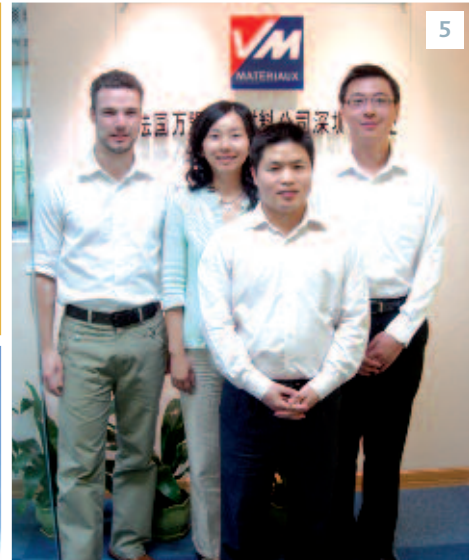
4 - 5 - 6.
La Chine terre de nouveaux produits pour la gamme Niléa

7 - 8 - 9.
Un centre d'aide par le travail pour les enfants du Kerala



"Simplicité, confiance, performance, sont certainement les trois mots qui qualifient le mieux ma collaboration avec VM Matériaux. Un Groupe à taille humaine où les relations directes facilitent la prise de décision, où chaque salarié écrit un petit bout de l'histoire que nous inventons chaque jour entre l'entreprise et le bateau"

Jean Le Cam



"La solidarité autrement"





Transformer les contraintes en atouts

Sur un marché très concurrentiel, VM Matériaux mise sur le professionnalisme et la motivation de ses collaborateurs pour faire la différence. Bien formés et évoluant dans un climat social favorable, les équipes VM Matériaux sont à l'initiative de nombreux chantiers de progrès menés en interne et qui rejaillissent sur les performances du Groupe.

Professionnalisme

Pour VM Matériaux, le professionnalisme des équipes constitue un axe essentiel de différenciation. Ainsi, en 2006, 1 809 stagiaires ont suivi quelque 23 000 heures de formation. 5 000 heures ont ainsi été consacrées aux technico-commerciaux, vendeurs et chefs d'agence du négoce dans le cadre original de l'école de formation négoce. Son principe : faire soi-même pour mieux conseiller les clients. La formation est également appréhendée comme un outil de gestion des carrières et un facilitateur pour le recrutement de nouveaux collaborateurs : vendeurs internes, magasiniers, centralistes et opérateurs, 44 jeunes ont suivi en 2006 les formations diplômantes internes conduisant à l'obtention d'un diplôme ou d'une certification.

Photos 1-2-3-7

Enfin, pour VM Matériaux, la formation ne s'arrête pas aux portes de l'entreprise. A travers l'Atelier VM, lancé en 2005, le Groupe propose à ses clients professionnels du bâtiment, des formations courtes et très opérationnelles. Nouveauté : certaines sessions sont désormais délivrées avec le concours d'artisans expérimentés. L'Atelier VM a reçu en 2006 le Prix Initiative RH Hudson Le Figaro. Photo 5

Sécurité et environnement

En 2005 puis 2006, le Groupe s'est attaché les services de deux formateurs itinérants. Le premier a poursuivi son action de terrain et formé

plus de 400 salariés à l'usage des chariots élévateurs, grues auxiliaires, ponts roulants et chargeuses, ainsi qu'au secourisme du travail. La seconde, puisqu'il s'agit d'une femme, déploie actuellement un plan de formation à la conduite économique et en sécurité destinée aux 300 chauffeurs du Groupe. Son objectif : maîtriser le risque routier et faire baisser de 8 % la consommation de gasoil. Par cette démarche originale, VM Matériaux entend optimiser les déplacements des collaborateurs et gagner en efficacité grâce à des formations délivrées directement dans l'environnement de travail. Malgré l'accroissement des effectifs, le Groupe constate en 2006 une stabilisation du taux de gravité et du taux de fréquence des accidents du travail. Photo 4

Chantiers de progrès

A compter de 2007, le législateur impose aux sociétés cotées une publication trimestrielle des comptes et non plus semestrielle.

Ce chantier de réduction des délais a été préparé très en amont, permettant aujourd'hui de produire des arrêtés comptables mensuels et de publier les comptes trimestriels en 45 jours au lieu de 3 mois. Au-delà de la réduction des délais, VM Matériaux a fait le choix de transformer cette nouvelle contrainte en opportunité en créant de nouveaux outils de reporting destinés aux responsables

d'activités, favorisant la qualité de l'information ainsi que la réactivité dans la prise de décision.

Ce chantier de la réduction des délais s'est appuyé sur un service informatique fortement orienté client.

En effet, les informaticiens et ingénieurs réseaux chargés de garantir la sécurité, l'entretien et l'évolution de l'infrastructure constituent seulement la moitié de l'effectif. L'autre moitié a pour mission d'accompagner l'opérationnel et d'aider les managers à exploiter le système d'information pour améliorer la gestion quotidienne des unités de production. Une spécificité qui a naturellement conduit VM Matériaux à développer des projets innovants dans le domaine de l'Internet : sur www.atlantem.fr, les clients Atlantem peuvent désormais suivre en temps réel l'état de leurs commandes de menuiseries. Photo 6

Le poste de responsable des risques et de l'audit a été créé par VM Matériaux en 2004.

Sa mission : identifier et évaluer les risques inhérents à l'activité de l'entreprise, proposer les plans d'action associés et, au-delà, diffuser cette culture de l'anticipation à l'ensemble des acteurs et responsables opérationnels du Groupe. En 2006, VM Matériaux a achevé l'inventaire et la cotation des risques groupe. Il s'agit désormais de proposer une cartographie par activité et de faire vivre les plans d'action dans une démarche d'amélioration continue.

1 - 2 - 3 - 7.
23 000 heures
de formation délivrées
au titre du plan
de formation 2006

4. Une nouvelle formatrice
itinérante à la conduite
économique et en sécurité

5. La 2^e promotion
des vendeurs internes
VM Matériaux

6. 2006 : renforcement
de la sécurité informatique



1



2



3



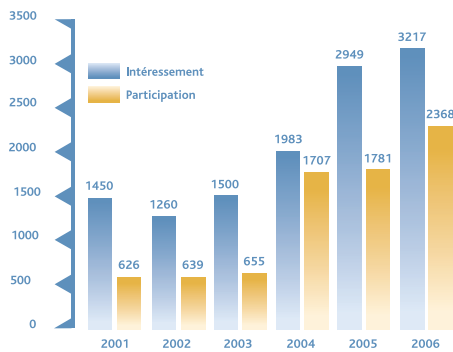
4



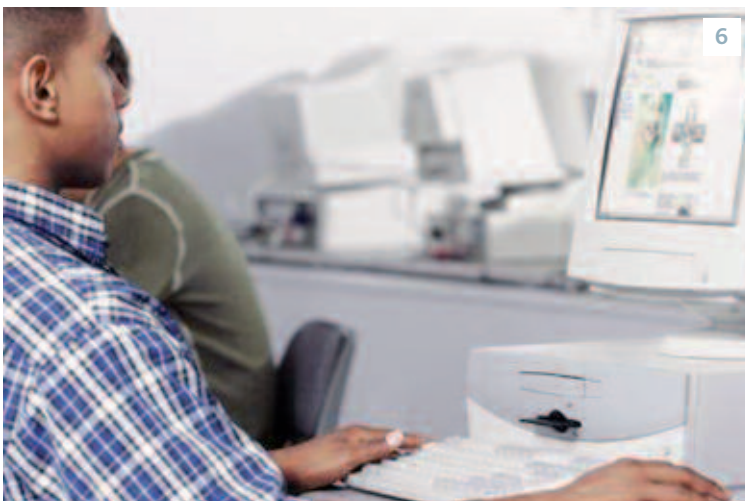
5



Évolution de l'intéressement et de la participation en M€
 6 millions d'euros versés au titre de l'intéressement et de la participation en 2006, soit un montant en progression de plus de 18 %.



7



6

"Sécurité informatique, gestion des délais comptables, audit interne... chaque nouvelle contrainte imposée par l'environnement, le marché ou le législateur est toujours envisagée comme l'opportunité de progresser, de chercher à faire plus et mieux"



Gouvernement d'entreprise

Depuis 1998, la gouvernance de VM Matériaux est organisée en Directoire et Conseil de surveillance. De cette façon, le Groupe concilie dynamique de développement et prise en compte de l'intérêt des actionnaires. Ce mode de gouvernance permet d'anticiper les risques et d'assurer la transparence des décisions dans le respect des responsabilités incombant à chacun, management ou contrôle. Il favorise les échanges, renforcé par la présence d'experts et de membres indépendants.

Le Directoire définit et met en œuvre la stratégie et les principales orientations du Groupe en accord avec le Conseil de surveillance.

Il assure la direction et la gestion du Groupe en s'appuyant sur les comités

de direction de chaque activité.

Le Conseil de surveillance assure le contrôle et l'examen régulier des comptes du Groupe et de ses filiales.

Il examine notamment la stratégie du Groupe, sa politique de financement ; il se prononce sur l'approbation des budgets et l'engagement des investissements majeurs. Le Conseil de surveillance s'est réuni cinq fois en 2006. Il a institué deux comités spécialisés :

- **Le Comité des rémunérations**, créé en 2001, réunit le Président du Directoire, le Directeur des Ressources Humaines et quatre membres du Conseil de surveillance. Il a une vocation d'analyse et de consultation en matière de rémunération des dirigeants.

- **Le Comité stratégique**, créé début 2003, réunit le Président du Directoire, le Directeur général et certains membres du Conseil de surveillance à l'initiative de son Président et en fonction des thèmes abordés. Il a vocation à examiner les projets stratégiques du Groupe.

Commissaires aux comptes

Nommés par l'Assemblée Générale des actionnaires, les deux cabinets de commissariat aux comptes qui exercent un mandat chez VM Matériaux sont aujourd'hui : le Cabinet Exco Atlantique à Nantes, nommé le 1^{er} juin 2001 pour six exercices, le Cabinet Boisseau et Associés à La Roche-sur-Yon, dont le mandat a été renouvelé le 10 juin 2005 pour six exercices.

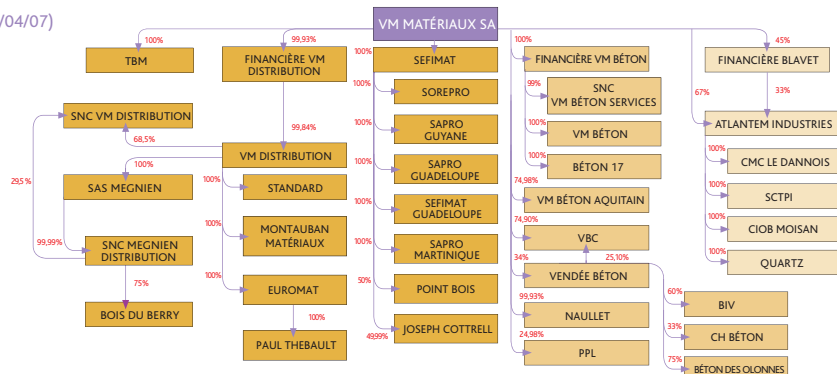


Valeurs

Entreprise attachée à ses valeurs familiales, VM Matériaux cultive cette spécificité à travers le "club Génération VM" créé en 2004. Il réunit régulièrement les dirigeants, actionnaires familiaux et leurs enfants et petits-enfants. Il a pour objectif d'apprendre à mieux connaître l'entreprise et de mieux préparer la nouvelle génération à ses futures responsabilités d'actionnaire.

ORGANIGRAMME SIMPLIFIÉ DU GROUPE

(au 30/04/07)



Le Directoire



Philippe AUDUREAU
Président du Directoire
ESSEC - 56 ans



Alain MARION
Directeur Général et Financier
MSG - 52 ans



Dominique BEAUFRAND
Directeur Ressources Humaines - ESC - 50 ans



Daniel ROBIN
Directeur Activité Béton
IUT Gestion - 54 ans



Bruno CADUDAL
Directeur Activité Menuiserie
Ingénieur Agronome
44 ans



Jean-Charles CHAIGNE
Directeur Activité Négoces
EDHEC - 51 ans

Le Conseil de surveillance



Olivier ROBIN
Président du Conseil de surveillance et Président des sociétés Peau & Senand



Pascal CAILLAUD
Vice-Président du Conseil de surveillance



Hubert ROBIN
Co-fondateur du groupe VM Matériaux, ancien Président du Conseil de surveillance



Dominique CAILLAUD
Gérant de sociétés, député de la Vendée, maire de Saint-Florent-des-Bois



Christophe ROBIN
Prothésiste dentaire



Christian CUNAUD
Président du groupe Salmon Arc en Ciel



Yves GONNORD
Président du Conseil de surveillance de Fleury Michon



Armand FOURNIER
Représentant des salariés actionnaires

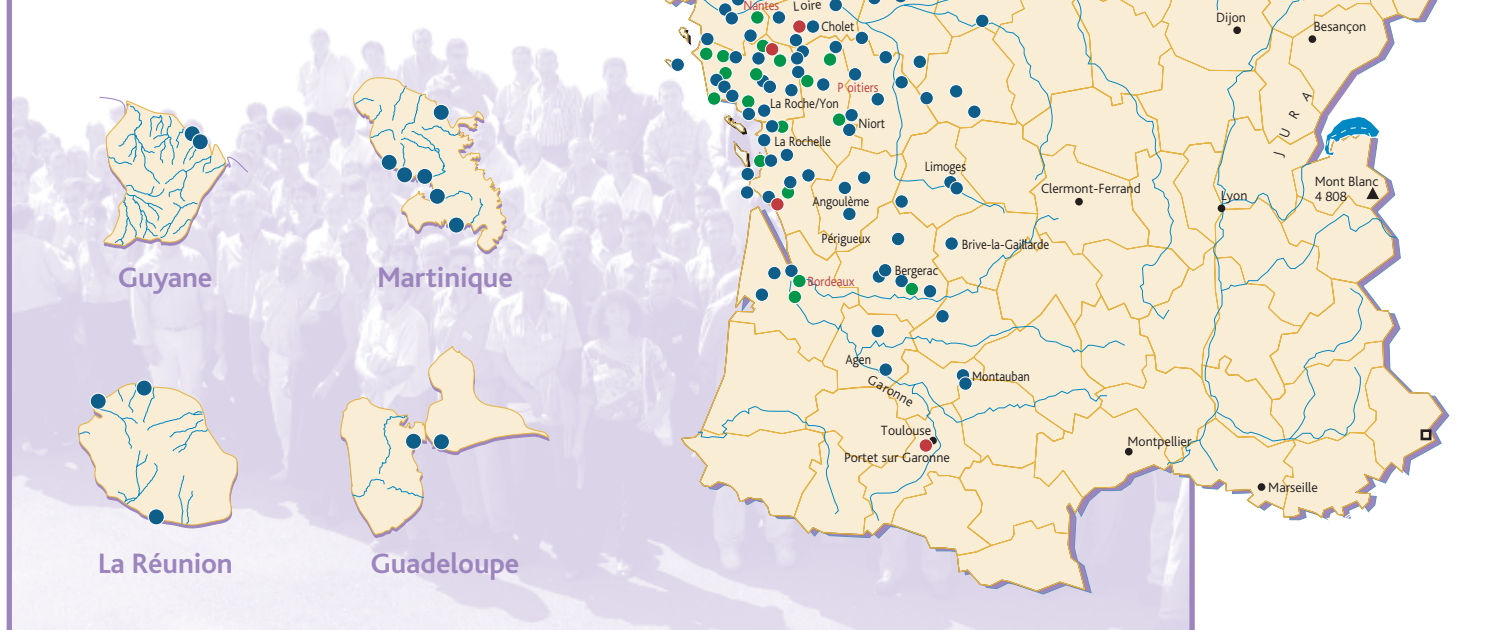


Jérôme CAILLAUD
Président de la Baule Nautique

*Les membres du Conseil de surveillance sont élus pour trois ans. Le prochain renouvellement aura lieu à l'issue de l'Assemblée Générale du 27 mai 2007.

Implantations

- Agence de Négoces
- Unité de production Atlantem
- Centrale à béton





Négoce Métropole

Dépt	Agence	Bois panneaux	Carrelage & sanitaire & environnement	Gros-œuvre & couverture	Quincaillerie & outillage	Menuiserie-parquet & revêtements de sol	Plaque de plâtre & isolation	Travaux publics & assainissement	Autres
16	SIMA - Angoulême - Tél. 05 45 61 07 84	x			x	x	x		
	VM Champniers - Tél. 05 45 69 29 29		x			x			
	VM Rouillet - Tél. 05 45 66 42 20		x	x	x	x	x	x	
17	SIMA - Aytré - Tél. 05 46 30 06 30	x			x	x	x		
	THÉBAULT - La Rochelle - Tél. 05 46 34 87 88	x	x	x	x	x	x		Centrale BPE *
	VM Oléron - Tél. 05 46 47 23 08		x	x	x	x	x	x	
	VM Rochefort - Tél. 05 46 87 16 22		x	x	x	x	x	x	Centrale BPE *
	VM Royan Bois - Tél. 05 46 05 01 34	x			x	x	x		
	VM Royan Carrelage - Tél. 05 46 05 02 92		x						
	VM Royan Matériaux - Tél. 05 46 05 63 55			x	x		x	x	
	VM Saintes - Tél. 05 46 74 81 00		x	x	x	x	x	x	Centrale BPE *
19	VM Brive - Tél. 05 55 87 50 60		x	x	x	x	x	x	
24	MCF - Bergerac - Tél. 05 53 57 37 02					x			
	VM Bergerac - Tél. 05 53 63 77 00	x	x	x	x		x	x	
	VM Le Buisson de Cadouin - Tél. 05 53 22 00 21		x	x	x	x	x	x	Centrale BPE *
	VM Piegut-Pluviers - Tél. 05 53 56 46 11		x	x	x	x	x	x	
	VM Sarlat Carrelage - Tél. 05 53 31 51 58		x						
	VM Sarlat Matériaux - Tél. 05 53 31 51 51		E	x	x	x	x	x	
	VM Trélissac - Tél. 05 53 04 45 45		x	x	x	x	x	x	
33	VM Biganos - Tél. 05 56 03 94 00		x	x	x	x	x	x	
	VM Bordeaux Bois - Tél. 05 57 77 34 34	x				x			
	VM Bordeaux Matériaux - Tél. 05 57 77 34 30		E	x	x		x	x	
	STANDARD - Bordeaux - Tél. 05 56 86 55 05					x			
36	BOIS DU BERRY - Eguzon Chantome - Tél. 02 54 47 43 37	x		x		x	x		
	BMO - Le Blanc - Tél. 02 54 28 09 00		x	x		x	x	x	Mr Bricolage
37	VM SIMA Tours - Tél. 02 47 85 09 05	x			x	x	x		
41	SBMC - Saint-Aignan-sur-Cher - Tél. 02 54 71 65 65	x	x	x	x	x	x	x	Mr Bricolage
44	VM Ancenis - Tél. 02 40 96 00 15		E	x	x	x	x	x	
	VM Carquefou - Tél. 02 51 85 05 85		E	x	x	x	x		
	VM Guérande - Tél. 02 40 24 97 04		x	x	x	x	x	x	
	VM La Plaine-sur-Mer - Tél. 02 51 74 27 40		E	x	x	x	x	x	
	CARITAL - Orvault - Tél. 02 51 77 82 00		x			P			
	VM Saint-Herblain - Tél. 02 40 92 18 48		E	x	x	x	x	x	
	VM Saint-Philbert-de-Grand Lieu - Tél. 02 40 78 76 53		x	x	x	x	x	x	
	CARITAL - Treillières - Tél. 02 40 94 69 01		x						
	VM LE BIHEN - Trignac - Tél. 02 40 45 90 90	x			x	x	x		
	VM Vertou - Tél. 02 40 03 16 36	x	E	x	x	x	x	x	Centrale BPE *
46	VM Prayssac - Tél. 05 65 22 42 10	x		x	x	x	x	x	
47	VM Agen - Tél. 05 53 96 46 46	x	x	x	x	x	x	x	
	VM Villeneuve-sur-Lot - Tél. 05 53 49 40 49	x	x	x	x	x	x	x	
49	VM Angers - Tél. 02 41 43 42 60		E	x	x	x	x	x	
	VM Avrillé - Tél. 02 41 42 33 33		E	x		x	x	x	Centrale BPE *
	VM Cholet - Tél. 02 41 65 13 07		x	x	x	x	x	x	Station Béton
	SBM Les Rosiers-sur-Loire - Tél. 02 41 38 06 06		E	x	x	x	x	x	
79	VM Bressuire - Tél. 05 49 65 09 12		x	x	x	x	x	x	Centrale BPE *
	VM Niort - Tél. 05 49 77 24 00		x	x	x		x	x	Centrale BPE *
	NIORTAISE DE MATERIAUX - Niort - Tél. 05 49 33 11 71			x	x	x	x	x	
	SIMA - Niort - Tél. 05 49 17 22 22	x			x	x	x		
	MDO - Parthenay - Tél. 05 49 94 17 99		x	x	x	x	x	x	
	VM Thouars - Tél. 05 49 66 43 26	x	x	x	x	x	x	x	
82	VM Montauban - Tél. 05 63 63 00 69	x		x	x	x	x		
	MONTAUBAN MATERIAUX - Tél. 05 63 63 11 11		E	x	x		x	x	

Dépt	Agence	Bois panneaux	Carrelage & sanitaire & environnement	Gros-œuvre & couverture	Quincaillerie & outillage	Menuiserie, Parquet & revêtements de sol	Plaque de plâtre & isolation	Travaux publics & assainissement	Autres
85	VM Aizenay - Tél. 02 51 94 60 13		x	x	x	x	x	x	
	VM Beauvoir-sur-Mer - Tél. 02 51 49 78 68		x	x	x	x	x	x	
	VM Boufféré - Tél. 02 51 48 83 95	x	x	x	x	x	x	x	
	VM La Chataigneraie - Tél. 02 28 13 91 00		x	x	x	x	x	x	Centrale BPE *
	VM La Roche-sur-Yon Nord - Tél. 02 51 62 38 23		x			x			
	VM La Roche-sur-Yon Sud - Tél. 02 51 62 25 96	x	E	x	x	x	x	x	
	VM EXPO - Le Château d'Olonne - Tél. 02 51 22 19 87		x						
	ROUSSEAU MATERIAUX - Le Château d'Olonne - Tél. 02 51 21 40 07	x	E	x	x	x	x	x	
	VM Les Herbiers - Tél. 02 51 67 21 21		x						
	ORH - Les Herbiers - Tél. 02 51 66 93 49		E	x	x	x	x	x	
	VM L'île d'Yeu - Tél. 02 51 58 77 58		x	x	x	x	x	x	
	VM Longeville-sur-Mer - Tél. 02 51 33 32 76		x	x	x	x	x	x	
	SIMA - Luçon - Tél. 02 51 56 18 18	x			x	x	x		
	NIORTAISE DE MATERIAUX - Nalliers - Tél. 02 51 30 90 10		E	x		x	x	x	
	VM Olonne-sur-Mer - Tél. 02 51 21 04 66			x	x	x	x	x	
	VM PISCINES - Olonne-sur-Mer - Tél. 02 51 21 08 13								Spécialiste piscines
	VM Pouzauges - Tél. 02 51 57 03 73	x	x	x	x	x	x	x	
	VM Challans - Tél. 02 51 49 14 14		E	x		x	x	x	
	VM Saint-Gilles Croix-de-Vie - Tél. 02 51 55 11 51		x	x	x	x	x	x	
86	BMO - Chatellerault - Tél. 05 49 02 35 00	x	x	x	x	x	x	x	Mr Bricolage
	BMO - Chauvigny - Tél. 05 49 47 20 20		x	x	x	x	x	x	Mr Bricolage
	SBM Mirebeau - Tél. 05 49 50 61 00			x		x	x	x	Mr Bricolage
	VM Poitiers - Tél. 05 49 46 19 41		E	x	x	x	x	x	
	SNBM - Vouneui-sous-Biard - Tél. 05 49 37 50 00	x	x	x	x	x	x	x	Mr Bricolage
87	VM Limoges - Tél. 05 55 30 29 22		x			x	x		
	VM PENICAUT BÂTIMENT - Tél. 05 55 42 44 70	x	x	x	x	x	x	x	

Négoce Outre-Mer

97	Cottrell Martinique - Le Lamentin - Tél. 05 96 50 39 16	x	x	x	x	x	x	x	
	Point Bois Guyane - Cayenne - Tél. 05 94 30 58 77	x				x			
	SAPRO Guadeloupe - Point-à-Pitre - Tél. 05 90 25 22 54		x	x	x		x		
	VM Guadeloupe - Point-à-Pitre - Tél. 05 90 38 08 43	x		x	x		x	x	
	SAPRO Guyane - Cayenne - Tél. 05 94 35 22 26		x	x	x		x		
	SOREPRO La Réunion - Le Port - Tél. 02 62 43 42 70		x	x	x		x		
	SOREPRO La Réunion - Sainte-Clotilde - Tél. 02 62 29 39 39		x	x	x		x		
	SOREPRO La Réunion - Saint-Pierre - Tél. 02 62 25 96 99		x	x	x		x		
	SAPRO Martinique - Fort de France - Tél. 05 96 50 67 67		x	x	x		x		

Menuiserie Atlantem

Dépt.	Charpente	Menuiserie
10	SCTPI - Maizières-la-Grande-Paroisse	x
17	Le Dannois - Le Gua Tél. 05 46 22 82 21	x
22	Atlantem Hillion	x
31	Quartz - Tél. 05 34 46 86 86	x
35	Atlantem Fougères	x
49	Cholet - Service Commercial négoce Tél. 02 41 75 23 82	x
56	CIOB Moisan - Pleugriffet Tél. 02 97 22 40 40	x
56	Service commercial professionnels Pontivy - Tél. 02 97 25 95 60	x
85	INCOBOIS Saint-Georges-de-Montaigu Tél. 02 51 48 96 30	x

*BPE : Béton prêt à l'emploi

E : offre en produits d'environnement seulement

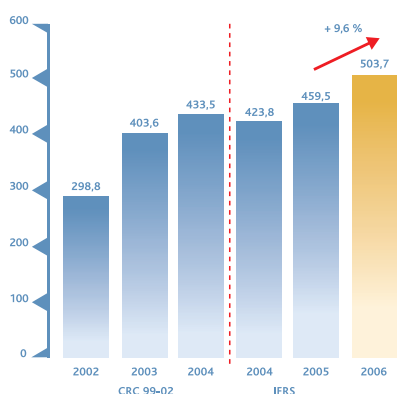
P : offre en parquet & revêtements de sol seulement

Activité Béton

Dépt.	Béton industriel	BPE*
17	Béton 17 (filiale de Thébault, activité négoce) Tél. 05 46 34 87 88	X
33	VM Béton Aquitain Carbon-Blanc - Tél. 05 57 77 34 34 Villenave d'Ornon	X
35	B.I.V. Rennes - Tél. 02 99 60 89 89	X
44	C.H. Béton Héric - Tél. 02 40 57 99 20	X
49	C.H. Béton Candé - Tél. 02 41 92 55 55	X
85	Béton des Olonnes - Tél. 02 51 95 14 35	X
85	Naullet - La Roche-sur-Yon Tél. 02 51 37 30 37	X
85	P.P.L. - Saint-Georges-de-Montaigu Tél. 02 51 48 93 00	X
85	Vendée Béton Challans - Tél. 02 51 93 09 87 Montaigu - L'Aiguillon-sur-Vie - Longeville - La Barre de Monts - La Roche-sur-Yon Sud et Nord	X
85	Vendée Béton Contrôlé (VBC) Sainte-Florence - Tél. 02 51 66 02 87 Mortagne-sur-Sèvre	X



Chiffre d'affaires consolidé en M€ : + 9,6 %



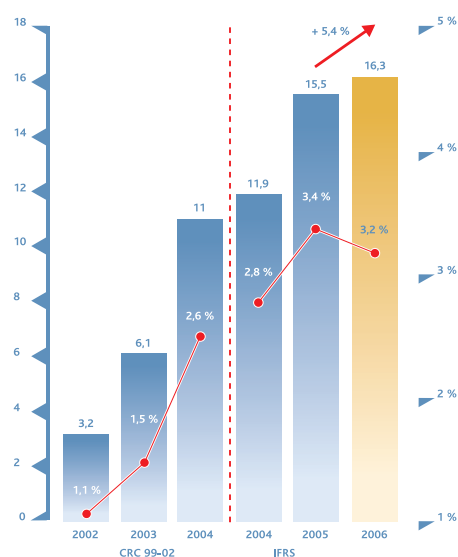
Activité : dépassement de l'objectif annuel

Le groupe VM Matériaux enregistre en 2006 un chiffre d'affaires de 503,7 M€ (+ 9,6 % par rapport à 2005, + 8,3 % à périmètre constant). L'objectif de chiffre d'affaires annuel, revu à la hausse en octobre dernier (498,5 M€, + 8,5 %), est très nettement dépassé, l'activité du 4^e trimestre ayant été particulièrement soutenue (+ 13,3 %). Les trois activités du Groupe participent de cette performance.

Progression du CA consolidé par activité en 2006 :

- Négoce : + 9,6 %**
- Béton : + 10,1 %**
- Menuiserie : + 8 %**

Résultat net en M€ : + 5,4 %



Compte de résultat

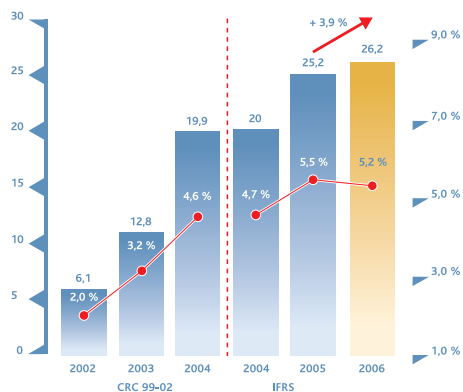
En M€	2006	2005	Var
Chiffre d'affaires	503,7	459,5	+ 9,6 %
Résultat opérationnel courant	26,2	25,2	+ 3,9 %
Marge opérationnelle courante	5,2 %	5,5 %	
Résultat net	16,3	15,5	+ 5,4 %
Marge nette	3,2 %	3,4 %	
Résultat net part du Groupe	15,8	14,8	+ 6,4 %

Bilan simplifié

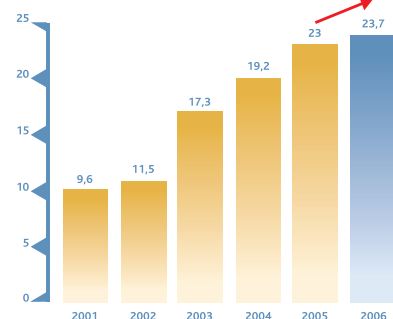
Actif	31/12/2006	31/12/2005
Immobilisations	86	79
Stocks	74	67
Clients	94	85
Autres actifs circulants	9	7
Disponibilités	11	6
TOTAL	274	244

Passif	31/12/2006	31/12/2005
Capitaux propres	74	62
Provisions pour risques	10	11
Passif circulant	153	132
Dettes financières	38	39
TOTAL	274	244

Résultat Opérationnel Courant en M€ : + 3,9 %

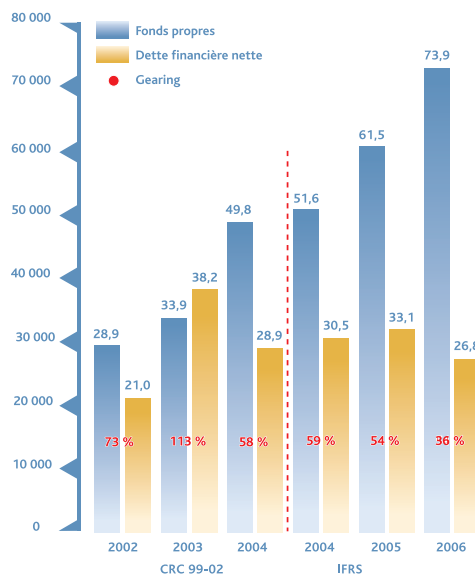


Marge Brute d'Autofinancement* en M€ : + 3,3 %



*Résultat net plus amortissements

Evolution du ratio Dettes financières / Fonds propres



Structure financière de nouveau renforcée

Au 31 décembre 2006, le Groupe présente des fonds propres de 73,9 M€ faisant ressortir un ratio d'endettement de 36 % contre 54 % au 31 décembre 2005.

Nouvelle croissance des résultats

Dans un contexte concurrentiel accru, le Groupe a réussi à maintenir le niveau de sa marge brute. Le plan d'ouvertures de nouvelles agences initié en 2005 et qui s'est poursuivi en 2006, ainsi que les investissements publicitaires, ont légèrement pesé sur le résultat opérationnel courant qui progresse cependant de 3,9 % par rapport à celui de 2005. Le résultat net part du Groupe augmente de 6,4 % à 15,8 M€.

Chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre 2007 : + 20,9 %*

consolidé - M€	Chiffre d'affaires
1 ^{er} trimestre 2007	141,2
1 ^{er} trimestre 2006	116,8
Variation %	+ 20,9 %

+ 11,3 % à périmètre constant*

Des perspectives 2007 favorables

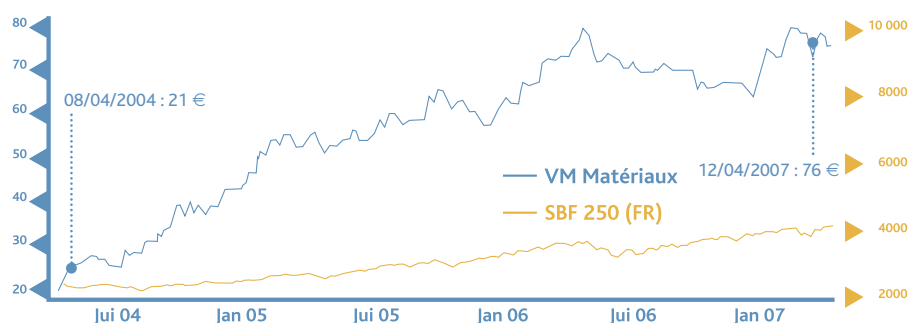
En 2007, l'ensemble des opérations de croissance externe devraient représenter un chiffre d'affaires additionnel d'environ 54 M€. La dynamique du secteur de la construction et de la rénovation en France, et plus

particulièrement sur les régions du grand Ouest, permet au Groupe VM Matériaux d'anticiper une nouvelle année de croissance de son activité avec un **objectif de chiffre d'affaires consolidé de 585 M€** (+ 16,1 % à périmètre courant, + 5,4 % à périmètre constant), et le maintien du taux de rentabilité.

Le résultat très favorable enregistré au 1^{er} trimestre (CA : + 20,9 %), conséquence d'une activité commerciale particulièrement dynamique et de conditions météorologiques propices, permet d'être optimiste quant à la réalisation de cet objectif.



Evolution du cours VM Matériaux sur 3 ans

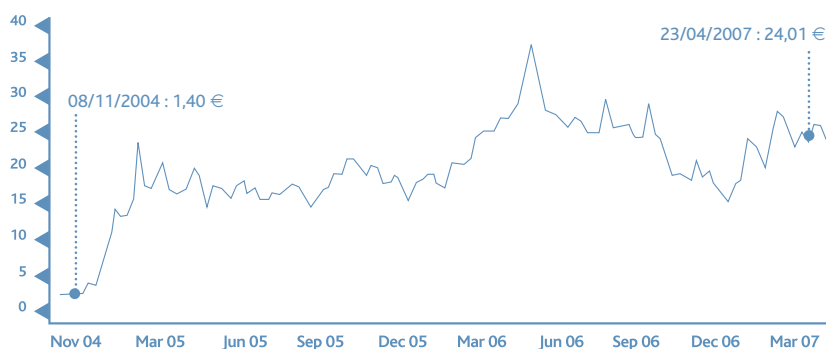


Cours de Bourse : + 264 % sur 3 ans

2 741 502 actions,
214 M€ de capitalisation boursière au 26 mars 2007. En 2006, le titre VM Matériaux progresse de 8 %, tandis que le bon de souscription d'action mis sur le

marché à 1,40 €, était coté 25 € le 9 avril 2007. A la même date, l'action cotait 76 €. L'exercice des BSA, possible jusqu'au 8 novembre 2007, permet de souscrire une action au prix de 48 €.

Evolution du cours du bon de souscription d'actions (BSA) sur 3 ans



Données par action

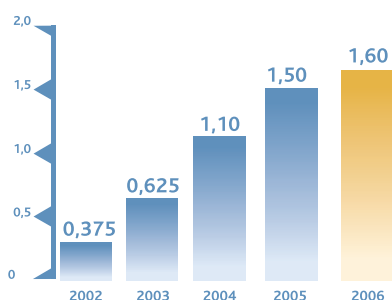
Données par action (€)	2006	2005 ⁽¹⁾	Variation
Nombre d'actions 31/12	2 741 502	2 721 036	-
BPA *	5,75	5,44	+ 5,7 %
CFPA **	8,65	8,45	+ 2,6 %
ANPA ***	26,95	22,60	+ 19,2 %
Dividende	1,60	1,50	+ 6,7 %

* Bénéfice net par action

** Cash Flow = Résultat net + dotations aux amortissements

*** Actif net par action

⁽¹⁾ recalculé après la distribution d'une action gratuite par action VM Matériaux le 30 juin 2006.



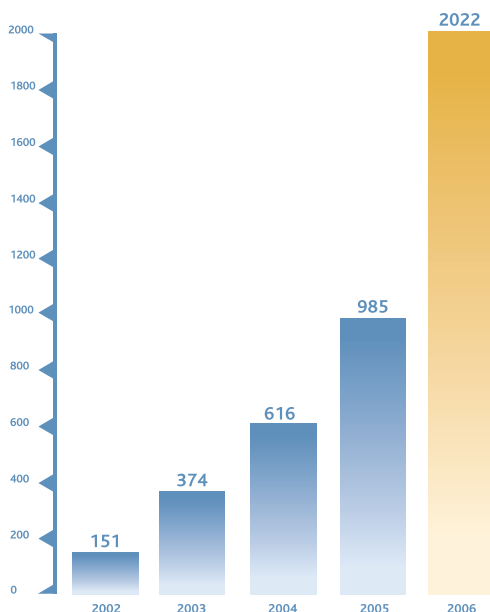
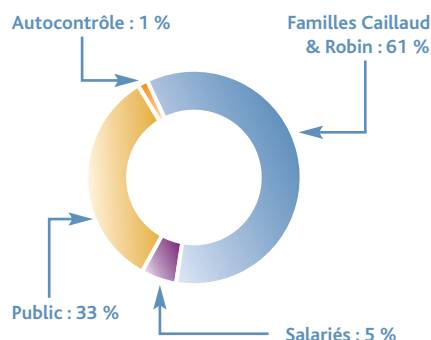
**Dividende par action ⁽¹⁾
(en euro) : + 6,7 %**

Une distribution d'un dividende de 1,60 € par action, en croissance de 6,7 % par rapport au dividende 2005, sera proposée à l'Assemblée Générale qui se réunira le 25 mai 2007.

⁽¹⁾ recalculé après la distribution d'une action gratuite par action VM Matériaux le 30 juin 2006.

Répartition du capital au 31/12/2006

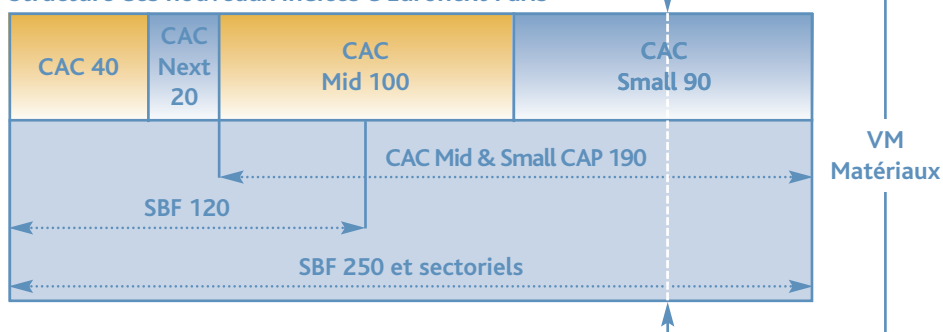
80 % des salariés VM Matériaux sont également actionnaires, démontrant ainsi leur confiance et leur implication dans la stratégie de développement de l'entreprise.



**Nombre d'échanges
moyens journaliers**

Les volumes d'échange du titre VM Matériaux continuent leur progression : + 52,8 % en 2006 avec 2 022 titres échangés en moyenne par jour. L'augmentation du capital réalisée le 30 juin 2006 par incorporation de réserves avec attribution gratuite d'actions aux actionnaires a permis d'influencer favorablement les volumes d'échange.

Structure des nouveaux indices d'Euronext Paris



Le titre VM Matériaux coté en continu sur les indices CAC Small 90, CAC Mid and Small 190 ainsi que le SBF 250 depuis le 3 janvier 2005 : un autre élément qui favorise la liquidité du titre.

www.vm-materiaux.fr

Siège social : Route de la Roche-sur-Yon - BP 7
85260 L'Herbergement
Tél. 02 51 08 08 08 - Fax 02 51 42 47 90
E-mail : vm@vm-materiaux.fr





VM Matériaux

en 2006

rapport financier







Sommaire

➤ Renseignements concernant la société	p 4
➤ Rapport de gestion du Directoire.....	p 5
➤ Rapport du Conseil de Surveillance	p 20
➤ Rapport du Président du Conseil de Surveillance	p 21
➤ Etats financiers consolidés au 31 décembre 2006	
Bilan consolidé	p 24
Compte de résultat consolidé.....	p 26
Variation des capitaux propres	p 27
Tableau consolidé des flux de trésorerie	p 28
Notes aux états financiers consolidés	p 29
➤ Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.....	p 50
➤ Comptes annuels 2006 de VM Matériaux	
Bilan au 31 décembre 2006	p 51
Compte de résultat.....	p 53
Annexe aux comptes sociaux.....	p 54
➤ Filiales et participations.....	p 64
➤ Résultats financiers des cinq derniers exercices.....	p 67
➤ Rapport des commissaires aux comptes	p 68
➤ Rapport général des commissaires aux comptes.....	p 69
➤ Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	p 70
➤ Résolutions	p 71



Renseignements concernant la société

Identité

Dénomination sociale :
VM Matériaux

Date de création de la société : 1941

Nationalité : Française

Forme Juridique :

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance.

Siège social :

Route de la Roche-sur-Yon,
85260 L'HERBERGEMENT

Registre du Commerce et des Sociétés :
545 550 162 RCS LA ROCHE-SUR-YON

Code APE : 741 J

Durée : La société prendrait fin en 2058 sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Objet social (extrait) : La société a pour objet en France et dans tous pays directement ou indirectement :

- Le commerce, la fabrication, la mise en œuvre et le transport de tous matériaux et fournitures se rapportant au bâtiment, aux travaux publics et à l'environnement, l'acquisition et la gestion de tous biens mobiliers et immobiliers, notamment de toutes participations dans le capital de toutes sociétés françaises ou étrangères,
- La prestation de tous services se rapportant aux activités ci-dessus exposées.

Exercice social : du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Capital et caractéristiques (au 31 décembre 2006) : Le capital est de 4 112 253 €. Il est divisé en 2 741 502 actions d'une valeur nominale de 1,50 € chacune, toutes entièrement libérées et portant jouissance courante.

Introduction en bourse : le 17 mai 1990.

Codes Boursiers

ISIN : FR0000066540
Reuters : VMMP.NT
Bloomberg : VMM.FP
Code mnémorique : VMMA

Appartenance aux indices :
SBF 250, CAC Mid et Small 190

Eurolist : compartiment B

Répartition statutaire des bénéficiaires :

Le bénéfice distribuable est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

Responsables de l'information :

Messieurs Philippe AUDUREAU et Alain MARION. Tél. 02.51.08.08.08

Les documents et renseignements relatifs à la société sont mis à la disposition des actionnaires et du public au siège social.

Conseil de Surveillance

Président du Conseil de Surveillance :
Olivier ROBIN

Vice-Président :
Pascal CAILLAUD

Membres du Conseil de Surveillance :

Messieurs Dominique CAILLAUD, Jérôme CAILLAUD, Christian CUNAUD, Armand FOURNIER, Yves GONNORD, Christophe ROBIN, Hubert ROBIN

Directoire

Président du Directoire :
Philippe AUDUREAU

Directeur général :
Alain MARION

Membres du Directoire :
Messieurs Dominique BEAUFRAND, Bruno CADUDAL, Jean-Charles CHAIGNE, Daniel ROBIN.

Contrôle

Commissaires aux comptes titulaires :
Cabinet EXCO ATLANTIQUE
46 bis, rue des Hauts Pavés
44000 NANTES

Cabinet BOISSEAU et ASSOCIES
52, rue Jean-Yves Cousteau
85000 LA ROCHE-SUR-YON

Commissaires aux comptes suppléants :

Monsieur Pierre JOUIS
46 bis, rue des Hauts Pavés
44000 NANTES

Monsieur Bernard GRONDIN
52, rue Jean-Yves Cousteau
85000 LA ROCHE-SUR-YON



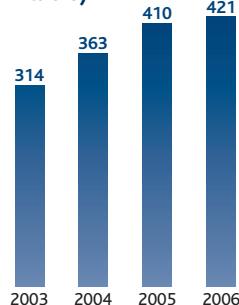
Rapport de gestion

Rapport de gestion du Directoire à l'Assemblée Générale annuelle ordinaire

1 - Environnement économique et conjoncturel

En 2006, la construction a poursuivi sa croissance avec 421 000 logements mis en chantier contre 410 000 en 2005, soit +2,7 % (+34 % par rapport à 2003). Il faut remonter au début des années 80 pour retrouver ce niveau.

Evolution des mises en chantier (en milliers)



Sources : Ministère de l'Équipement (janvier 2007).

2 - Faits marquants

> Augmentation de capital

Une augmentation du capital social de la société VM Matériaux a été décidée lors de la dernière Assemblée Générale du 2 juin 2006. Cette opération a été réalisée à la date du 30 juin 2006, par incorporation de réserves avec attribution gratuite d'actions aux actionnaires, à raison d'une action nouvelle pour une action ancienne, et s'est traduite par une multiplication par deux du nombre d'actions.

> Variation de périmètre

Les variations de périmètre intervenues au cours de l'exercice 2006 sont les suivantes :

- En janvier 2006, la société VM Distribution a acquis la société Montauban Matériaux. Cette société a réalisé 5,5 M€ de chiffre d'affaires en 2005 avec 13 salariés.
- En avril 2006, Vendée Béton a fait l'acquisition de 75 % de la société Béton des Olonnes. Avec 7 salariés, la

centrale a réalisé 2 M€ de chiffre d'affaires en 2005.

- En juillet 2006, Séfimat a acquis 10 % des titres de la société Sorépro portant sa participation au capital de la société de 90 % à 100 %.

3 - Comptes du Groupe

> Activité consolidée

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe en 2006 s'établit à 503,7 M€, contre 459,5 M€ en 2005, soit une augmentation de 9,6 %. A périmètre constant, la progression est de 8,3 %.

> Activité par secteur

Chiffre d'affaires géré

Le chiffre d'affaires que nous donnons

ci-dessous correspond au chiffre d'affaires de toutes les sociétés du Groupe, qu'elles soient consolidées par intégration globale ou par mise en équivalence. Sont consolidés par mise en équivalence en 2006 : la société PPL et le Groupe Vendée Béton (Vendée Béton, BIV, CH Béton, Béton des Olonnes).

Le chiffre d'affaires géré du Groupe se répartit comme suit :

- négoce de matériaux : 75,2 %
- industrie du béton : 14,4 %
- menuiserie industrielle : 10,4 %

Le secteur "Divers" correspond principalement aux prestations générales que la société mère du Groupe, VM Matériaux, facture à ses filiales, chiffre d'affaires quasiment éliminé pour l'établissement du chiffre d'affaires consolidé.

Répartition du chiffre d'affaires par activité (en M€)	2006	2005	Variation
Négoce de matériaux	419,5	383,0	10 %
Industrie du béton	80,3	70,9	13 %
Menuiserie industrielle	58,0	53,7	8 %
Total CA des sociétés gérées	557,8	507,5	9,9 %
Divers (prestations Groupe)	17,1	16,3	
Total CA des sociétés gérées	574,9	523,8	9,8 %
A déduire sociétés consolidées par mise en équivalence	- 41,0	- 35,2	
Eliminations inter-secteurs	- 30,1	- 29,2	
Total CA consolidé	503,7	495,4	9,6 %

Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé se répartit, par secteur, comme suit :

Répartition du chiffre d'affaires consolidé (en M€)	2006	2005	Variation
Négoce de matériaux	419,5	383,0	9,6 %
Industrie du béton	39,3	35,7	10,1 %
Menuiserie industrielle	58,0	53,7	8,0 %
Divers	17,1	16,3	4,9 %
Eliminations inter-secteurs	-30,1	-29,2	3,1 %
Total CA consolidé	503,7	495,4	9,6 %

La croissance des ventes concerne chacun des trois secteurs d'activité du Groupe, portés d'une part, par la poursuite de la bonne santé du secteur sur la façade Atlantique, et d'autre part, par une forte dynamique commerciale interne.



> Résultat consolidé

Les soldes intermédiaires de gestion comparés des années 2005 et 2006 se présentent comme suit :

(en M€)	2006	2005	Variation
Chiffre d'affaires	503,7	459,5	9,6 %
Résultat opérationnel courant	26,2	25,2	3,9 %
Résultat opérationnel	26,2	25,0	4,5 %
Résultat avant impôt	24,1	22,8	5,5 %
Quote-part des sociétés mises en équivalence	0,5	0,4	
Résultat net consolidé	16,3	15,5	5,4 %

Le résultat opérationnel courant s'établit à 26,2 M€ représentant 5,2 % du chiffre d'affaires, contre 25,2 M€ en 2005. La progression du ROC est de 3,9%, plus faible que la progression de l'activité, en raison principalement des coûts des actions commerciales engagées et des récentes créations de sites.

La charge financière nette s'élève à 2,1 M€ soit 0,4 % du chiffre d'affaires, contre 0,5 % en 2005.

Le résultat des sociétés consolidées par

> Résultat par secteur d'activité

(en M€)	2006		2005		variation 2006/ 2005
	montant	%CA	montant	%CA	
Total chiffre d'affaires	503,7		459,4		9,6 %
Résultat opérationnel courant					
- Négoce	17,9	4,3 %	15,9	4,2 %	12,6 %
- Menuiserie	2,9	5,1 %	2,6	4,8 %	12,6 %
- Béton	1,9	4,9 %	1,6	4,4 %	23,8 %
- Autres	3,4		5,1		
Total Résultat opérationnel courant	26,2	5,2 %	25,2	5,5 %	3,9 %

> Structure financière

Le bilan du Groupe se présente comme suit :

(en M€)	2006	2005
Actif non courant	85,8	79,1
Actif courant	188,6	164,9
Capitaux propres	73,9	61,5
Passif non courant	32,5	32,6
Passif courant	168,0	149,8
Total du bilan	274,4	244,0

> Actif non courant

L'évolution de nos actifs immobilisés (non courants) se décompose comme suit :

- 12,7 M€ d'investissements d'exploitation, contre 8,9 M€ en 2005,
- 1,8 M€ d'immobilisations nettes liées à la variation de périmètre,
- 0,6 M€ de désinvestissement net,
- 7,4 M€ de dotations aux amortissements.

Le ratio "actifs non courants sur capitaux permanents (capitaux propres et endettement à plus d'un an)" ressort à 0,89 contre 0,95 en 2005.

> Capitaux propres part du Groupe

Les capitaux propres part du Groupe s'établissent à 70,9 M€ contre 58,5 M€ en 2005. Les principales variations de ces capitaux propres sont les suivantes :

- Résultat 2006 part du Groupe : 15,8 M€
- Augmentation de capital : 0,5 M€
- Distribution de dividende : - 4,0 M€
- Rachat d'actions propres : - 0,2 M€
- Avantages au personnel : + 0,3 M€

Les avantages au personnel se composent des écarts actuariels liés aux indemnités de fin de carrière directement imputables en capitaux propres et aux coûts des options d'achat ou de souscription d'actions.

> Dettes financières

La dette financière nette s'établit comme suit au 31 décembre 2006 :

(en M€)	2006	2005
A plus d'un an	15,1	14,3
A moins d'un an	22,6	24,9
Trésorerie disponible	11,1	6,2
Endettement net	26,8	33,1

La dette financière nette représente 36 % des capitaux propres contre 54 % à fin 2005.

> Flux de trésorerie

Les flux de trésorerie se répartissent comme suit :

(en M€)	2006	2005
Flux générés par l'activité	25,2	13,1
Flux liés aux opérations d'investissement	- 13,3	- 11,1
Flux liés aux opérations de financement	- 4,5	- 10,8

La variation de trésorerie qui en découle est positive de 7,4 M€, contre une variation négative de 8,9 M€ en 2005.

> Capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement et du paiement de l'impôt s'établit à 33,7 M€, contre 33 M€ en 2005.



4 - Comptes de VM Matériaux

> Activité

Le chiffre d'affaires de la société VM Matériaux, société mère du Groupe, est constitué principalement de prestations administratives, commerciales et informatiques, ainsi que de locations immobilières et de mise à disposition de personnel. Celui-ci s'est élevé à 17,3 M€, contre 16,3 M€ en 2005.

> Résultat

Le résultat d'exploitation s'élève à 4,2 M€, contre 5,2 M€ en 2004.

Les dividendes perçus des filiales se sont

élevés à 3,8 M€, permettant de dégager un résultat courant de 7,9 M€, contre 8,9 M€ en 2005.

Le partenariat sportif avec Jean Le Cam ainsi que les coûts commerciaux divers ont été pris en charge par VM Matériaux.

Les résultats des sociétés Financière VM Distribution et VM Béton Aquitain ont permis la mise en jeu des clauses de retour à meilleure fortune, amenant un résultat exceptionnel de 1,2 M€.

Le résultat net est de 7,1 M€, contre 6,6 M€ en 2005.

> Intégration fiscale

Le périmètre d'intégration est constitué

de la SA VM Matériaux et des filiales suivantes :

- SA Naullet
- SAS Financière VM Distribution
- SARL Quadra
- SA VM Distribution
- SARL Sumaca Centre
- SARL Standard
- SAS VM Centre Loire
- SAS Mégnien
- SNC Mégnien Distribution
- SCI de la Plaine
- SAS TBM
- SARL Financière VM Béton
- SNC VM Béton Services
- SARL VM Béton
- SARL VM Distribution Béton

> Répartition du capital

Evolution du capital sur les cinq dernières années

	2002	2003	2004	2005	2006
Nombre d'actions composant le capital en début d'exercice	622 096	623 346	623 346	1 356 692	1 360 518
Nombre d'actions créées au cours de l'exercice					
- par division du nominal du titre par deux			623 346		1 367 909
- par incorporation de réserves			110 000		4 775
- par augmentation de capital	1 250			3 320	8 300
- par levée d'options de souscription d'actions				506	
- par exercice des bons de souscription d'actions					
Nombre d'actions composant le capital en fin d'exercice	623 346	623 346	1 356 692	1 360 518	2 741 502
Capital social en euros	1 870 038	1 870 038	2 035 038	2 040 777	4 112 253

5 - Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'OPA

Pour satisfaire à l'obligation des articles L 233-13 et L 225-100-3 du code de commerce, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

> Structure du capital

Notre capital social, qui s'établit à 4 112 253 €, est réparti en 2 741 502 actions de 1,50 € chacune.

	2006		2005	
	% du capital	% droit vote	% du capital	% droit vote
Familles CAILLAUD-ROBIN	60,96 %	61,81 %	61,33 %	62,19 %
FCP Groupe VM	4,64 %	4,70 %	4,95 %	5,02 %
Autodétention	1,38 %	-	1,38 %	-
Public	33,02 %	33,48 %	32,34 %	32,80 %

> Participations significatives

La société civile SOFIRO détient plus des 3/20^e du capital et des droits de vote, la société civile SOFICA en détient plus du 10^e et la société SICAT plus du 20^e.

Conformément à l'article 12 de nos statuts, tout actionnaire détenant 1,5 % au moins du capital de la société est tenu d'en informer immédiatement la société par lettre recommandée avec avis de réception, cette obligation s'appliquant à chaque franchissement d'un multiple de ce pourcentage.

> Autodétention

Depuis le 30 septembre 2005, la société a confié la mise en œuvre d'un contrat



de liquidité conforme à la Charte de Déontologie de l'AFEI approuvée par l'instruction de l'Autorité des marchés financiers du 22 mars 2005, à Portzamparc SA.

La société autodétient, au 31 décembre, 35 211 actions VM Matériaux directement et 2 668 titres par le contrat de liquidité, soit un total d'autodétention de 37 879 titres représentant 1,38 % du capital social.

> Actionnariat salariés

Conformément aux dispositions de l'article L225-102 du code de commerce, nous vous indiquons la proportion du capital que représentent les actions détenues par les salariés au 31 décembre 2006 par l'intermédiaire de divers fonds communs de placement : 4,64 %, soit 127 198 actions.

> Droit de vote double

Un droit de vote double a été attribué par l'AGE du 11 juin 2004 à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié, à compter du 11 juin 2007, d'une inscription nominative depuis trois ans au moins.

> Restrictions statutaires et accords relatifs aux transferts d'actions

Aucune clause statutaire ne restreint leur libre cession. Elles peuvent être nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Un pacte d'actionnaires a été conclu le 26 juin 2002 entre les groupes familiaux Caillaud d'une part, et Robin d'autre part. Ce pacte a fait l'objet d'un avis au conseil des marchés financiers publié le 17 octobre 2003.

Par ailleurs, un engagement de conservation d'actions a été souscrit par les actionnaires familiaux dans le cadre de la loi Dutreil. Cet engagement a été transmis à l'AMF le 11 février 2005.

> Pouvoirs du Directoire en matière de rachat d'actions

L'assemblée générale du 2 juin 2006 a autorisé le Directoire, pour une durée de dix-huit mois à compter de ladite assemblée, conformément aux dispositions des articles L225-209 et suivants du code de commerce et à celles du règlement européen n°2273/2003 du 22 décembre 2003, à procéder à des achats d'actions de la société, afin de :

- attribuer les titres rachetés aux

mandataires sociaux et/ou salariés de la société ou de son Groupe dans le cadre des plans d'options d'achats d'actions, des attributions d'actions gratuites, au titre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion ou dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise,

- remettre les actions de la société, à la suite de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, aux porteurs des dites valeurs mobilières,
- conserver ces actions et les remettre à titre d'échange, notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- animer le marché secondaire ou la liquidité de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers.

Le nombre maximal d'actions susceptibles d'être rachetées par la société ne peut excéder 60.000 titres. Le nombre des actions détenues ne peut également excéder 10% du capital social.

Le prix d'achat maximal par la société de ses propres actions ne peut excéder 125 € par action.

> Mécanismes de contrôle prévus dans un système d'actionnariat du personnel

L'article 17-5 de nos statuts prévoit la nomination d'un membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires par l'Assemblée Générale des actionnaires. Les candidats à la nomination sont désignés par le Conseil de Surveillance du fonds commun de placement des salariés du Groupe VM Matériaux. Monsieur Armand Fournier a ainsi été nommé à cette fonction lors de l'assemblée générale du 11 juin 2004.



6 - Informations boursières

Les informations qui vous sont données ci-dessous tiennent compte de l'émission d'actions gratuites décidée par l'assemblée générale du 2 juin 2006 et réalisée le 30 juin 2006: une action gratuite pour une action ancienne. Cette opération a eu pour effet de multiplier par deux le nombre d'actions existantes à la date de réalisation et de diviser la valeur du titre par deux.

> Marché du titre VM Matériaux

L'action VM Matériaux est cotée sur l'Eurolist d'Euronext, compartiment B. Le nombre d'actions s'élève, au 31 décembre 2006, à 2 741 502.

Au cours de l'exercice 2006, il a été créé 1 380 984 actions nouvelles :

- 8 300 par exercice d'options de souscription d'actions,
- 4 775 par exercice de 7 866 bons de souscription d'actions,
- 1 367 909 par émission d'actions gratuites.

> Evolution des cours de bourse en 2006

Action

Le nombre de titres échangés au cours de l'exercice 2006 a été de 515 610, soit une moyenne de 2 022 titres par séance, contre 1 970 en 2005 après retraitement. Le total des capitaux échangés s'est élevé à 36,4 M€, soit une moyenne par séance de 142 928 € pour un cours moyen à la clôture de 69,71 €.

Le cours de bourse du 31 décembre 2006 s'établit à 66,50 € représentant une capitalisation boursière de 182 M€.

Cours de l'action sur les 14 derniers mois (après retraitement)

MOIS	NB titres échangés	capitaux en K€	cours moyen clôture	cours le + haut	cours le + bas	dernier cours
janv-06	57 516	3 622	62,85	64,75	60,85	63,25
févr-06	38 976	2 596	66,75	68,00	63,30	67,75
mars-06	55 910	4 059	72,75	73,60	68,15	73,25
avr-06	64 816	4 969	76,16	80,45	72,30	79,75
mai-06	60 160	4 548	74,66	80,05	69,50	73,00
juin-06	43 776	3 363	72,07	79,50	67,75	70,65
juil-06	30 484	2 167	70,94	73,45	69,40	71,05
août-06	19 680	1 385	70,56	72,00	69,70	69,75
sept-06	41 294	2 888	70,03	71,50	68,50	70,00
oct-06	47 377	3 182	66,90	71,75	65,00	66,50
nov-06	20 695	1 391	67,15	68,10	66,30	67,15
déc-06	34 926	2 273	65,75	67,85	62,20	66,50
janv-07	42 371	3 092	72,87	75,15	67,50	72,00
févr-07	37 074	2 884	77,98	80,35	72,35	76,20

Cours du BSA sur les 14 derniers mois

MOIS	+ haut	+ bas	Clôture	Volume
janv-06	18,60	18,60	18,60	7 779
févr-06	22,60	22,60	22,60	4 722
mars-06	28,00	28,00	28,00	5 912
avr-06	34,25	34,25	34,25	3 083
mai-06	28,53	28,53	28,53	2 580
juin-06	27,40	27,40	27,40	570
juil-06	30,40	30,40	30,40	250
août-06	26,81	26,81	26,81	233
sept-06	25,80	25,80	25,80	167
oct-06	19,55	19,55	19,55	2 585
nov-06	21,80	21,80	21,80	1 656
déc-06	18,25	18,26	18,25	3 208
janv-07	21,80	23,00	21,80	5 268
févr-07	28,10	28,10	28,00	3 886

> Rachat d'actions

Synthèse des achats et des ventes d'actions de l'exercice 2006

Au titre du programme autorisé par l'assemblée du 10 juin 2005, la société a procédé à la vente de 1 400 actions, dans le cadre des plans d'options d'achats d'actions, au prix moyen de 9,91 €.

Au titre du programme autorisé par l'assemblée du 2 juin 2006, la société a procédé à :

- l'achat de 2 447 actions au prix moyen de 67,91 €,
- la vente de 1 600 actions, dans le cadre des plans d'options, au prix moyen de 9,96 €.

Les achats de l'exercice 2006 représentent 0,14 % du capital.

Des actions ont également été acquises et cédées au titre du contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie approuvée par l'AFEI :

- nombre d'actions inscrites au nom de la société au 1^{er} janvier 2006 : 1 744
- nombre d'actions achetées : 3 072
- nombre d'actions vendues : 2 148
- nombre d'actions inscrites au nom de la société au 31 décembre 2006 : 2 668

Situation au 28 février 2007

- % du capital auto-detenu : 1,54 %
- nombre de titres annulés : néant
- nombre de titres en portefeuille : 42 173
- valeur comptable du portefeuille : 2 403 K€
- valeur de marché du portefeuille : 3 214 K€



> Bons de souscription d'actions

Lors de l'augmentation de capital réalisée en novembre 2004, 110 000 bons de souscription étaient attachés aux 110 000 actions nouvelles créées. Deux BSA donnaient droit à souscrire une action nouvelle au prix de 96 €. Compte tenu de l'émission d'actions gratuites, un BSA donne droit, depuis le 30 juin 2006, à souscrire une action nouvelle au prix de 48 €. L'exercice des BSA est possible jusqu'au 8 novembre 2007.

> Situation des BSA au 31 décembre 2006

• nombre de BSA exercés en 2006 :	7 866
• nombre d'actions nouvelles :	4 755
• nombre actions gratuites :	3 091
• nombre de BSA en circulation :	101 122
• nombre d'actions potentielles :	101 122

7 - Filiales et participations

> Prises de participation

Conformément à l'article L 233-6 du code de commerce, nous vous informons des prises de participations directes et indirectes par la société au cours de l'exercice :

- Acquisition de la société Montauban Matériaux - société de négoce de matériaux dont le siège est à Montauban.

Par ailleurs, nous vous informons que la société Mégny Services a été absorbée par la SAS Mégny par transmission universelle de patrimoine au cours de l'année 2006.

> Participations réciproques

Suite à la dissolution-confusion de la société Mégny Services, il n'y a plus de participations réciproques dans le Groupe.

> Activité et résultat des filiales

Tableau de comparaison 2005/2006 des chiffres d'affaires et des résultats des filiales et sous-filiales

Sociétés	Méthode de consolidation	Chiffre d'affaires HT		Résultat de l'exercice		Observations
		2006	2005	2006	2005	
Négoce de matériaux de construction						
VM DISTRIBUTION	IG	291 233	266 208	9 961	7 773	
SNC VM DISTRIBUTION	IG	6 858	5 273	5 386	3 871	
VM CENTRE LOIRE	IG	-	-	40	37	
STANDARD	IG	1 419	1 616	9	19	
MEGNIEN DISTRIBUTION	IG	118 052	110 945	2 286	2 113	
MONTAUBAN MATERIAUX	IG	5 577	5 569	235	225	Acquisition 1 ^{er} janvier 2006
BOIS DU BERRY	IG	3 791	3 403	224	157	
SAPRO MARTINIQUE	IG	4 970	4 210	240	43	
LA DIMENSION	IG	2 478	2 429	103	119	
SAPRO GUADELOUPE	IG	3 383	2 910	1	8	
SOREPRO	IG	10 843	10 462	390	309	
SEFIMAT GUADELOUPE	IG	5 375	4 966	180	201	
VM ASIA	IG	424	352	50	87	
Industrie du béton et béton prêt à l'emploi						
NAULLET	IG	9 918	8 847	399	317	
VENDEE BETON CONTROLE	IG	5 954	5 099	170	52	
VM BETON AQUITAINE	IG	4 788	4 233	70	951	
PREFA PAYS DE LOIRE (PPL)	ME	11 993	11 261	706	547	
VENDEE BETON	ME	21 850	18 116	867	625	
VM BETON SERVICES	IG	782	-	28	-	
VM DISTRIBUTION BETON	IG	-	-	-	-	
VM BETON	IG	-	-	-	-	
Menuiserie Industrielle						
ATLANTEM INDUSTRIES	IG	58 070	49 537	1 562	1 031	
CMC LE DANNOIS	IG	298	2 006	23	242	Activité donnée en location gérance à AtlanTEM
SCTPI	IG	344	3 640	86	41	Activité donnée en location gérance à AtlanTEM
Financières						
FINANCIERE VM DISTRIBUTION	IG	-	-	4 917	3 418	
FINANCIERE BLAVET	IG	-	-	214	196	
FINANCIERE VM BETON	IG	-	-	7	-	
QUADRA	IG	-	-	139	137	
MEGNIEN SERVICES	IG	-	-	-	149	Fusionnée dans Mégny SAS en 2006
MEGNIEN SAS	IG	-	-	3 246	3 324	
SEFIMAT	IG	346	287	96	104	



Sociétés	Méthode de consolidation	Chiffre d'affaires HT		résultat de l'exercice		Observations
		2006	2005	2006	2005	
Immobilières						
SCI DUCLOS	IG	156	156	37	37	
SCI JACATTE	IG	79	79	48	47	
SCI JACMI	IG	43	41	31	29	
SCI DE LA PLAINE	IG	128	128	65	67	
SUMACA CENTRE	IG	36	35	18	26	
SCI FLORENCE	IG	225	205	149	128	
SCI GUILLAUME	IG	110	110	94	88	
SCI JULIE	IG	137	137	26	23	
SCI CROZET	IG	157	145	- 1	- 86	
SCI MAIZIERES	IG	53	27	15	9	
Autres						
TBM	IG	1 979	1 778	99	107	

IG : Intégration globale - ME : Mise en équivalence

8 - Evénements postérieurs à la clôture

> Croissance

Acquisition en janvier 2007 de la société Euromat, de sa filiale Paul Thébault et de la société Béton 17. Ces sociétés, basées à la Rochelle (17), disposent de deux sites et d'une centrale à Béton. Elles ont réalisé en 2005, un chiffre d'affaires de 12,8 M€ avec 51 collaborateurs.

Acquisition en janvier 2007 de la société CIOB Moisan à Pleugriffett (56). Ce spécialiste de la charpente industrielle et traditionnelle a réalisé en 2005, un chiffre

d'affaires de 4,4 millions d'euros. CIOB Moisan emploie 48 collaborateurs.

Prise de participation en janvier 2007 de 49,9 % dans le capital de la société Joseph Cottrell, basée au Lamentin (Martinique). La société, qui dispose de 5 sites, a réalisé en 2005, un chiffre d'affaires de 27,3 M€ et compte 100 collaborateurs.

Acquisition le 1^{er} février 2007 de Quartz, branche d'activité de la société Hydro Building Systems (HBS), spécialiste français de la gamme aluminium pour le

bâtiment (Technal, Wicon, Architectural Systems), et filiale du Groupe Norvégien Norsk Hydro. Cette structure compte 93 salariés et réalise en année pleine un chiffre d'affaires d'environ 20 M€.

Prise de participation en mars 2007 de 50 % dans le capital de la société Point Bois, basée en Guyane, et réalisant un chiffre d'affaires de 3,3 M€.

L'ensemble de ces opérations de croissance externe devrait représenter pour 2007 un chiffre d'affaires additionnel d'environ 54 M€.

> CA du 1^{er} trimestre par secteur d'activité

(en M€)	2007	2006	Variation
Négoce de matériaux	112,8	96,5	+ 16,8 %
Industrie du béton	10,9	9,4	+ 16,6 %
Menuiserie industrielle	21,9	14,5	+ 50,4 %
Autres	4,3	3,4	
Eliminations inter-secteurs	- 8,7	- 7,0	
1^{er} trimestre (total)	141,2	116,8	+ 20,9 %

La progression du 1^{er} trimestre 2007, à périmètre constant, s'établit à 11,3 %.

> Perspectives 2007

La dynamique du secteur de la construction et de la rénovation en France, et plus particulièrement sur les régions du Grand Ouest, permet au Groupe VM Matériaux d'anticiper une nouvelle année de croissance de son activité avec un objectif de chiffre

d'affaires consolidé de 585 M€ (+ 16,1 % à périmètre courant, + 5,4 % à périmètre constant), et le maintien du taux de rentabilité.

Le Groupe reste par ailleurs toujours à l'écoute de nouvelles opportunités de croissance externe sur un marché en consolidation.



9 - Informations sociales

Effectif en équivalent temps plein, moyenne annuelle, par domaine d'activité

	Effectif
Activité négoce	1344
Activité béton	162
Activité menuiserie	474
Siège social	119
Effectif Groupe Consolidé	2 100
Effectif des sociétés mises en équivalence	143
Effectif Groupe géré	2 243

Effectif inscrit consolidé par collègue au 31 décembre 2006

Collège	Effectif	%
Ouvriers	998	44,4 %
ETAM*	1 006	44,7 %
Cadres	245	10,9 %
TOTAL	2 249	100 %

* ETAM : Employés, Techniciens et Agents de Maîtrise

En 2006, le Groupe a recruté 225 nouveaux collaborateurs sous contrat à durée indéterminée. Ces recrutements ont concerné 125 ouvriers, 90 ETAM et 10 cadres.

Ventilation de l'effectif par type de contrat

L'effectif consolidé au 31 décembre 2006 se répartit entre 2 147 contrats à durée indéterminée et 102 contrats à durée déterminée, dont 23 contrats en alternance.

Age moyen et ancienneté

Pour chacun des trois domaines d'activité du Groupe, l'âge moyen et l'ancienneté sont les suivants :

	Age moyen	Ancienneté
Négoce	41,52	11,14
Menuiserie	40	10
Béton	40,95	10,13

Effectif sous statut de contrat à temps partiel

Le Groupe consolidé compte 95 contrats à temps partiel au 31 décembre 2006, correspondant à 62,01 équivalents temps plein.

Personnel externe

Compte tenu de la nature des activités du Groupe, il est peu fait appel à la sous-traitance. A titre indicatif, l'emploi de personnel en intérim (effectifs gérés) a représenté 2 818 K€ en 2006, soit 88 équivalents hommes (estimation sur la base de 152 heures travaillées par mois et par personne, avec un coût horaire moyen de 17,5 €).

Plan de réduction des effectifs

En 2006, le Groupe n'a procédé à aucun plan de réduction d'effectifs.

Organisation du temps de travail

L'ensemble du Groupe applique une organisation du travail sur la base de 35 heures, soit sous forme de modulation annuelle, soit sur une moyenne de 35 heures de travail effectif sur une moyenne de 4 semaines, soit sur la base de 35 heures hebdomadaire. Un accord atypique a été signé avec le Comité béton réformant l'organisation du travail de la société Naullet sous un régime de 35 heures en moyenne sur 4 semaines en lieu et place d'un dispositif annualisé.

Nous précisons en outre qu'au sein de TBM, notre filiale Transport, l'horaire spécifique du travail tient compte des accords de la branche transport.

Nos agences outre-mer, quant à elles, fonctionnent sur une référence hebdomadaire de 35 heures.

Répartition de l'absentéisme par nature

Les montants du tableau qui suit sont exprimés en pourcentage de l'effectif géré en équivalents temps plein au 31 décembre 2006 :

Absentéisme par nature	%
Maladie	2,63
Accident du travail	0,60
Maternité	0,45
Paternité	0,13
Total	3,81

Evolution des frais de personnel (périmètre consolidé)

En milliers d'euros	2005	2006	Variation
Traitements et salaires	46 727	51 450	+10,10 %
Charges sociales	18 030	19 438	+ 7,81 %
Intérimaires	2 061	2 385	+ 15,72 %
Intéressement et participation	4 730	5 585	+ 18,08 %
Charges de retraite	273	400	+ 46,52 %
Paiement en actions	27	97	+ 259,25 %
Total	71 848	79 355	+ 10,45 %

L'intéressement poursuit une progression soutenue sur l'ensemble des activités du Groupe : + 6,26 % pour le négoce, + 8,38 % pour le béton et + 33,82 % pour l'activité menuiserie.

Quant à la participation, elle croît très fortement : + 23,07 % pour le négoce, + 41,63 % pour l'activité béton et + 100,28 % concernant la menuiserie.

Relations professionnelles et accords collectifs

L'ensemble du personnel du Groupe consolidé a été représenté par quatre comités d'entreprise en 2006 : celui de l'Unité Economique et Sociale (UES) de VM Distribution, celui de l'UES de l'Industrie du béton, le Comité d'entreprise d'Atlantem et le Comité d'entreprise de Mégnien Distribution. En 2006, 36 réunions ont été tenues par ces différentes instances.

Sur l'exercice 2006 et à l'échelle du Groupe, seize accords ou avenants ont été conclus : trois avenants concernent



l'actualisation de nos accords de participation, sept accords ou avenants instituent ou modifient des accords d'intéressement, quatre accords de clôture de négociation annuelle, un accord modifiant l'organisation du travail sur la société Naullet et un accord sur Atlantem instituant une commission paritaire interne dans le cadre d'une nouvelle classification de la plasturgie.

Gestion des Ressources Humaines

Le Groupe gère les effectifs des sociétés liées à sept conventions collectives différentes, celles :

- du négoce de matériaux de construction,
- de la plasturgie,
- du bâtiment,
- des transports routiers et des activités auxiliaires de transport,
- du négoce de bois d'œuvre et produits dérivés,
- du commerce de gros.
- de l'industrie de carrière et matériaux de construction.

Management social

2006 aura vu l'ensemble du personnel bénéficier d'un entretien annuel avec l'encadrement de proximité.

Une enquête de climat social a été réalisée à mi-année. Elle a révélé le fort attachement aux valeurs du Groupe d'une majorité de salariés.

En ce qui concerne la politique de rétribution : poursuite du mix (individualisation des salaires et rémunération des performances collectives par le biais des dispositifs de participation et d'intéressement).

Mobilisation des salariés

L'année 2006 aura été marquée par le lancement de l'Odyssée VM. Les salariés ont été largement associés à l'événement au travers notamment d'un week-end aux Sables d'Olonne, où chacun pouvait à loisirs s'entretenir avec Jean Le Cam et découvrir le bateau à nos couleurs. 740 salariés et leur famille (soit 1 360 personnes) ont participé à cette manifestation festive.

Œuvres sociales

En 2006, le budget annuel des œuvres sociales alloué par le Groupe, y compris ses filiales minoritaires, s'est élevé à près de 270 K€ pour le Groupe, en progression de 11,22 %.

Ce budget finance des aides variées, parmi lesquelles l'attribution de chèques vacances, des participations financières à des licences sportives, séjours d'enfants

de salariés, à des locations en faveur du personnel, billetteries, bons d'achat...

A l'initiative des diverses commissions d'œuvres sociales des comités du Groupe, un événement d'importance s'est tenu en 2006 au bénéfice des salariés. 810 personnes ont pu apprécier lors d'un week end les charmes de la Touraine.

Au-delà du budget d'œuvres sociales alloué au Comité d'entreprise Groupe, VM Matériaux accorde des tickets restaurant à ses salariés. Ils ont représenté en 2006 un budget (part patronale) de 498,7 K€.

Conditions d'hygiène et de sécurité

Le Groupe est doté de neuf Comités d'Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail (CHSCT), qui ont chacun tenu quatre réunions ordinaires en 2006. A cela s'ajoute à l'échelle du Groupe, quatre réunions extraordinaires pour l'examen en urgence d'accidents de travail avec dommages corporels.

Les axes sécurité déclinés en priorité sur l'année ont été :

- La poursuite du déploiement des plans de circulation de nos établissements ainsi que de l'actualisation du document d'évaluation des risques.
 - Un effort particulier s'est concentré sur la formation à la sécurité de l'ensemble de nos équipes.
- A ce titre, 312 stages représentant près de 7 600 heures de formation se sont déroulés sur l'exercice.

Un poste de formateur interne "prévention sécurité" avait été spécialement créé l'an dernier pour assurer l'animation de ces formations ainsi que leur suivi réglementaire (par l'intermédiaire du carnet d'habilitation qui recense pour chaque collaborateur les formations sécurité qu'il a suivies).

Nombre de stages internes à la prévention sécurité en 2006

Autorisation de conduite (chariot, grue, pont roulant)	129
Habilitations électriques	19
Sauveteurs, secouristes du travail (SST) et recyclage	53
Total	201

Poursuivant cette logique d'internalisation, le Groupe s'est doté en fin d'année

d'un autre poste de formateur dédié spécifiquement à la population des chauffeurs du Groupe. Deux axes de travail à ce titre :

- la formation au fonctionnement et aux bons usages du nouveau chronotachygraphe numérique.
- La conduite rationnelle et en sécurité (mise en évidence des pratiques vertueuses).

Après une augmentation sensible sur l'exercice 2005, le nombre d'accidents de travail a décliné à nouveau. Cette baisse concerne les trois activités avec une performance renouvelée d'Atlantem. Le taux de fréquence⁽¹⁾ se situe à 29,59 contre 33,22 en 2005 et le taux de gravité⁽²⁾ s'établit sur 2006 à 0,70 pour 0,82 l'an dernier.

Travailleurs handicapés

En 2006, VM Matériaux a employé 44 personnes handicapées. Elles se répartissent en 18 personnes pour l'activité négoce, 5 personnes pour l'activité béton et 21 personnes pour l'activité menuiserie.

Formation

En 2006, VM Matériaux a proposé une action de formation à 1 110 de ses salariés (soit 1 902 stagiaires), à raison de 23 049 heures (+ 14,08 %) et un investissement de 818 K€ (coûts salariaux inclus). Au-delà de ce montant, le Groupe a formé en alternance une moyenne annuelle de 35 jeunes en contrats d'apprentissage ou de professionnalisation.

En 2006, l'École de Formation du Béton a formé quatre nouveaux jeunes au métier d'agent de préfabrication en béton architectonique pour la société Naullet et trois autres à l'emploi d'agent technique de centrale en collaboration avec le CEFICEM, l'organisme de formation de la branche Carrières & Matériaux.

Répartition des stagiaires formés	
Ouvriers	33 %
ETAM	49 %
Cadres	18 %
Total	100 %

⁽¹⁾ Taux de fréquence des accidents du travail : (Nombre d'accidents du travail x 1 million) / Nombre d'heures travaillées

⁽²⁾ Taux de gravité des accidents du travail : (Nombre de journées perdues par accident du travail x 1000) / Nombre d'heures travaillées



Dans le cadre de l'Ecole de Formation Négoc, le Groupe a proposé 30 sessions dans 8 modules métiers différents (menuiserie, couverture, sanitaire, carrelage, libre-service, environnement, gros œuvre et plâtre-isolation) à ses attachés technico-commerciaux, vendeurs internes et chefs d'agence. Ces formations ont été organisées en partenariat avec l'AFPA. Dans cette même école, 20 sessions de formation aux techniques de vente et 13 sessions au management d'équipes commerciales ont été mises en place.

Chez Atlantem, le plan de formation a donné la priorité à des formations ludiques de sensibilisation à l'analyse financière.

2006 a vu également la poursuite du BTS "négociation et relation client" entamé en septembre 2005, pour 17 jeunes apprentis.

Toujours dans le domaine de l'alternance, l'année 2006 a été marquée par une nouvelle promotion de 14 jeunes, futurs vendeurs internes, sous contrat de professionnalisation.

Investissement formation 2006

Salariés formés	1 110
Stagiaires	1902
Nombre de stages	609
Nombre d'heures	23 049
Coût total	818 K€

L'Atelier VM

2006 a vu la concrétisation du projet "L'Atelier VM", offre de service formation destinée à répondre à l'élargissement et/ou au perfectionnement des compétences des salariés de nos clients, et particulièrement bien adaptée au DIF. 95 de ces salariés ont bénéficié de sessions de formation sur mesure, d'un à deux jours, très pratiques et animées par des experts chevronnés du domaine traité. Ce concept novateur a été récompensé par le prix de l'initiative RH 2006, décerné par le Figaro et le cabinet Hudson.

10 - Politique en matière de développement durable

L'environnement et la sécurité des biens et des personnes est l'affaire de tous les collaborateurs du Groupe VM Matériaux. La direction du Groupe définit chaque

année les différentes politiques permettant de se mettre en conformité par rapport à la réglementation et à la protection de l'environnement.

> Responsabilité environnementale

La gestion environnementale des sites

Les programmes de construction du Groupe (neuf, rénovation ou modernisation) ont tous le souci de s'intégrer au paysage (bardage pour cacher les installations mécaniques, plantations végétales) et de réduire les nuisances pour l'entourage (le bruit, la poussière, la circulation des camions). Un projet de déménagement est notamment à l'étude pour l'usine Naullet de fabrication de pré-dalles et de blocs, celle-ci se trouvant désormais enclavée dans une zone urbaine qui s'agrandit chaque année.

L'optimisation des transports

Pour les négoces, la prise en compte des évolutions du réseau routier, des conditions d'accès aux chantiers, des nouvelles générations de camions, des nouvelles normes (Euro III en 2005, Euro IV/V à partir de 2006) a permis au fil du temps de constituer une flotte de camions moins polluante et plus économique. Ainsi, le rapport poids transporté par tournée est constamment optimisé.

Pour tous les chauffeurs du Groupe, un programme de formation à la conduite économique a débuté fin 2006. L'objectif de cette action est de réduire progressivement les consommations de carburant et la production des gaz à effet de serre au niveau du Groupe.

La gestion des déchets et le traitement des eaux usées

Tous nos sites possèdent actuellement des infrastructures permettant de traiter et de réduire les risques de pollution. Néanmoins, nos responsables restent vigilants sur l'état de leurs installations (bennes, bassins de décantation, bacs à traitement, stations de recyclage) afin de prendre au plus tôt les mesures nécessaires pour éviter les incidents.

> Responsabilité sociale

Un diagnostic amiante tous matériaux

En 2006, le Groupe a mandaté un organisme agréé pour réaliser un diagnostic amiante sur l'ensemble des sites concernés par le décret 96-98 modifié par les décrets 97-855, 2001-840 et 2002-839. Les rapports émis sont consultables sur place.

La sécurité des hommes

Les programmes de modernisation de nos agences ou de nos sites industriels (béton, menuiserie) comportent tous un ensemble d'actions destinées à améliorer les conditions de sécurité et de travail de nos collaborateurs.

Au niveau de la branche BPE du Groupe, la création en 2006 d'une fiche d'autodiagnostic par centrale à béton sur les thèmes Prévention - Sécurité - Environnement - Entretien - Maintenance, vient compléter le dispositif de sensibilisation déjà en place et renforce l'implication des collaborateurs.

En ce qui concerne les camions et leurs équipements, la politique d'acquisition de 6x4 au lieu de 4x2 permet d'améliorer la stabilité du véhicule sur la route comme lors de l'utilisation des grues. De même, les systèmes d'anti-recul, les poignées de maintien, les détecteurs de lignes à haute tension, les radiocommandes sans fil pour les manipulations des grues et des tapis, garantissent aux chauffeurs une meilleure sécurité et visibilité, et par conséquent un meilleur service rendu aux clients.

L'intégration des jeunes

La politique de formation Groupe en faveur des jeunes en recherche d'identité professionnelle se consolide d'année en année grâce à la création de classes en alternance dédiées VM Matériaux. Les certificats de qualification professionnelle (CQP) "agent technique de centrale à béton", "magasinier du négoce" en sont des exemples.

> Responsabilité économique et sociétale

La Recherche & Développement

L'activité béton renforce son expertise dans les produits innovants et hautes performances grâce à l'arrivée d'un nouveau directeur qualité développement diplômé d'un doctorat en génie civil, et à des partenariats de recherche avec l'enseignement supérieur.

Les sites industriels du Groupe mènent en permanence des actions d'amélioration sur les processus de fabrication ainsi que sur les produits utilisés afin d'optimiser les coûts, répondre aux futures exigences des clients et respecter les nouvelles normes. En 2006, l'audit sur les risques chimiques CMR et ATEX a permis d'élaborer un plan d'action avec les CHSCT dont fait partie le programme de substitution de produits classés CMR par des produits respectueux des nouvelles normes.



Les achats et produits responsables

Le Groupe VM Matériaux intègre progressivement dans ses relations avec les fournisseurs une démarche d'achats responsables, ceci tant au niveau des achats de frais généraux qu'au niveau des produits achetés par nos responsables de sites industriels.

Notre vigilance sur les conséquences environnementales des produits est également présente dans notre politique commerciale. Le salon VM PRO témoigne de notre attachement à promouvoir et à développer des solutions et produits responsables (maison ossature bois, produits conformes à la RT2005, produits HQE).

Solidarité

Chaque année, les familles fondatrices, la direction et l'ensemble des collaborateurs se mobilisent au service d'actions humanitaires en y associant nos clients. Le financement est principalement alloué à des projets de construction à destination de populations défavorisées.



11 - Mandataires sociaux

Conformément à l'article L225-102-1, nous vous communiquons ci-après :

> Le montant de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés durant l'exercice aux mandataires sociaux par la société et les sociétés contrôlées au sens de l'article L233-16.

Directoire

Informations données en euros

Nom	Mandat	Fonction	Fixe	Intéressement	Avantages en nature	jeton de présence	NB stock-options
Audureau Philippe	Président du Directoire	Président	147 207	12 349	-	3 000	3 000
Marion Alain	Directeur général	Directeur financier	116 376	12 349	-	3 000	2 000
Chaigne Jean-Charles	Membre du Directoire	Directeur activité négoce	114 987	12 349	2 707	3 000	2 000
Beaufrand Dominique	Membre du Directoire	Directeur ressources humaines	83 227	12 349	-	-	1 400
Robin Daniel	Membre du Directoire	Directeur activité béton	68 273	13 233	-	-	1 600
Cadudal Bruno	Membre du Directoire	Directeur activité menuiserie	97 200	2 550	-	-	800
Total			627 270	65 179	2 707	9 000	10 800

Une partie variable s'ajoute aux rémunérations et intéressement ci-dessus :

- Mode de calcul : 2,3 % du résultat net du Groupe majoré lorsque la rentabilité des capitaux investis (ROI) est supérieure à 5 %.
- Répartition : au prorata de la rémunération fixe brute *.
- Montant de la rémunération variable qui sera versée en 2007 : 635 268 €.

* A l'exception de Bruno Cadudal, entré au Directoire en cours d'année, pour lequel la partie variable représente 45 % de sa rémunération fixe.

Conseil de Surveillance

Le montant des rémunérations versées aux membres du Conseil de Surveillance s'est élevé à 140 539 €, dont 49 800 € de jetons de présence et 31 211 € de rémunération des présidents des Conseils de Surveillance.

Par ailleurs, nous vous informons qu'aucun engagement n'a été pris par la société au bénéfice des mandataires sociaux à raison d'un changement ou d'une cessation de leurs fonctions.

> La liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice :

Nom	Société	Fonction
AUDUREAU PHILIPPE	SA VM MATERIAUX	Président du Directoire
	SAS FINANCIERE VM DISTRIBUTION	Membre du Conseil de Surveillance
	SA VM DISTRIBUTION	Président du Conseil d'Administration
	SA NAULLET	Administrateur
	SAS SEFIMAT	Président
	SAS VENDEE BETON	Repr. permanent personne morale membre du Conseil de Surveillance
	SA PREFA DES PAYS DE LOIRE	Repr. permanent personne morale administrateur
	SA FINANCIERE BLAVET	Repr. permanent personne morale administrateur
	SAS ATLANTEM INDUSTRIES	Président
	SAS IMMOBILIERE DE L'ATLANTIQUE	Membre du Conseil de Surveillance
	SARL VM DISTRIBUTION BETON	Gérant
SCI 53 GEORGES D'AMBOISE	Gérant	
BEAUFRAND DOMINIQUE	SA VM MATERIAUX	Membre du Directoire



Nom	Société	Fonction
CAILLAUD DOMINIQUE	SA VM MATERIAUX	Membre du Conseil de Surveillance
	SARL SECA SERVICES IMMOBILIER	Gérant
	SARL VENDEE COTE SUD	Gérant
	SARL CAIM	Gérant
	SARL SCIMCA	Gérant
CAILLAUD JEROME	SA VM MATERIAUX	Membre du Conseil de Surveillance
	SARL IMMOBILIERE ST HERBLAIN	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE LA ROCHE	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE CHOLET	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE GUERANDE	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE ANCENIS	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE DE L'OUEST	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE ST GEORGES	Co-gérant
	SAS LA BAULE NAUTIC	Président
	SAS LBN Développement	Président
	SAS S.I.LUG	Président
	SA PORT DE PORNICHE	Administrateur
	CAILLAUD PASCAL	SA VM MATERIAUX
SAS IMMOBILIERE DE L'ATLANTIQUE		Président du Conseil de Surveillance
SARL IMMOBILIERE TRELISSAC		Co-gérant
SNC SGDI		Gérant
SCI JADE		Gérant
CHAIGNE JEAN-CHARLES	SA VM MATERIAUX	Membre du Directoire
	SAS FINANCIERE VM DISTRIBUTION	Membre du Conseil de Surveillance
	SA VM DISTRIBUTION	Directeur général
	SAS VM CENTRE LOIRE	Président
	SAS MONTAUBAN MATERIAUX	Président
	SARL STANDARD	Gérant
	SARL VM BETON	Gérant
	SNC VM DISTRIBUTION	Gérant
	SNC MEGNIEN DISTRIBUTION	Gérant
SCI CROZET	Gérant	
CUNAUD CHRISTIAN	SA VM MATERIAUX	Membre du Conseil de Surveillance
	SAS GROUPE SALMON ARC EN CIEL	Président
	BABY GIFT INTERNATIONAL SYSTEM	Président
	SAS ARC EN CIEL PRODUCTION	Président
	SAS ARC EN CIEL BOUTIQUE	Président
	SAS ARC EN CIEL MAILLE	Président
	SAS FIGSA	Président
	SARL ARC EN CIEL DISTRIBUTION	Gérant
	SA LACROIX	Membre du Conseil de Surveillance
	SA BNA FINANCES	Membre du Conseil de Surveillance
	GROUPE SALMON ARC EN CIEL ESPANA	Président du Conseil d'Administration
	SCI LE CHENE VERT	Gérant



Nom	Société	Fonction
FOURNIER ARMAND	SA VM MATERIAUX	Membre du Conseil de Surveillance
GONNORD YVES	SA VM MATERIAUX	Membre du Conseil de Surveillance
	SA FLEURY MICHON	Président du Conseil de Surveillance
	SA BENETEAU	Membre du Conseil de Surveillance
	SAS SHCP	Président
MARION ALAIN	SA VM MATERIAUX	Membre du Directoire, Directeur général
	SAS FINANCIERE VM DISTRIBUTION	Président
	SA VM DISTRIBUTION	Administrateur
	SA FINANCIERE BLAVET	Administrateur, Directeur général délégué
	SAS IMMOBILIERE DE L'ATLANTIQUE	Membre du Conseil de Surveillance
	SAS MEGNIEN	Président
	SAS TBM	Président
	SARL SUMACA CENTRE	Gérant
	SARL QUADRA	Gérant
	SARL FINANCIERE VM BETON	Gérant
SCI JACMI	Gérant	
ROBIN CHRISTOPHE	SA VM MATERIAUX	Membre du Conseil de Surveillance
	SAS VENDEE BETON	Membre du Conseil de Surveillance
	SARL IMMOBILIERE TRELISSAC	Co-gérant
	SNC SGDI	Co-gérant
ROBIN DANIEL	SA VM MATERIAUX	Membre du Directoire
	SA NAULLET	Président du Conseil d'Administration
	SAS VENDEE BETON CONTRÔLE	Président
	SAS VENDEE BETON	Président
	SAS BETON DES OLLONNES	Président
	SARL VM BETON AQUITAIN	Gérant
	SARL Ph. THOMAS	Gérant
	SARL BETON D'ILLE ET VILAINE	Gérant
SCI ROLONNE	Gérant	
ROBIN HUBERT	SA VM MATERIAUX	Membre du Conseil de Surveillance
	SAS FINANCIERE VM DISTRIBUTION	Président du Conseil de Surveillance
	SA NAULLET	Repr. permanent personne morale administrateur
	SAS VENDEE BETON	Président du Conseil de Surveillance
	SAS IMMOBILIERE DE L'ATLANTIQUE	Membre du Conseil de Surveillance
	SAS HVB	Président
	SC SOFIRO	Gérant
ROBIN OLIVIER	SA VM MATERIAUX	Président du Conseil de Surveillance
	SARL IMMOBILIERE ST HERBLAIN	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE LA ROCHE	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE CHOLET	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE GUERANDE	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE ANCENIS	Co-gérant
	SARL IMMOBILIERE DE L'OUEST	Co-gérant
	SAS MENUISERIES DU CENS	Président
	SAS Ets PEAU	Président
	SARL FINANCIERE ALKAID	Gérant
	SARL ALIOTH	Gérant
SCI PHECDA	Gérant	



12 - Affectation du résultat de VM Matériaux

L'assemblée générale décide d'affecter le résultat de l'exercice, soit un bénéfice de 7 131 299,01 € auquel il convient d'ajouter le report à nouveau antérieur de 5 557 717,64 €, soit 12 689 016,65 € de la façon suivante :

- Dotation à la réserve légale : 207 147,60 €
- Distribution aux actionnaires d'un dividende de 1,60 € par action : 4 386 403,20 €
- Affectation à la réserve facultative : 3 000 000,00 €
- Le solde au poste "Report à nouveau" : 5 095 465,85 €, étant précisé que ce montant sera augmenté de la fraction des dividendes correspondant aux actions propres détenues par la société.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du C.G.I., nous vous indiquons :

- que l'intégralité des dividendes perçus par les personnes physiques est éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3 2° du C.G.I.
- que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Dividende net	
	par action	global ⁽¹⁾
2003	0,62 €	1 558 365 €
2004	1,10 €	2 984 722 €
2005	1,50 €	4 081 554 €

⁽¹⁾ montant incluant les actions d'autodétention

Nous vous proposons de mettre en paiement le dividende à compter du 31 mai 2007.

13 - Jetons de présence

Il vous est proposé de fixer à 40 500 € le montant des jetons de présence à allouer au Conseil de Surveillance pour l'exercice 2006 et les suivants, ce jusqu'à décision contraire.

14 - Mandats des dirigeants et commissaires aux comptes

Arrivent à expiration avec la présente assemblée :

- le mandat d'EXCO ATLANTIQUE, commissaire aux comptes titulaire, et celui de Monsieur Pierre Jouis, suppléant. Nous vous proposons de renouveler leurs fonctions pour une nouvelle période de six exercices.
- les mandats des membres du Conseil de Surveillance. Nous vous proposons de renouveler le mandat de chacun des membres, pour une période de trois exercices.

15 - Achat par la société de ses actions

Nous vous proposons de renouveler l'autorisation donnée par l'assemblée générale du 2 juin 2006 au Directoire de procéder à des achats en bourse d'actions de la société, dans les conditions et limites définies par les articles L225-209 et suivants du code de commerce et conformément à celles du règlement européen du 22 décembre 2003.

Les objectifs du programme de rachat sont les mêmes que l'année précédente.

L'autorisation d'acquisition est donnée pour une durée de 18 mois et dans les conditions suivantes :

- le nombre maximal d'actions susceptibles d'être rachetées ne pourra excéder 60 000 titres,
- le prix d'achat maximal par action est fixé à 160 €,
- le montant global affecté à ce programme est fixé à 9 600 000 €.

16 - Informations diverses

Conformément à l'art. L 621-18-2 du code monétaire et financier et au règlement général de l'AMF, nous vous communiquons ci-dessous l'état récapitulatif des opérations réalisées par les dirigeants de VM Matériaux sur le titre de la société et portées à notre connaissance (hors levées d'options) :

Personne concernée	Opération	Titres concernés	Montant en K€
Président du Directoire	cession	actions	12
Directeur général	cession	actions BSA	15 8
Personne morale liée au Président du Conseil	acquisition	actions	301

Nous vous remercions de bien vouloir voter les résolutions qui vous sont proposées et nous tenons à votre disposition pour vous apporter tout complément d'information que vous pourriez souhaiter.



Rapport du Conseil de Surveillance à l'Assemblée Générale annuelle du 25 mai 2007

Mesdames, Messieurs,

Le Directoire de notre société vous a convoqués en Assemblée Générale annuelle conformément à la loi et aux statuts afin :

- d'une part de vous exposer l'activité de la société et du Groupe au cours de l'exercice 2006, ses résultats et les perspectives d'avenir, et de fournir les autres informations prescrites par la loi ;
- d'autre part, de soumettre à votre approbation les comptes de cet exercice, comptes sociaux et comptes consolidés, ainsi que l'affectation du résultat.

Lecture du rapport du Directoire et des rapports des commissaires aux comptes vous a été faite.

Conformément à l'article L225-68 du code de commerce, nous vous présentons nos observations sur le rapport du Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice.

Le rapport du Directoire

Tout au long de l'exercice, votre Directoire nous a régulièrement tenus informés de la marche des affaires sociales et de ses principales décisions de gestion.

Le rapport du Directoire nous apparaît comme une information suffisamment complète et fidèle de l'activité de la société et des résultats de l'exercice 2006.

Le Conseil de Surveillance n'a pas d'observation à formuler sur les termes de ce rapport.

Les comptes de l'exercice

Les états financiers détaillés de l'exercice écoulé nous ont été transmis dans les délais réglementaires et nous avons pu obtenir auprès de la société toute information nécessaire.

Après exercice de notre mission de vérification et de contrôle, nous n'avons pas d'observation à formuler sur le bilan, le compte de résultat et l'annexe, lesquels font apparaître un total de bilan de 53 139 128,79 € et un résultat de 7 131 299,01 €.

De même, la vérification et le contrôle des comptes consolidés, faisant apparaître un résultat net consolidé de 16 314 515 €, dont part du Groupe 15 751 566 €, n'a soulevé aucune remarque particulière.

Résolutions soumises à l'Assemblée Générale

Le Conseil de Surveillance a pris connaissance du projet des résolutions soumises à l'Assemblée Générale annuelle et en approuve les termes.

Le Conseil de Surveillance



Rapport du Président du Conseil de Surveillance

Rapport du Président du Conseil de Surveillance à l'Assemblée Générale annuelle du 25 mai 2007 en application de l'article L225-68 du Code de Commerce

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article L.225-68 du code de commerce, un rapport sur le contrôle interne est émis chaque année et ceci depuis trois ans maintenant. L'objet de ce rapport est de rendre compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de Surveillance ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par le Groupe, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Conditions de préparation et organisation des travaux du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance veille au bon fonctionnement de la société et du Groupe et rend compte aux actionnaires. Il exerce notamment le contrôle de la gestion et de la direction du Groupe VM Matériaux.

> Composition du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance est composé des neuf membres suivants :

- M. ROBIN Olivier, Président
- M. CAILLAUD Pascal, Vice-Président
- M. CAILLAUD Dominique
- M. CAILLAUD Jérôme
- M. CUNAUD Christian
- M. FOURNIER Armand, représentant des salariés actionnaires
- M. GONNORD Yves
- M. ROBIN Christophe
- M. ROBIN Hubert

Nous vous rappelons que parmi les membres du Conseil de Surveillance, trois sont sans lien familial avec les familles fondatrices et que la majorité d'entre eux ont acquis des expériences différentes mais complémentaires dans le monde de l'entreprise, permettant ainsi d'avoir un conseil pluridisciplinaire. Le rapport de gestion du Directoire mentionne, par ailleurs, les fonctions exercées par les membres du Conseil dans d'autres sociétés que celles appartenant au Groupe.

> Invités aux conseils

Le Président du Directoire et le Directeur général ont participé aux réunions du Conseil ainsi que les autres membres du Directoire, en fonction des thèmes abordés.

> Missions du Conseil de Surveillance

Les missions du Conseil de Surveillance sont fixées par les statuts et sont conformes aux dispositions légales. L'article 16 des statuts de la société VM Matériaux, à titre de mesures internes non opposables aux tiers, prévoit une autorisation préalable par le Conseil de Surveillance pour la conclusion de certaines opérations engageant le Groupe, et notamment en matière de :

- définition de la stratégie, du plan pluriannuel, et de la politique de financement,
- approbation des budgets d'exploitation, d'investissement et de trésorerie,
- définition des seuils d'autorisations d'investissements hors budget ou de prises de participation,
- décisions relatives aux cadres supérieurs de la société.

Les travaux menés en 2006 par les membres du Conseil de Surveillance ont concerné les opérations suivantes :

Des opérations de contrôle de la gestion du Groupe :

- approbation du budget et du plan financier annuel,
- vérification et contrôle des comptes semestriels et annuels arrêtés par le Directoire,
- autorisation de souscription d'emprunts et de délivrances de garanties,
- traitement et supervision des questions soumises aux comités spécialisés,
- renouvellement de mandat des membres du Directoire et nomination d'un nouveau membre du Directoire,
- fixation des rémunérations des membres du Directoire,
- répartition des jetons de présence alloués par l'Assemblée Générale des actionnaires.

Des opérations stratégiques pour le Groupe :

- examen et autorisation de projets de développement,
- autorisation pour certaines cessions d'actifs.

> Fréquence des réunions

Le Conseil de Surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige ou que la législation l'impose. Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil de Surveillance s'est réuni à cinq reprises au siège social de la société. Le quorum pour chacune des réunions a été largement atteint.

> Convocation des membres

La convocation des membres du Conseil est effectuée par courrier électronique. Les commissaires aux comptes sont convoqués par lettre recommandée avec accusé de réception aux réunions qui se prononcent sur les comptes semestriels et annuels, conformément aux dispositions de l'article L 225-38 du Code de Commerce.



> Information des membres

Les membres du Conseil ont reçu les documents nécessaires à leur mission dans les délais utiles à leur examen. En particulier, le Directoire a fourni au Conseil quatre rapports trimestriels au cours de l'année 2006, ainsi que des situations d'exploitation régulières. En dehors des séances de Conseil, les membres sont informés de tout événement affectant de manière significative la vie du Groupe et reçoivent, à titre informatif, les principaux communiqués de presse concernant le Groupe VM Matériaux.

> Rémunérations des mandataires sociaux

Les rémunérations des membres du Directoire sont proposées par le comité des rémunérations et se décomposent en deux parties :

- une partie fixée individuellement,
- une partie variable, basée sur le résultat net du Groupe majorée en fonction de la rentabilité des capitaux investis (ROI), et répartie au prorata des rémunérations fixes.

Les membres du Conseil de Surveillance perçoivent pour leur fonction des jetons de présence qui sont fixés annuellement par l'Assemblée Générale.

La rémunération du Président du Conseil de Surveillance est fixée lors de sa nomination et est réévaluée annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation.

Par ailleurs, nous vous informons qu'aucun engagement n'a été pris par la société au bénéfice des mandataires sociaux en raison d'un changement ou d'une cessation de leurs fonctions.

> Comités spécialisés

Des comités spécialisés ont été constitués et se réunissent régulièrement afin de formuler des recommandations au Conseil de Surveillance.

Comité des rémunérations

Ce comité a pour mission de revoir et de proposer au Conseil de Surveillance les rémunérations fixes et variables des membres du Directoire et de certains responsables clés du Groupe. Il s'est réuni en mars et en novembre 2006 afin d'examiner les rémunérations 2006. Les membres du comité sont : le Président du Conseil de Surveillance, M. Caillaud P, M. Cunaud C, M. Gonnord Y, le Président du Directoire et éventuellement le DRH du Groupe.

Comité stratégique

Ce comité a pour mission d'examiner et de donner son avis sur les projets stratégiques concernant l'évolution des différentes activités du Groupe. Il s'est réuni à deux reprises au cours de l'année 2006.

Les membres permanents du comité sont le Président du Conseil de Surveillance, le Président du Directoire et le Directeur général. Le Président du Conseil de Surveillance peut, sur son initiative, associer des membres du Conseil de Surveillance ainsi que des invités extérieurs en fonction des sujets devant être abordés.

Procédures de contrôle interne

A titre de rappel, le cadre de référence de l'AMF publié en janvier 2007 fait partie des recommandations applicables aux rapports des présidents sur les procédures de contrôle interne relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2007. Néanmoins, les principes et outils d'analyse proposés et connus sur l'exercice 2006 ont progressivement été pris en compte dans le dispositif de contrôle interne du Groupe VM Matériaux.

Ainsi le contrôle interne mis en place par le Conseil de Surveillance, le Directoire et l'ensemble du personnel est un dispositif qui vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements,
- l'application des instructions et des orientations fixées par le Directoire,
- le bon fonctionnement des processus internes de la société, notamment ceux concourant à la sauvegarde des actifs,
- la fiabilité des informations financières.

Toutefois, même si le dispositif de contrôle interne contribue à prévenir et à maîtriser les risques résultant des activités du Groupe et les risques d'erreurs ou de fraudes, il ne peut toutefois fournir une garantie absolue que ceux-ci soient totalement éliminés.

> Acteurs principaux du contrôle interne

Le Conseil de Surveillance

Dans le cadre de sa mission générale de contrôle permanent et de surveillance, le Conseil de Surveillance est régulièrement informé de l'état d'avancement des travaux menés en matière d'amélioration du dispositif de contrôle interne.

Le Directoire et les comités métiers

L'organisation générale du Groupe repose sur une large pratique de la délégation qui se formalise et se généralise progressivement. Le Directoire s'appuie sur ses comités métiers, composés de responsables opérationnels et fonctionnels du Groupe, pour la coordination de la mise en œuvre des objectifs en matière de contrôle interne.

L'audit interne

L'audit interne, rattaché au Président du Directoire et au Directeur général et financier, intervient dans l'ensemble du Groupe VM Matériaux selon un planning bi-annuel révisable annuellement. Ses missions visent à une meilleure maîtrise des risques et permettent d'apprécier de façon indépendante le dispositif de contrôle interne.

Le contrôle de gestion

En complément de ses missions classiques d'analyse et de gestion, le contrôle de gestion est notamment en charge de s'assurer de l'application des procédures d'exploitation sur l'ensemble de nos sites ainsi que des bonnes pratiques.

Les responsables fonctionnels et opérationnels

L'organisation du contrôle interne repose principalement sur une mutualisation centralisée de services permettant un contrôle plus efficace sur des postes significatifs ou à risques. Chacun de ses acteurs a en charge de s'assurer que les procédures en amont de l'enregistrement comptable des opérations ont bien été respectées et de proposer des méthodes de travail permettant de réduire les risques et d'améliorer la fiabilité des processus de l'information comptable et financière.

Les commissaires aux comptes

Conformément à leur mandat légal, les travaux de nos commissaires aux comptes viennent compléter notre dispositif de contrôle interne et apporter une assurance supplémentaire quant à la fiabilité et à la sincérité de l'information comptable et financière.

> Les procédures de contrôle interne relatives à l'information comptable et financière

Processus comptable et de consolidation

Le service comptable est organisé par secteur d'activité et a pour mission de



vérifier et d'arrêter les comptes individuels des filiales selon des règles et des méthodes Groupe, en liaison avec les services spécialisés. Des dossiers de clôture et des liasses de consolidation sont réalisés pour chaque entité du Groupe, facilitant ainsi la supervision et la transmission des informations pour les travaux de consolidation.

La consolidation du Groupe est ensuite finalisée par la direction comptable qui s'assure :

- du respect de la réglementation comptable et de la bonne application des principes sur lesquels les comptes sont établis,
- de la qualité de l'information transmise et de son traitement centralisé pour le Groupe,
- du rapprochement des comptes avec le reporting.

Les seules références comptables pour l'établissement des comptes consolidés du Groupe sont désormais les normes IFRS. La direction comptable continue sa veille sur l'évolution des normes IFRS afin d'anticiper au mieux leurs incidences sur les comptes du Groupe.

Processus prévisionnel et reporting

Le plan à trois ans synthétise les axes stratégiques et leurs conséquences. Il est réactualisé tous les ans afin d'intégrer les évolutions du Groupe et les variations du contexte économique.

Les budgets sont élaborés conjointement entre le contrôle de gestion et les responsables opérationnels au cours du mois d'octobre, et permettent ainsi d'établir les prévisions d'activités, de charges et d'investissements pour une période budgétaire de douze mois commençant en janvier. Ils sont validés par le Directoire, en cohérence avec le plan à trois ans, et servent de référence pour le suivi de l'activité tout au long de la période budgétaire.

Un reporting mensuel et cumulé des comptes de résultat détaillés par activité met en comparaison le réalisé, le budgété et le réalisé de l'année précédente. Ce reporting de gestion est communiqué au Directoire chaque mois et transmis au Conseil de Surveillance.

Un reporting de statistiques commerciales par métier permet également d'assurer un suivi régulier et homogène de l'activité au travers d'indicateurs spécifiques extraits d'un outil de type "système d'information décisionnel".

Afin de respecter les nouvelles obligations d'informations périodiques de la directive "transparence", la société met en place une organisation comptable adéquate.

> Des services spécialisés participent à la gestion du Groupe

Au sein du Groupe VM Matériaux, plusieurs services spécialisés concourent au processus de production des informations comptables et financières consolidées :

- Un service crédit management permettant la maîtrise du risque clients par des actions de prévention des risques d'insolvabilité, de sécurisation des paiements et de gestion partielle en interne des contentieux.
- Un service trésorerie assurant le suivi des opérations de trésorerie du Groupe et ses filiales.
- Un service de suivi des opérations juridiques assurant le suivi des assurances et la gestion des dossiers relatifs au droit des sociétés et au droit commercial avec l'appui ponctuel de conseils externes.
- Un service ressources humaines en charge des travaux liés à la paie et de la gestion des ressources humaines pour le Groupe.
- Un service prévention sécurité environnement - assurant le maintien des dispositifs de sécurité et veillant également au respect de la réglementation en matière d'environnement sur tous nos sites.
- Un service parc immobilier assurant la gestion du parc immobilier ainsi que la coordination et le suivi de tous les projets de constructions du Groupe, de la phase étude jusqu'à la phase opérationnelle.
- Un service parc roulant assumant la gestion administrative et le suivi opérationnel du parc roulant composé de véhicules et de chariots élévateurs.

> Les principales actions risques & audit en 2006

Les actions conduites par le Directoire sur le contrôle du Groupe s'articulent notamment autour des missions de l'audit interne.

Une cartographie des risques du Groupe VM Matériaux a été réalisée au cours de l'année 2006. A ce stade, les résultats de la cotation reposent sur la perception des membres du comité de direction, basée sur l'expérience et les compétences de

chacun. Les risques ainsi hiérarchisés seront progressivement analysés et mesurés selon deux axes : les risques correspondant à des enjeux majeurs et les risques liés aux activités du Groupe.

Les principales missions de l'audit interne ont consisté en 2006 à coordonner les chantiers de mises à jour des procédures comptables et financières et à décrire certains processus réalisés en amont de l'élaboration de l'information comptable et financière.

> Les axes de travail 2007-2008

Les axes de travail définis pour 2007-2008 concerneront principalement les chantiers suivants :

- Mise en place d'un comité de lecture ayant la double mission de valider les procédures de contrôle interne diffusées sur l'intranet et de suivre les mises à jour des documents déjà existants.
- Elaboration d'un manuel de consolidation à l'usage des services comptables et financiers du Groupe. Il intègrera l'analyse des normes IFRS et précisera les règles de consolidation à respecter dans le Groupe, notamment à destination des entités qui rejoignent le Groupe.
- Déclinaison de la méthode de cartographie des risques Groupe pour une mise en place d'une cartographie par activité.

Ce rapport a été rédigé en collaboration avec l'auditeur interne et la direction générale et financière du Groupe VM Matériaux. Son contenu a été revu et commenté avec le Président du Directoire.

Je vous précise que, conformément à l'article L 225-235 du Code de Commerce tel que modifié par la loi n° 2003-706 du 1^{er} août dite "de sécurité financière", nos commissaires aux comptes vous présenteront, dans un rapport joint à leur rapport général, leurs observations sur le présent rapport.

Le Président du Conseil de Surveillance



Etats financiers consolidés au 31 décembre 2006

Bilan consolidé

Actif

En milliers d'euros	Notes	31-déc-06	31-déc-05
ACTIF			
Ecarts d'acquisition	5	24 872	22 973
Immobilisations incorporelles	5	1 553	1 475
Immobilisations corporelles	6	56 859	52 437
Participations dans des entreprises associées	7	1 237	963
Autres actifs financiers	8	1 063	1 056
Impôts différés actif	18	202	173
Total actif non courant		85 786	79 077
ACTIF COURANT			
Stocks et en cours	10	73 935	66 750
Clients et comptes rattachés	11	94 474	85 090
Autres créances	12	9 070	6 857
Disponibilités	13	11 135	6 200
Total actif courant		188 614	164 897
TOTAL ACTIF		274 400	243 974



Etats financiers consolidés au 31 décembre 2006

Bilan consolidé

Passif

En milliers d'euros	Notes	31-déc-06	31-déc-05
CAPITAL ET RESERVES			
Capital	14	4 112	2 041
Réserves consolidées		52 996	43 584
Actions auto-détenues	14	- 2 055	- 1 882
Résultat part du groupe		15 752	14 804
Total capital et réserves part groupe		70 805	58 547
INTERETS MINORITAIRES			
Réserves		2 525	2 265
Résultat		563	673
Total capital et réserves part intérêts minoritaires		3 088	2 938
FONDS PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		73 893	61 485
PASSIF NON COURANT			
Impôts différés passif	18	3 250	3 805
Provisions pour risques et charges	20	6 603	6 871
Emprunts et dettes financières	16	15 034	14 348
Autres passifs non courants	15	7 620	7 620
Total passif non courant		32 507	32 644
PASSIF COURANT			
Emprunts et dettes financières	16	22 612	24 936
Autres passifs courants	15	145 388	124 909
Total passif courant		168 000	149 845
TOTAL PASSIF		274 400	243 974



Etats financiers consolidés au 31 décembre 2006

Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros	Notes	2006	2005
Chiffre d'affaires	4	503 735	459 464
Achats consommés		-333 532	- 303 959
Charges de personnel	23	-79 355	- 71 848
Charges externes		-50 437	- 43 754
Impôts et taxes		-7 038	- 6 657
Dotations / reprises amortissements		-7 397	- 7 505
Dotations / reprises provisions		1 395	790
Autres produits et charges	21	-1 180	- 1 320
Résultat opérationnel courant		26 191	25 211
% roc / ca		5,2 %	5,5 %
Autres produits et charges opérationnels	22	-22	- 175
Résultat opérationnel		26 169	25 036
Charges et produits financiers	24	- 2 080	- 2 204
Impôts sur les résultats	25	- 8 270	- 7 748
Résultat net des sociétés intégrées		15 819	15 084
Quote-part des sociétés mises en équivalence	7	496	393
RESULTAT NET CONSOLIDE		16 315	15 477
% rn / ca		3,2 %	3,4 %
dont part du Groupe		15 752	14 804
dont part des intérêts minoritaires		563	673
Résultat part Groupe par action (en euros)	26	5,8	5,5
Résultat dilué par action (en euros)	26	5,6	5,3



Etats financiers consolidés au 31 décembre 2006

Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Capital	Primes	Actions propres	Réserves consolidées	Total capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation au 1^{er} janvier 2005	2 035	10 203	- 767	37 434	48 905	2 713	51 618
MOUVEMENTS 2005							
Augmentation de capital	6	325			331		331
Distribution dividendes				- 2 969	- 2 969	- 176	- 3 145
Variation actions propres			- 1 115	- 173	- 1 288		- 1 288
Avantages au personnel (1)		27		- 982	- 955	- 64	- 1 019
Autres				- 281	- 281	- 208	- 489
Résultat consolidé de l'exercice				14 804	14 804	673	15 477
Situation au 31 décembre 2005	2 041	10 555	- 1 882	47 833	58 547	2 938	61 485
MOUVEMENTS 2006							
Situation au 1^{er} janvier 2006	2 041	10 555	- 1 882	47 833	58 547	2 938	61 485
Augmentation de capital	2 071	- 1 526			545		545
Distribution dividendes				- 4 027	- 4 027	- 232	- 4 259
Variation de % d'intérêts détenus						- 213	- 213
Variation actions propres			- 173	- 17	- 190		- 190
Instruments financiers				- 7	- 7		- 7
Avantages au personnel (1)		97		177	274	8	282
Autres				- 89	- 89	24	- 65
Résultat consolidé de l'exercice				15 752	15 752	563	16 315
Situation au 31 décembre 2006	4 112	9 126	- 2 055	59 622	70 805	3 088	73 893

(1) Les avantages au personnel se composent des écarts actuariels liés aux indemnités de fin de carrière directement imputables en capitaux propres aux coûts des options d'achat ou de souscription.



Etats financiers consolidés au 31 décembre 2006

Tableau consolidé des flux de trésorerie

En milliers d'euros	2006	2005
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net	16 315	15 477
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	6 990	7 801
- Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	314	27
- Plus et moins-values de cession	348	- 150
- Quote-part des sociétés mises en équivalence	- 496	- 393
- Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	234	261
- Coût de l'endettement financier net	1 759	2 204
- Charge d'impôt	8 270	7 748
Capacité d'autofinancement avant impôt et frais financiers	33 734	32 975
Coût de l'endettement net payé	-1 759	- 2 202
Impôt payé	- 9 639	- 8 370
Variation du BFR lié à l'activité	2 861	- 9 321
Flux net de trésorerie généré par l'activité	25 197	13 082
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	-11 587	- 8 872
Cession d'immobilisations	365	540
Incidence de la variation de périmètre	-2 119	- 2 782
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-13 341	- 11 114
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires	- 4 027	- 2 969
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	- 232	- 175
Augmentation de capital en numéraire	546	331
Emission d'emprunts	13 257	3 525
Remboursements d'emprunts	-13 856	- 10 422
Rachats et reventes d'actions propres	-172	- 1 115
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	- 4 484	- 10 825
VARIATION DE TRESORERIE et Equivalent de trésorerie	7 372	- 8 857
Trésorerie d'ouverture	- 9 312	- 455
Trésorerie de clôture	-1 941	- 9 312
VARIATION DE TRESORERIE et Equivalent de trésorerie	7 371	- 8 857



Etats financiers consolidés au 31 décembre 2006

Notes aux états financiers consolidés

1 - Informations générales

VM Matériaux est centré sur l'univers du Bâtiment, à travers 3 domaines d'activité :

- le négoce de matériaux : distribution de matériaux de construction pour le bâtiment et les travaux publics, au travers d'un réseau de 89 agences spécialisées offrant à une clientèle de professionnels ou d'"auto-constructeurs", conseil et proximité ;
- l'industrie du béton : béton prêt à l'emploi, béton industriel et préfabriqué ;
- la menuiserie industrielle : gamme complète de menuiseries pour l'extérieur (fenêtres en PVC, aluminium ou bois, volets roulants, portes d'entrée) et de charpentes industrielles.

VM Matériaux est coté sur l'Eurolist, Compartiment B.

Ces états financiers sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Ils ont été arrêtés par le Directoire du 19 mars 2007.

2 - Principes comptables et règles de consolidation

> Principes généraux

Les états financiers consolidés du Groupe VM Matériaux ont été préparés conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne. Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente et des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat (instruments dérivés compris).

Amendements aux normes publiées entrant en vigueur en 2006

- IAS 19 (amendement) relative aux avantages du personnel (gains et pertes actuariels, régime Groupe et informations à fournir). Le Groupe avait décidé d'appliquer cette norme

par anticipation à compter du 1^{er} janvier 2004.

Normes, amendements et interprétations entrés en vigueur en 2006 mais ne s'appliquant pas au Groupe

- IAS 21 (amendement), investissement net dans une activité étrangère ;
- IAS 39 (amendement), couverture de flux de trésorerie future au titre de transactions intragroupes futures ;
- IAS 39 (amendement), option juste valeur ;
- IAS 39 et IFRS 4 (amendement), garanties financières ;
- IFRS 6, prospection et évaluation des ressources minérales
- IFRIC 4, droits d'utilisation d'actifs : conditions permettant de déterminer si un accord contient une location ;
- IFRIC 5, droits aux intérêts émanant de fonds de gestion dédiés au remboursement des coûts de démantèlement et de remise en état des sites ;
- IFRIC 6, passifs résultant de la participation à un marché spécifique : déchets d'équipements électriques et électroniques.

Normes, amendements et interprétations non entrés en vigueur et qui n'ont pas été adoptés par anticipation ou qui ne s'appliquent pas aux activités du Groupe

- IAS 1 (amendement), information sur le capital ;
- IFRS 7, information à fournir au titre des actifs et passifs financiers ;
- IFRS 8, information sectorielle ;
- IFRIC 7, information comparative à produire en application d'IAS 29 information financière dans les économies hyper-inflationnistes ;
- IFRIC 8, champ d'application d'IFRS 2 ;
- IFRIC 9, réévaluation des dérivés incorporés ;
- IFRIC 10, dépréciation d'actifs et comptes intermédiaires ;
- IFRIC 11, options accordées au sein d'un Groupe et aux actions propres acquises en couverture de plans d'options ;
- IFRIC 12, contrats de concession.

Le Groupe mène actuellement des analyses sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et les effets de

leur application dans les comptes.

> Utilisation des estimations

La présentation des états financiers suppose que la direction établit des estimations et des hypothèses concernant le montant des actifs et passifs, et fasse état des actifs et passifs éventuels à la date de clôture des comptes consolidés ainsi que des revenus et des charges pendant l'exercice. Les résultats effectifs peuvent naturellement diverger de ces estimations.

> Méthodes de Consolidation

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe, directement ou indirectement, contrôle plus de la moitié des droits de vote ou a le pouvoir d'exercer le contrôle sur les opérations, sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sans en avoir le contrôle, sont consolidées par mise en équivalence.

Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle effectif est transféré au Groupe. Elles ne sont plus consolidées à partir de leur date de cession.

Toutes les transactions inter-compagnies, soldes et plus ou moins values réalisées sur des opérations entre des sociétés du Groupe, sont annulés. Lorsque cela est nécessaire, les méthodes comptables des filiales sont ajustées afin d'être en adéquation avec les règles et méthodes adoptées par le Groupe.

Transactions avec les minoritaires

Les acquisitions de titres auprès d'intérêts minoritaires génèrent un goodwill, qui représente la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part acquise correspondante de la valeur comptable nette des actifs.

Engagements croisés d'achats et de ventes contractés avec les minoritaires et portant sur les titres de filiales

Lorsque le Groupe contracte des engagements d'acheter des titres de filiales détenues par des minoritaires et



bénéficie de l'option d'acheter ces mêmes titres (put et call croisés), ces engagements sont comptabilisés de la manière suivante :

Le Groupe ayant dès à présent les intérêts minoritaires, aucun intérêt minoritaire n'est constaté. Un goodwill complémentaire est comptabilisé, ainsi qu'une dette, représentative du paiement futur.

La dette financière afférente à ces options d'achats et de ventes est comptabilisée en "Dettes sur immobilisations".

Entreprises associées

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sans en avoir le contrôle sont consolidées par mise en équivalence

La liste des principales sociétés du Groupe figure en note 31.

L'impact des acquisitions et des cessions des filiales est donné en note 29.

> Comptabilisation des opérations étrangères

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis selon les principes suivants :

- Les postes de bilan sont convertis au taux de clôture ;
- Les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de l'exercice ;
- Les différences de conversion sont portées directement dans les capitaux propres sous la rubrique "Ecart de conversion".

Les opérations en monnaie étrangère sont comptabilisées au taux de change de la date d'opération. Les gains ou les pertes résultant du règlement de ces transactions et de la conversion des créances et dettes en monnaie étrangère, sont enregistrés au compte de résultat.

> Information sectorielle

L'information sectorielle du Groupe est présentée selon deux niveaux (secteur d'activité et secteur géographique). Le choix de ces niveaux et leur décomposition reflètent le mode d'organisation du Groupe et les différences de risques et de rentabilité.

Le secteur d'activité constitue le premier niveau d'information sectorielle du Groupe. Il a été retenu les trois principaux secteurs d'activités suivants :

- le négoce de matériaux
- l'industrie du béton
- la menuiserie industrielle.

Le secteur géographique constitue le second niveau d'information sectorielle du Groupe. Il a été retenu un seul secteur

géographique : la France.

> Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente la différence entre le coût d'acquisition et l'actif net estimé à sa juste valeur des capitaux propres au moment de l'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation de valeur annuellement et lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'intervenir.

La valeur de l'écart d'acquisition est ramenée à sa valeur recouvrable si elle est inférieure à sa valeur nette comptable. La charge de dépréciation éventuelle est enregistrée sur la ligne "Dépréciation des écarts d'acquisition" du compte de résultat, incluse dans le résultat opérationnel.

Ces tests sont réalisés au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). Le niveau d'analyse auquel le Groupe apprécie la valeur des écarts d'acquisition correspond en général à un ou plusieurs sites commerciaux ou industriels.

La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité :

Le prix de vente net de l'actif correspond à une estimation à partir de multiples critères financiers (chiffre d'affaires, résultat).

La valeur d'utilité est estimée à partir de flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs et en y appliquant un taux d'actualisation approprié. Les données utilisées dans le cadre de cette méthode proviennent des budgets annuels et plans pluriannuels. Ces plans donnent lieu à des projections sur cinq ans.

Il n'est pas constaté de dépréciation des écarts d'acquisition dans les trois premières années suivant l'acquisition de l'UGT par le Groupe.

> Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (coûts de développement de logiciels informatiques, logiciels, marques et licences) sont évaluées au coût d'acquisition, révisé périodiquement en cas de perte de valeur. Elles sont amorties linéairement sur les durées suivantes :

- Brevets et concessions : 8 ans ;
- Licences informatiques : 2 à 5 ans ;
- Droit au bail : 20 ans.

> Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, à l'exception des terrains qui ne sont pas dépréciés du fait de leur durée de vie infinie.

Pour les terrains et constructions acquis avant le 1^{er} janvier 2004, le coût historique correspond à la juste valeur de ces biens à la date de transition aux IFRS (option de réévaluation offerte par IFRS1). La juste valeur de ces biens a été déterminée à partir d'expertises réalisées par un expert indépendant. Des décotes ont pu être appliquées pour tenir compte des spécificités de certains sites.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leurs durées d'utilité sont significativement différentes.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur la base des durées suivantes d'utilisation probable :

- Constructions, agencements de construction, agencements de terrain : 10 à 30 ans ;
- Installations techniques, matériels et outillages : 3 à 12 ans ;
- Agencements de magasin : 3 à 10 ans.

La base amortissable des immobilisations corporelles est constituée du coût d'acquisition, qui inclut les dépenses qui sont directement attribuables à l'acquisition, diminué le cas échéant de la valeur résiduelle.

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Lorsque la valeur comptable d'une immobilisation est supérieure à son montant recouvrable estimé, une dépréciation de l'actif est comptabilisée.

> Locations financières

Les contrats de location-financement portant sur des immobilisations corporelles sont immobilisés lorsque le Groupe supporte substantiellement tous les avantages et risques inhérents à la propriété du bien. Les immobilisations corporelles financées par des contrats de location-financement sont capitalisées à leur valeur actuelle correspondant aux montants des redevances à payer. Chaque redevance est partagée entre une dette financière et une charge financière. Le solde entre les redevances et les charges financières est inclus dans le poste "Dettes financières". La charge financière



est comptabilisée dans le compte de résultat sur la période du leasing. Les constructions, les aménagements et équipements acquis lors d'un contrat de crédit-bail, sont amortis sur la durée de vie estimée de l'actif.

Les contrats de location qui ne confèrent pas au Groupe l'intégralité des risques et des avantages sont classés en contrats de location simple. Les paiements effectués pour ces contrats sont comptabilisés en charge sur la durée du contrat.

> Actifs financiers

Le Groupe classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes : à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat, prêts et créances, disponibles à la vente.

Les investissements financiers non consolidés sont analysés comme des titres disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur. Les variations de valeur, positives ou négatives, sont enregistrées en capitaux propres en "réserve de réévaluation". En cas de perte de valeur jugée définitive, une provision pour dépréciation de ce montant est enregistrée en résultat financier.

Les placements financiers (valeurs mobilières) sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat financier.

Les prêts et créances sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise et sont comptabilisés au coût. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur correspondant à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable, est comptabilisée en résultat.

> Instruments financiers

Couverture de change

Le Groupe n'a pas appliqué de mesures de couverture de change.

Couverture de taux

Les instruments mis en place ont principalement pour objet de couvrir la variation de taux de la dette financière long terme à taux variable (au moyen de contrats de swap avec un taux fixe ou de cap avec un taux d'intérêt maximum couvrant une certaine période).

Ces dérivés sont initialement évalués au coût d'acquisition, puis réévalués à leur juste valeur. Le profit ou la perte résultant de l'instrument financier est comptabilisé directement dans les capitaux propres pour sa part efficace, lorsqu'il existe une relation de couverture et en résultat de la période pour la part inefficace. L'instrument

financier est lui, rattaché au passif du bilan le concernant.

> Stocks

Les stocks sont comptabilisés au coût le plus faible du coût historique et de la valeur réalisable nette. Le coût est déterminé en utilisant la méthode du premier entré-premier sorti (First-In-First-Out, FIFO) ou la méthode du coût moyen pondéré selon les activités.

Le coût des produits finis et d'en-cours de production inclut le coût des matières premières, le coût de la main d'œuvre directe, les coûts directs et les frais de production correspondant.

La valeur nette réalisable correspond au prix de vente estimé dans le cadre de l'activité normale, net des coûts restant à encourir pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

> Créances Clients

Les créances clients sont valorisées à leur valeur probable d'encaissement. Une estimation est faite pour les créances douteuses à partir d'une revue des créances dues à chaque clôture. Les pertes sur créances irrécouvrables sont passées en charges l'année de leur constatation.

> Affacturage

Les créances d'exploitation cédées dans le cadre d'un contrat d'affacturage sont traitées comme ayant été intégralement payées lorsque le Groupe a transféré les risques et avantages liés à la propriété de ces actifs.

Le montant des créances cédées et encaissées dans le cadre d'un mandat de gestion conclu avec le factor, est porté en dettes financières sous la rubrique "concours bancaires".

> Disponibilités / Trésorerie

Pour le bilan, le poste "Disponibilités" comprend les disponibilités bancaires et placements immédiatement disponibles. Les découverts bancaires sont inclus dans les emprunts parmi les dettes à court terme au passif du bilan.

Dans le tableau de financement, le poste "Trésorerie et équivalent de trésorerie" comprend les disponibilités bancaires, les valeurs mobilières de placement, nettes des concours bancaires courants.

> Capital

Les charges externes directement connectées à une émission d'actions nouvelles viennent en moins de la prime d'émission, nettes de taxes.

Lorsque la société ou ses filiales achètent

leurs propres actions, le prix payé, incluant les frais afférents à leur acquisition nets de taxes, est déduit des capitaux propres dans le poste "Actions propres" jusqu'à leur cession. Au moment de leur cession, la plus ou moins value réalisée est comptabilisée en capitaux propres.

> Emprunts

Les emprunts sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, nette des commissions afférentes. Les emprunts sont ultérieurement comptabilisés à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La part à moins d'un an des dettes financières est classée en dettes financières courantes.

> Provisions pour risques et charges

Les provisions sont constituées lorsque le Groupe a une obligation actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'événements passés, et qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de cette obligation peut être estimé de façon fiable.

> Avantages du personnel

Engagements de retraite

Les sociétés du Groupe disposent de régimes de retraite à prestations définies qui définissent le montant de la prestation de retraite qui sera perçue par un salarié lors de son départ à la retraite.

Les engagements de retraite qui seront perçus par les salariés sont évalués suivant la méthode des unités de crédit projetées sur la base des conventions collectives en vigueur de chaque société. Ces évaluations tiennent compte notamment du niveau de rémunération future, de la durée d'activité probable des salariés, de l'espérance de vie et de la rotation du personnel.

La valeur actualisée des engagements est comptabilisée au bilan, déduction faite de la juste valeur des actifs versés par les sociétés du Groupe à des organismes financiers.

La variation de cet engagement est comptabilisée en résultat opérationnel courant et en résultat financier selon la nature du sous-jacent.

Les gains et pertes actuariels, qui résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats estimés selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs, sont comptabilisés en intégralité en contrepartie des capitaux propres.



Paiements fondés sur des actions

Les plans d'options d'achat ou de souscription d'actions, ainsi que les plans d'attribution gratuite d'actions, donnent lieu à l'enregistrement d'une charge constituée de l'espoir de gain pour les bénéficiaires de ces plans ; l'espoir de gain est calculé le jour du Directoire ayant mis en place les plans selon la méthode Black et Scholes. Cette charge est répartie sur la période d'acquisition (de 2 à 4 ans) en contrepartie d'une augmentation des réserves.

Les sommes perçues lorsque les options sont levées, sont créditées aux postes "Capital apporté" (valeur nominale) et "Prime d'émission", nettes des coûts de transaction directement attribuables.

Sont pris en compte en 2005 et 2006 tous les plans dont la période d'acquisition des droits était ouverte à la date du 1^{er} janvier 2005.

Participation, plans d'intéressement et des primes

Le Groupe comptabilise un passif et une charge au titre de la participation, des intéressements et des primes. Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il a une obligation contractuelle ou si, du fait d'une pratique passée, il existe une obligation implicite.

Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail sont dues lorsque l'entreprise met fin au contrat d'un salarié. Le Groupe comptabilise ces indemnités lorsqu'il est manifestement engagé à mettre fin au contrat de travail.

> Impôts courants et différés

Un impôt différé est calculé pour toutes les différences temporaires existant entre la valeur comptable inscrite au bilan consolidé et la valeur fiscale des actifs et passifs. Le taux d'impôt utilisé est celui que le Groupe s'attend à payer ou à recouvrer auprès des administrations fiscales et qui a été adopté ou quasi adopté à la date d'arrêté des comptes.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés et sont classés au bilan en actifs et passifs non courants.

Les impôts différés actifs sont constatés s'il existe une réelle probabilité de récupération de ces impôts sur les exercices futurs.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si les entités possèdent un droit légal de compensation et relèvent de la même administration fiscale.

> Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions achetées par la société et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat net par action (dilué) est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice ajusté de l'impact de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires. Le Groupe dispose de deux catégories d'instruments dilutifs : les options de souscription d'actions et les bons de souscription d'actions.

> Distribution de dividendes

Les distributions de dividendes aux actionnaires de la société sont comptabilisées en tant que dettes dans les états financiers du Groupe au cours de la période durant laquelle les dividendes sont approuvés par les actionnaires de la société.

3 - Faits marquants

> Augmentation de capital

Une augmentation du capital social de la société VM Matériaux a été décidée lors de la dernière Assemblée Générale du 2 juin 2006. Cette opération a été réalisée à la date du 30 juin 2006, par incorporation de réserves avec attribution gratuite d'actions aux actionnaires, à raison d'une action nouvelle pour une action ancienne, et s'est traduite par une multiplication par deux du nombre d'actions.

Les résultats par action du 31 décembre 2005 tiennent compte de cette augmentation du nombre de titres.

> Variation de périmètre

Les variations de périmètre intervenues au cours de l'exercice 2006 sont les suivantes : En janvier 2006, la société VM Distribution a acquis la société Montauban Matériaux. Cette société a réalisé 5,5 M€ de chiffre d'affaires en 2005 avec 13 salariés.

En avril 2006, Vendée Béton a fait l'acquisition de 75 % de Béton des Olonnes. Avec 7 salariés, la centrale a réalisé 2 M€ de chiffre d'affaires en 2005.

En juillet 2006, Séfimat a acquis 10 % des titres de la société Sorépro portant sa participation au capital de la société de 90 % à 100 %.

4 - Information sectorielle

> Secteur d'activité

Au 31 décembre 2006, le Groupe est structuré en trois principaux secteurs d'activité :

- le négoce de matériaux : distribution de matériaux de construction pour le bâtiment et les travaux publics ;
- l'industrie du béton : béton industriel, préfabriqué et prêt à l'emploi ;
- la menuiserie industrielle.

Les résultats par secteur d'activité pour l'exercice clos le 31 décembre 2005 sont détaillés ci-après :

Résultats 2005	Négoce	Menuiserie	Béton	Autres	Total Groupe
Total ventes	382 954	53 733	35 729	16 268	488 684
Inter-secteurs	- 3 779	- 7 905	- 1 917	- 15 619	- 29 220
Ventes	379 175	45 828	33 812	649	459 464
Résultat opérationnel courant	15 919	2 603	1 570	5 119	25 211
Résultat opérationnel	15 506	2 603	1 808	5 119	25 036
Résultat financier					-2 204
Quote-part des résultats des entreprises associées			393		393
Résultat avant impôt					23 225
Impôt					- 7 748
Résultat net					15 477



Les résultats par secteur d'activité pour l'exercice clos le 31 décembre 2006 sont détaillés ci-après :

Résultats 2006	Négoce	Menuiserie	Béton	Autres	Total Groupe
Total ventes	419 549	57 954	39 278	17 104	533 885
Inter-secteurs	-3 983	-8 405	-2 030	-15 732	-30 150
Ventes	415 566	49 549	37 248	1 372	503 735
Résultat opérationnel courant	17 924	2 932	1 944	3 391	26 191
Résultat opérationnel	16 771	2 931	1 944	4 523	26 169
Résultat financier					-2 080
Quote-part des résultats des entreprises associées			496		496
Résultat avant impôt					24 585
Impôt					-8 270
Résultat net					16 315

Les autres éléments du compte de résultat ventilés par secteur sont :

2005	Négoce	Menuiserie	Béton	Autres	Total Groupe
Amortissements	- 4 529	- 1 573	- 866	-537	- 7 505
Dotations / reprises provisions pour dépréciation des créances clients	1 420	49	- 35		1 434
Dotations / reprises provisions pour dépréciation des stocks	- 499	- 172	- 29		- 700

2006	Négoce	Menuiserie	Béton	Autres	Total Groupe
Amortissements	- 3 725	- 1 588	- 1 093	- 991	-7 397
Dotations / reprises provisions pour dépréciation des créances clients	1 739	- 142	51		1 647
Dotations / reprises provisions pour dépréciation des stocks	- 86	157	8		79

Le tableau ci-dessous détaille les actifs et passifs sectoriels aux 31 décembre 2005 et 31 décembre 2006 ainsi que les acquisitions d'actifs pour l'exercice clos à cette date :

au 31 décembre 2005	Négoce	Menuiserie	Béton	Autres	Élimination inter-secteur	Total Groupe
Actifs	192 422	40 004	13 483	26 564	- 29 460	243 014
Entreprises associées			963			963
Total actifs	192 422	40 004	14 445	26 564	- 29 460	243 977

Total dettes	156 005	26 459	8 468	21 019	- 29 460	182 489
---------------------	----------------	---------------	--------------	---------------	-----------------	----------------

Total acquisitions immobilisations	5 330	1 736	452	1 205		8 723
---	--------------	--------------	------------	--------------	--	--------------

au 31 décembre 2006	Négoce	Menuiserie	Béton	Autres	Élimination inter-secteur	Total Groupe
Actifs	213 239	42 794	19 705	25 445	- 28 020	273 163
Entreprises associées			1 237			1 237
Total actifs	213 239	42 794	20 942	25 445	- 28 020	274 400

Total dettes	168 911	28 177	14 124	17 317	- 28 020	200 507
---------------------	----------------	---------------	---------------	---------------	-----------------	----------------

Total acquisitions immobilisations	4 306	2 148	5 145	874		12 473
---	--------------	--------------	--------------	------------	--	---------------



> Secteur géographique

Au 31 décembre 2006, le Groupe ne dispose que d'un seul secteur géographique : la France.

5 - Immobilisations incorporelles

	Ecart d'acquisition	Logiciels	Autres	Total
au 1^{er} janvier 2005				
Coût	29 403	4 668	52	34 123
Amortissements et provisions	- 7 129	- 3 401	- 8	-10 538
Dépréciation	- 478			-478
Valeur nette comptable	21 796	1 267	44	23 107
Exercice 2005				
Valeur nette comptable à l'ouverture	21 796	1 267	44	23 107
Acquisitions		934		934
Cessions ou rebut			-1	-1
Variation de périmètre	1 177	8		1 185
Dotations aux amortissements		- 774	-3	-777
Valeur nette comptable à la clôture	22 973	1 435	40	24 448
au 31 décembre 2005				
Coût	30 581	5 258	50	35 889
Amortissements et provisions	- 7 130	- 3 823	-10	- 10 963
Dépréciation	- 478			- 478
Valeur nette comptable	22 973	1 435	40	24 448
Exercice 2006				
Valeur nette comptable à l'ouverture	22 973	1 435	40	24 448
Acquisitions	187	439	215	841
Cessions ou rebut		-1	-1	-2
Variation de périmètre	1 712			1 712
Dotations aux amortissements		- 571	-3	-574
Valeur nette comptable à la clôture	24 872	1 302	251	26 425
au 31 décembre 2006				
Coût	32 480	5 605	264	38 349
Amortissements et provisions	- 7 130	- 4 303	-13	- 11 446
Dépréciation	- 478			- 478
Valeur nette comptable	24 872	1 302	251	26 425



6 - Immobilisations corporelles

	Terrains constructions	Matériel et outillage	Autres	Total
Au 1^{er} janvier 2005				
Coût	63 201	24 007	21 554	108 762
Amortissements	- 25 330	- 16 707	- 15 935	- 57 972
Valeur nette comptable	37 871	7 300	5 619	50 790
Exercice 2005				
Valeur nette comptable à l'ouverture	37 871	7 300	5 619	50 790
Acquisitions	3 135	2 442	2 187	7 764
Cessions	- 308	-10	- 78	- 396
Variation de périmètre	634	377	77	1 088
Dotations aux amortissements	- 2 458	- 2 272	- 2 079	- 6 809
Valeur nette comptable à la clôture	38 874	7 837	5 726	52 437
au 31 décembre 2005				
Coût	66 548	26 444	22 521	115 513
Amortissements	- 27 674	- 18 607	- 16 795	- 63 076
Valeur nette comptable	38 874	7 837	5 726	52 437
Exercice 2006				
Valeur nette comptable à l'ouverture	38 874	7 837	5 726	52 437
Acquisitions	2 585	3 788	5 446	11 819
Cessions	- 46	-15	- 555	- 616
Variation de périmètre	3	1	59	63
Dotations aux amortissements	- 2 465	- 2 328	- 2 051	- 6 844
Valeur nette comptable à la clôture	38 951	9 283	8 625	56 859
au 31 décembre 2006				
Coût	68 827	29 882	26 310	125 019
Amortissements	- 29 876	- 20 599	- 17 685	- 68 160
Valeur nette comptable	38 951	9 283	8 625	56 859

Les crédit-baux mobiliers et immobiliers inclus ci-dessus pour lesquels VM Matériaux est le preneur sont :

	2006	2005
Coût	11 542	11 401
Amortissements	- 7 077	- 6 472
Valeur nette comptable	4 464	4 929



7 - Participations dans des entreprises associées

	2006	2005
Au 1 ^{er} janvier	963	869
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	496	393
Distribution de dividende	- 233	- 261
Autres variations des capitaux propres		- 38
Au 31 décembre	1 237	963

La quote-part du Groupe dans les actifs, passifs (hors capitaux propres) et dans les résultats des entreprises associées est exposée ci-dessous :

	Actifs	Passifs	Ventes	Résultat	% Participation
2005					
Groupe Vendée Béton	2 897	2 276	6 984	257	34 %
Préfa Pays de Loire	1 502	1 095	2 814	136	25 %
Total	4 400	3 371	9 798	393	
2006					
Groupe Vendée Béton	3 946	3 064	6 829	318	34 %
Préfa Pays de Loire	1 701	1 219	2 997	178	25 %
Total	5 647	4 283	9 826	496	

8 - Autres actifs financiers

	2006	2005
Valeur nette comptable à l'ouverture	1 056	889
Variation de l'exercice	- 68	150
Variation de périmètre	68	17
Reprise provision	7	
Au 31 décembre	1 063	1 056

	2006	2005
Titres divers et VMP	150	84
VMP Contrat de liquidité	65	77
Dépôts, prêts, cautionnements et autres	848	895
Au 31 décembre	1 063	1 056

9 - Instruments financiers dérivés

	2006	2005
Instruments financiers - Actif	-	7
Instruments financiers - Passif	-	
Total net	-	7

Les instruments financiers mis en place en 2005 (swap de taux) avaient principalement pour objet de couvrir le risque de taux de la dette financière à long terme à taux variable. Ces emprunts sont arrivés à échéance au cours de l'année 2006.



10 - Stocks

	2006	2005
Matières premières	7 350	5 610
Travaux en cours	1 029	1 022
Produits intermédiaires et finis	1 243	1 267
Marchandises	68 227	62 841
Valeur brute	77 847	70 740
Provision pour dépréciation	(3 912)	(3 990)
Valeur nette	73 935	66 750

11 - Clients

	2006	2005
Créances clients	99 228	91 032
Provision pour dépréciation	(4 754)	(5 942)
Créances clients - net	94 474	85 090

Les créances cédées dans le cadre du contrat d'affacturage et exclues du poste clients s'élèvent à :

	2006	2005
Créances cédées	19 558	14 604

12 - Autres actifs courants

	2006	2005
Avances et acomptes	364	196
Créances diverses nettes	7 395	4 818
Charges constatées d'avance	1 311	1 843
Total	9 070	6 857

13 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2006	2005
Valeurs mobilières de placement	-	4 350
Disponibilités	11 135	1 850
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 135	6 200
Découverts bancaires (note 16)	(13 076)	(15 512)
Trésorerie nette	(1 941)	(9 312)



14 - Capital apporté

	Nombre d'actions	Dont nombre d'actions propres	Actions ordinaires	Primes	Actions propres	Total
Net au 1^{er} janvier 2005	1 356 692	13 705	2 035	10 203	- 767	11 471
Plans d'options sur actions réservés aux salariés						
- Valeur des services rendus				27		27
- Sommes reçues des émissions d'actions	3 826		6	325		331
Rachat d'actions propres		4 177			- 1 038	- 1 038
Contrat de liquidité		872			- 77	- 77
Au 31 décembre 2005	1 360 518	18 754	2 041	10 555	- 1 882	10 714

	Nombre d'actions	Dont nombre d'actions propres	Actions ordinaires	Primes	Actions propres	Total
Au 1^{er} janvier 2006	1 360 518	18 754	2 041	10 555	- 1 882	10 714
Plans d'options sur actions réservés aux salariés						
- Valeur des services rendus				97		97
- Sommes reçues des émissions d'actions	13 075		19	526		545
Rachat d'actions propres		147			- 82	- 82
Contrat de liquidité		652			- 91	- 91
Augmentation de capital ⁽¹⁾	1 367 909	18 326	2 052	- 2052		
Au 31 décembre 2006	2 741 502	37 879	4 112	9 126	- 2 055	11 183

(1) Suite à l'augmentation de capital du 30 juin 2006, le nombre de options a été doublé.

> Stock-options

Des options sur actions ont été attribuées aux dirigeants et à certains salariés. Le prix d'exercice des options octroyées est égal au prix du marché des actions à la date d'octroi. La levée des options est subordonnée à l'accomplissement de 2 à 4 années de service. Le Groupe n'est tenu par aucune obligation contractuelle ou implicite de racheter ou de régler les options en numéraire.

L'évolution du nombre d'options sur la période est la suivante :

	2006
au 1^{er} janvier⁽¹⁾	49 760
Options octroyées	12 400
Options exercées	- 15 600
au 31 décembre	46 560

(1) Suite à l'augmentation de capital du 30 juin 2006, le nombre d'options a été doublé.

Le Groupe a également procédé à l'attribution gratuite de 960 actions en 2006 à certains salariés.



Le nombre d'options en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-après :

	2006		2005 ⁽¹⁾	
	Prix d'exercice moyen pondéré (€)	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré (€)	Nombre d'options
Au 1^{er} janvier	23,27	49 760	11,90	61 600
Octroyées	61,26	12 400	54,68	12 400
Exercées	12,71	- 15 600	10,45	- 24 240
Au 31 décembre	36,93	46 560	23,27	49 760

(1) Suite à l'augmentation de capital du 30 juin 2006, le nombre d'options a été doublé.

Sur les 46 560 options en circulation au 31 décembre 2006 (49 760 en 2005), 9 160 options (5 280 en 2005) pouvaient être exercées. 15 600 options (3 000 options d'achat et 12 600 options de souscription) ont été exercées en 2006 au prix d'exercice moyen pondéré de 12,71 € : les options de souscription exercées ont donné lieu à l'émission de 12 600 actions de 1,50 €.

Les dates d'expiration et les prix d'exercice des options sur actions en circulation à la clôture de l'exercice sont détaillés ci-après :

Type d'options	Année de départ d'exercice	Année d'expiration	Prix d'exercice (€) (1)	Nombre d'options 2006	Nombre d'options 2005
Achat	2006	2008	9,96		3 000
Souscription	2006	2009	13,95	1 960	7 560
Souscription	2006	2010	12,91	7 200	14 200
Souscription	2007	2011	9,07	5 800	5 800
Achat	2008	2012	15,99	6 800	6 800
Achat	2009	2013	54,68	12 400	12 400
Achat	2008	2014	61,26	12 400	
				46 560	49 760

(1) Suite à l'augmentation de capital du 30 juin 2006, le nombre d'options a été doublé et le prix d'exercice a été divisé par deux.

La juste valeur des options et attributions gratuites d'actions au cours de l'exercice 2006, déterminée à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes, ressort à 147 K€. Les hypothèses du modèle Black-Scholes retenues sont les suivantes :

- prix de l'action à la date de l'octroi : 61,26 €
- prix d'exercice : 61,26 €
- taux d'intérêt annuel sans risque : 3,92%
- volatilité : 14,00 %

L'exercice des options ne pouvant intervenir qu'à l'issue de deux ans de service, la charge de personnel correspondante est répartie sur deux ans. Compte tenu des options attribuées lors des exercices précédents, la charge de l'exercice 2006 est de 97 K€.

> Bons de souscription d'actions

Lors de l'augmentation de capital réalisée en 2004, 110 000 bons de souscription (BSA) ont été émis. Deux bons donnaient droit à souscrire à une action nouvelle au prix unitaire de 96 €.

Suite à l'augmentation de capital du 30 juin 2006, un bon donne droit à la souscription d'une action au prix de 48 € (au lieu de deux bons pour une action au prix de 96 € précédemment).

Au cours de la période, 7 866 bons ont été exercés et ont donné lieu à l'émission de 7 866 actions nouvelles au prix unitaire de 1,50 €. Le solde a été inscrit en prime d'émission, déduction faite des frais afférents nets d'impôts.

	2006	2005
Le nombre de BSA en circulation au 31 décembre est le suivant	101 122	108 988
Le nombre d'actions potentielles pouvant être émises à la levée des BSA	101 122	108 988



15 - Autres passifs

> Autres passifs non courants

	2006	2005
Dettes sur immobilisations (1)	7 620	7 620
Total autres passifs non courants	7 620	7 620

(1) Les dettes sur immobilisations concernent des dettes sur acquisitions de titres.

> Autres passifs courants

	2006	2005
Fournisseurs	114 217	96 929
Avances et acomptes	791	794
Dettes fiscales et sociales	22 827	21 488
Dettes sur immobilisations (1)	3 879	2 934
Autres dettes	3 672	2 764
Total autres passifs courants	145 388	124 909

(1) Les dettes sur immobilisations comprennent, au 31 décembre 2006, des dettes financières contractées lors d'engagements croisés d'achats et de ventes avec des minoritaires pour 945 K€.

16 - Emprunts

	2006	2005
Non courants		
- Emprunts bancaires	12 895	11 888
- Capital restant dû sur crédits bails et locations	1 727	1 990
- Emprunts et dettes financières diverses	412	470
Total I	15 034	14 348
Courant		
- Emprunts bancaires	5 490	6 230
- Capital restant dû sur crédits bails et locations	523	683
- Emprunts et dettes financières diverses	3 523	2 511
- Sous total	9 536	9 424
- Concours bancaires	11 685	13 923
- Dailly et escomptes	1 391	1 589
Total II	22 612	24 936
Total des emprunts et autres	37 646	39 284

Les échéances des emprunts et autres dettes financières sont indiquées ci-après :

	2006	2005
- A moins d'un an	22 576	24 936
- De 1 an à 5 ans	13 036	12 658
- A plus de 5 ans	2 034	1 690
Total	37 646	39 284



17 - Exposition aux risques financiers

> Risque de taux

Au 31 décembre 2006, aucun instrument financier n'a été mis en place pour couvrir le risque de taux de la dette financière à long terme (voir note 9).

La décomposition de la dette entre taux fixe et taux variable est la suivante :

	2006	2005
Emprunts à taux fixe	6 968	6 799
Emprunts à taux variable	13 667	13 992
Total	20 635	20 791

> Risque de liquidité

Certains financements mis en place sont assortis des covenants.

A la clôture de l'exercice 2006, ces covenants sont respectés.

	2006	2005
Emprunts soumis à covenants	5 558	6 572

> Risque de change

Compte tenu de la faible proportion des importations et la quasi inexistence d'exportations, le risque de change peut être considéré comme non significatif.

18 - Impôts différés

Le tableau ci-dessous indique les montants après compensation le cas échéant :

	2006	2005
Actifs d'impôts différés	202	173
Passif d'impôts différés	(3 250)	(3 805)
Total	(3 048)	(3 632)
Variations des impôts différés :		
au 1^{er} janvier	(3 632)	(3 682)
Impôts imputés au compte de résultat	555	(31)
Impôts imputés directement en capitaux propres	87	198
Variation de périmètre	(116)	(117)
au 31 décembre	(3 048)	(3 632)



19 - Engagements de retraite et avantages assimilés

	2006	2005
A l'ouverture	5 086	3 287
Passifs assumés lors d'un regroupement d'entreprises	26	30
Ecart actuariels	(263)	1 604
Charge imputée au compte de résultat	619	424
Cotisations versées	(296)	(259)
A la clôture	5 172	5 086

Les montants constatés au bilan sont déterminés de la façon suivante :

	2006	2005
Valeur actualisée des obligations	5 342	5 255
Juste valeur des actifs du régime	(170)	(169)
Valeur actualisée des obligations non financées	5 172	5 086
Passif inscrit au bilan	5 172	5 086

Le tableau ci-après indique les montants comptabilisés au compte de résultat :

	2006	2005
Coût des services rendus	400	273
Coût financier	225	158
Rendement attendu des actifs du régime	(6)	(7)
Montant total inclu dans les charges liées aux avantages du personnel (note 23)	619	424

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	2006	2005
Taux d'actualisation	4,7 %	4,0 %
Taux d'augmentation future des salaires :		
- Cadres	3,25 %	3,5 %
- Non cadres	2,75 %	3,0 %

Les hypothèses se rapportant aux taux de mortalité futurs reposent sur des données provenant de statistiques publiées et de données historiques.

20 - Provisions pour autres passifs

	Engagements de retraite	Médailles du travail	Litiges	Autres	Total
au 1^{er} janvier 2006	5 086	458	1 118	209	6 871
Dotations		16	310	388	714
Reprise de montants inutilisés			(34)	(24)	(58)
Reprise de montants utilisées		(19)	(756)	(235)	(1 010)
Variation de périmètre	26				26
Avantages du personnel (note 19)	60				60
au 31 décembre 2006	5 172	455	638	338	6 603



21 - Autres produits et charges

	2006	2005
Créances irrécouvrables	- 3 415	- 2 642
Indemnités assurances clients	1 081	1 097
Subventions d'exploitation reçues	215	86
Quote-part opérations faites en commun	175	121
Plus-values de cessions courantes	143	171
Autres	621	- 153
Net charges (-) et produits (+)	- 1 180	- 1 320

22 - Autres produits et charges opérationnelles

	2006	2005
Provision pour litige		- 413
Abandon de créances		238
Autres	- 22	
Total autres produits (+) et charges (-) opérationnels	- 22	- 175

23 - Charges liées aux avantages du personnel

	2006	2005
Traitements et salaires	51 450	46 727
Charges sociales	19 438	18 030
Intérimaires	2 385	2 061
Intéressement et participation	5 585	4 730
Charges de retraite	400	273
Paiements en actions	97	27
Total	79 355	71 848

Effectif moyen (ETP - Equivalent Temps Plein) sur la période :

	2006	2005
Effectif ETP	2 100	1 999

24 - Charges et produits financiers

	2006	2005
Produits financiers	218	362
Charges financières	- 2 298	- 2 566
Charges et produits financiers	- 2 080	- 2 204



25 - Charge d'impôt sur le résultat

	2006	2005
Impôt courant	- 8 825	- 7 717
Impôts différés	555	- 31
Total	- 8 270	- 7 748

L'impôt sur le résultat du Groupe est différent de l'impôt théorique qui ressortirait du taux d'imposition réel applicable aux résultats des sociétés consolidées en raison des éléments suivants :

	2006	2005
Résultat net consolidé des sociétés intégrées	15 818	15 084
Impôts courants et différés	8 270	7 748
Résultat avant impôts	24 088	22 832
Déficits des filiales n'ayant pas généré d'impôts différés	120	61
Pertes fiscales n'ayant pas donné lieu à comptabilisation d'impôts différés		- 279
Résultats des filiales non soumises à IS	- 155	- 132
Retraitements divers	360	201
Résultat fiscal consolidé	24 413	22 683
Is au taux normal en vigueur	8 138	7 674
Is au taux réduit	- 10	
Gain d'impôts différés lié au changement de taux		- 69
Contribution sociale	194	184
Réductions d'impôts diverses	- 52	- 44
Autres		3
Total impôts de l'exercice	8 270	7 748

26 - Résultats par action

> Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, hors actions propres rachetées par la société.

	2006	2005
Résultat net part du Groupe en milliers d'€	17 752	14 804
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (1)	2 696 395	2 678 405
Résultat de base par action (en €)	5,84	5,53

(1) Suite à l'augmentation de capital du 30 juin 2006, le nombre de titres a été doublé. Les résultats par action du 31 décembre 2005 prennent en compte cette augmentation du nombre de titres.



> Résultat dilué

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de toutes les actions ordinaires ayant un effet potentiellement dilutif. La société possède deux types

d'instruments ayant un effet potentiellement dilutif : des bons de souscription d'actions et des options sur actions. Chaque bon de souscription d'actions permet d'acquérir une action ordinaire. Pour les options sur actions, un calcul est effectué afin de déterminer

le nombre d'actions qui auraient pu être acquises à la juste valeur (soit le cours boursier annuel moyen de l'action VM Matériaux). Le nombre d'actions ainsi calculé est comparé au nombre d'actions qui auraient été émises si les options avaient été exercées.

	2006	2005
Résultat net part du Groupe en milliers d'€	15 752	14 804
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	2 696 395	2 678 405
Ajustements :		
- souscription potentielle d'actions à la levée des bons de souscription	101 122	108 988
- options sur actions	21 897	28 884
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat dilué (1)	2 819 414	2 816 277
Résultat dilué par action (en €)	5,59	5,26

(1) Suite à l'augmentation de capital du 30 juin 2006, le nombre de titres a été doublé. Les résultats par action du 31 décembre 2005 prennent en compte cette augmentation du nombre de titres.

27 - Dividende par action

	2006	2005
Nombre d'actions composant le capital au 1 ^{er} janvier (1)	2 721 036	2 713 384
Montant total du dividende versé (en milliers d'€)	4 027	2 969
Dividende par action versé (en €)	1,50	1,10

(1) Suite à l'augmentation de capital du 30 juin 2006, le nombre de titres a été doublé et le dividende par action divisé par deux.

28 - Actifs et passifs éventuels

Le Groupe a des passifs éventuels se rapportant à des garanties bancaires et autres éléments survenant dans le cadre habituel de ses activités. Le Groupe ne s'attend pas à ce que ces éléments donnent lieu à des passifs significatifs.

	2006	2005
Garanties données à des tiers	23 173	19 797
Engagements de rachats de sociétés	23 961	4 573
Autres	460	
Total	47 594	24 370



29 - Regroupements d'entreprises

En 2005, le Groupe a acquis les participations suivantes :

SCTPI	100 %
SCI Maizières	100 %

En 2006, le Groupe a acquis les participations suivantes :

	Filiale de	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode	Date d'entrée
Montauban Matériaux	VM Distribution	100 % (1)	99,84 %	IG	01/06
Béton des Olonnes	Vendée Béton	75 %	25,50 %	ME	04/06

IG : Intégration globale - ME : Mise en équivalence

(1) Le Groupe détient 51 % des titres au 31 décembre 2006 et a levé l'option de racheter 49 % des titres de la société Montauban Matériaux en janvier 2007 (engagements croisés de ventes et d'achats : voir note 15).

La société Séfimat a également acquis 10 % des titres de la société Sorépro portant sa participation au capital de 90 % à 100 %. Les actifs nets et l'écart d'acquisition se détaillent comme suit :

	2006	2005
Montant des titres acquis	2 434	1 750
Coûts directs liés aux acquisitions	10	20
Total du prix d'acquisition	2 444	1 770
Juste valeur des actifs nets des participations acquises	- 518	- 594
Juste valeur des actifs nets des participations complémentaires	- 214	
Ecart d'acquisition	1 712	1 176

Les actifs et les passifs liés aux acquisitions 2006 sont les suivants :

Incidence des acquisitions sur les autres postes du bilan	
Trésorerie nette des sociétés acquises	271
Immobilisations	131
Besoin en fonds de roulement	284
Provisions pour risques et charges	- 28
Dettes financières	- 140
Total	518
Actif nets acquis des participations acquises	518
Juste valeur des actifs nets acquis auprès des minoritaires	214
Prix d'acquisition versé en numéraire	- 2 444
Trésorerie et équivalent de trésorerie des filiales acquises	271
Variation de la dettes sur acquisition de titres	54
Incidence des acquisitions sur la trésorerie du Groupe	- 2 119



30 - Opérations entre parties liées

> Transactions avec entreprises liées

Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessous concernent les opérations avec les sociétés mises en équivalence.

	2006	2005
Vente de biens et services	2 860	1 309
Achat de biens et services	7 813	7 437
Créances	11 189	1 708
Dettes	3 734	3 850

> Rémunération des dirigeants

	2006	2005
Salaires et autres avantages à court terme	1 477	1 318
Paiements fondés sur des actions	97	27
Total	1 574	1 345



31 - Liste des filiales et participations

> Société consolidante

VM MATERIAUX	85260	L'Herbergement			
--------------	-------	----------------	--	--	--

> Sociétés intégrées

			Méthode de consolidation	% contrôle	% intérêts
Negoce de matériaux de construction					
VM DISTRIBUTION	85260	L'Herbergement	IG	99,84	99,84
SNC VM DISTRIBUTION	85260	L'Herbergement	IG	100,00	99,63
VM CENTRE LOIRE	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
STANDARD	33100	Bordeaux	IG	100,00	99,84
MONTAUBAN MATERIAUX	82000	Montauban	IG	100,00	99,84
SNC MEGNIEN DISTRIBUTION	86580	Vouneuil-sous-Biard	IG	100,00	99,84
SARL BOIS DU BERRY	36270	Eguzon-Chantôme	IG	75,00	74,88
SAPRO MARTINIQUE	97200	Fort-de-France	IG	100,00	100,00
LA DIMENSION	97300	Cayenne	IG	100,00	100,00
SAPRO GUADELOUPE	97122	Baie Mahault	IG	99,95	99,95
SOREPRO	97491	Saint-Denis	IG	100,00	99,99
SEFIMAT GUADELOUPE	97122	Baie Mahault	IG	99,90	99,90
VM ASIA Limited		Hong Kong	IG	100,00	100,00
Industrie du béton et béton prêt à l'emploi					
NAULLET	85000	La Roche-sur-Yon	IG	99,94	99,94
VENDEE BETON CONTRÔLE	85140	Sainte-Florence	IG	74,90	83,43
VM BETON AQUITAIN	85260	L'Herbergement	IG	74,98	74,98
VM BETON SERVICES	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
VM DISTRIBUTION BETON	85260	L'Herbergement	IG	100,00	99,84
VM BETON	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
Menuiserie Industrielle					
ATLANTEM-INDUSTRIES	56920	Noyal-Pontivy	IG	67,00	81,85
CMC LE DANNOIS	17600	Le Gua	IG	100,00	81,85
SCTPI	10510	Maizières-la-Grande-Paroisse	IG	100,00	81,85
Activités Diverses					
Holdings					
FINANCIERE VM DISTRIBUTION	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
FINANCIERE VM BETON	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
FINANCIERE BLAVET	85260	L'Herbergement	IG	45,00	45,00
QUADRA	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
SAS MEGNIEN	86580	Vouneuil-sous-Biard	IG	100,00	99,84
SEFIMAT	85260	L'Herbergement	IG	100,00	100,00
Sociétés immobilières					
SUMACA CENTRE	87000	Limoges	IG	100,00	99,84
SCI JACATTE	24480	Le Buisson-de-Cadouin	IG	50,00	49,92
SCI JACMI	85180	Le Château-d'Olonne	IG	100,00	99,84
SCI DE LA PLAINE	41110	Saint-Aignan-sur-Cher	IG	100,00	99,84
SCI FLORENCE	97200	Fort-de-France	IG	50,00	50,00
SCI GUILLAUME	97300	Cayenne	IG	50,00	50,00
SCI JULIE	97122	Baie Mahault	IG	100,00	100,00
SCI DUCLOS	22120	Hillion	IG	100,00	81,85
SCI MAIZIERES	10510	Maizières-la-Grande-Paroisse	IG	100,00	81,85
SCI CROZET	85260	L'Herbergement	IG	100,00	99,84
Société de transport					
SAST.B.M.	86580	Vouneuil-sous-biard	IG	100,00	99,84



> Sociétés mises en équivalence

			Méthode de consolidation	% contrôle	% intérêts
Industrie du béton et béton prêt à l'emploi					
PREFA PAYS DE LOIRE (PPL)	85600	St-Georges-de-Montaigu	ME	24,99	24,99
GRUPE VENDEE BETON	85260	L'Herbergement	ME	34,00	34,00

IG : Intégration globale - ME : Mise en équivalence

32 - Evénements post-clôture

En janvier 2007, le Groupe a acquis la société Euromat et sa filiale de négoce Paul Thébault, ainsi que la société Béton 17. Ces sociétés basées à la Rochelle (17) disposent de deux sites, ainsi que d'une centrale à béton. Elles ont réalisé en 2005, un chiffre d'affaires de 12,8 M€ avec 51 collaborateurs.

En janvier 2007, le Groupe a acquis la société CIOB Moisan à Pleugriffet (56). Ce spécialiste de la charpente industrielle et traditionnelle a réalisé en 2005, un chiffre d'affaires de 4,4 M€. CIOB Moisan emploie 48 collaborateurs.

En janvier 2007, le Groupe a pris une participation de 49,9% dans le capital de la société Joseph Cottrell, basée au Lamentin (Martinique). La société, qui est leader en négoce de matériaux sur ce département et qui dispose de 5 sites, a réalisé en 2005, un chiffre d'affaires de 27,3 M€ avec 100 collaborateurs.

Le Groupe a acquis, le 1^{er} février 2007, la branche d'activité Quartz, département de la société Hydro Building Systems (HBS), spécialiste français de la gamme aluminium pour le bâtiment (Technal, Wicona, Architectural Systems), et filiale

du Groupe Norvégien Norsk Hydro. Cette structure compte 93 salariés et réalise en année pleine un chiffre d'affaires d'environ 20 M€.

En mars 2007, le Groupe a pris une participation de 50 % dans le capital de la société Point Bois, basée en Guyane. Cette société de négoce a réalisé un chiffre d'affaires de 3,3 M€.



Rapport des commissaires aux comptes

à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2006

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société VM Matériaux relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note du paragraphe 2 de l'annexe aux comptes consolidés relative aux écarts d'acquisition expose la méthode de suivi de leur valeur. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Nos travaux ne nous ont pas conduits à relever d'éléments susceptibles de remettre en cause le caractère raisonnable des modalités retenues ainsi que des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 - Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à LA ROCHE-sur-YON
et à NANTES
le 3 mai 2007

BOISSEAU & ASSOCIES
Emmanuel BOQUIEN
EXCO ATLANTIQUE
François MACE



Comptes annuels 2006 de VM Matériaux

Bilan au 31 décembre 2006

Actif

(En milliers d'euros)	Notes	2006			2005 net
		Brut	Amortissements	Net	
ACTIF IMMOBILISE					
Concessions, brevets et droits similaires		4 093	3 100	993	965
Fonds commercial et droit au bail		6	6		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1-2	4 099	3 106	993	965
Terrains		751	293	458	453
Constructions		2 638	1 530	1 108	1 170
Installations techniques, matériels et outillages industriels		29	19	10	2
Autres		2 219	1 845	374	357
Immobilisations corporelles en cours		176		176	26
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1-2	5 812	3 687	2 125	2 008
Participations		27 938		27 938	27 640
Autres titres immobilisés		42	3	39	38
Autres		2 131		2 131	2 020
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1-2	30 110	3	30 107	29 698
Total		40 021	6 796	33 225	32 671
ACTIF CIRCULANT					
Avances et acomptes versés sur commandes		359		359	59
Créances clients et comptes rattachés		6 237		6 237	6 205
Autres créances		12 940	5	12 935	15 004
Disponibilités		24		24	7
COMPTES DE REGULARISATION					
Charges constatées d'avance		359		359	507
Total	3	19 919	5	19 914	21 782
TOTAL GENERAL		59 940	6 801	53 139	54 453



Comptes annuels 2006 de VM Matériaux Bilan au 31 décembre 2006

Passif

(En milliers d'euros)	Notes	2006 Montants nets	2005 Montants nets
CAPITAUX PROPRES			
Capital		4 112	2 041
Primes d'émission, de fusion, d'apport		8 674	10 199
Réserve légale		204	204
Réserves réglementées		541	541
Autres réserves		10 514	10 514
Report à nouveau		5 558	2 950
Résultat de l'exercice		7 131	6 635
Provisions réglementées		69	25
CAPITAUX PROPRES	4	36 803	33 109
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	5	171	169
DETTES			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		2 083	6 090
Emprunts et dettes financières divers		9 100	8 573
Sous-total		11 183	14 663
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		796	580
Dettes fiscales et sociales		3 960	5 112
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		226	761
Autres dettes			59
Total dettes	6	16 165	21 175
TOTAL GENERAL		53 139	54 453



Comptes annuels 2006 de VM Matériaux

Compte de résultat

(En milliers d'euros)	Notes	2006 Montants	2005 Montants
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Montant net du chiffre d'affaires		17 298	16 268
Subventions d'exploitation			8
Reprises provisions et amortissements, transferts de charges		1 787	1 598
Autres produits		5	1
Total produits d'exploitation		19 089	17 875
CHARGES D'EXPLOITATION			
Autres achats et charges externes		5 999	4 376
Impôts, taxes et versements assimilés		482	410
Salaires et traitements		5 388	4 952
Charges sociales		2 260	2 053
Dotations aux amortissements		694	818
Dotations aux provisions		3	
Autres charges		61	66
Total charges d'exploitation		14 886	12 675
RESULTAT D'EXPLOITATION		4 204	5 200
PRODUITS FINANCIERS			
Produits financiers de participations		3 758	3 756
Autres intérêts et produits assimilés		485	766
Reprises sur provisions			708
Produits nets sur cessions VMP		34	3
Produits financiers		4 277	5 233
CHARGES FINANCIERES			
Intérêts et charges assimilées		532	1 547
Charges financières		532	1 547
RESULTAT FINANCIER		3 745	3 686
RESULTAT COURANT avant impôts		7 949	8 886
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations en capital		1 227	26
Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnelles		54	354
Produits exceptionnels		1 281	380
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion			14
Sur opérations en capital		56	352
Dotations aux amortissements et provisions		97	25
Charges exceptionnelles		153	391
RESULTAT EXCEPTIONNEL	13	1 128	-11
Participation des salariés		272	197
Intéressement des salariés		476	450
Impôts sur les bénéfices	11	1 198	1 593
RESULTAT NET		7 131	6 635



Comptes annuels 2006 de VM Matériaux

Annexe aux comptes sociaux

1 - Faits significatifs de l'exercice

> Augmentation de capital social

1) Sur décision de l'Assemblée Générale du 2 juin 2006, l'opération suivante a été réalisée en date du 30 juin 2006 :

Augmentation du capital social par incorporation de réserves prélevées sur le poste "Primes d'émission, de fusion, d'apport"

Il a été créé autant d'actions nouvelles d'une valeur nominale de 1,50 € que le nombre d'actions existantes au jour de l'opération, attribuées gratuitement aux actionnaires à raison d'une action nouvelle pour une action ancienne, soit 1 367 909 actions gratuites.

2) Par exercice de bons de souscription d'actions :

- Au cours du 1^{er} semestre : 6 182 BSA exercés, 3 091 actions nouvelles créées (2 BSA pour 1 action).
- Au cours du 2^{ème} semestre : 1 684 BSA exercés, 1 684 actions nouvelles créées (1 BSA pour 1 action).

3) 8 300 options de souscription d'actions ont été exercées donnant lieu à la création de 8 300 actions nouvelles.

Le capital social est, au 31 décembre 2006, composé de 2 741 502 actions d'une valeur nominale de 1,50 € chacune.

> Acquisition de TBM

En cours d'exercice 2006, VM Matériaux a acquis 100 % de la société TBM, auprès de sa filiale, la société Mégnien. La société TBM a pour activité l'entretien des véhicules du groupe et le transport de marchandises.

2 - Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément au Plan Comptable Général 1999 et aux principes généralement admis.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Conformément aux règlements n°2002-10 et n°2004-06, la société VM Matériaux applique, depuis le 1^{er} janvier 2005, les nouvelles règles comptables en matière de définition, de valorisation et de dépréciation des actifs.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés en charges. Les frais d'acquisition de titres de participation font l'objet d'un retraitement extra-fiscal.

Les taux et durées généralement retenus sont les suivants :

Terrains		
Agencements et aménagements des terrains	10 ans	Linéaire
Constructions		
Constructions structure	30 ans	Linéaire
Constructions toiture	20 ans	Linéaire
Agencements et aménagements des constructions	10 ans	Linéaire
Installations techniques, matériel et outillage		
Matériel et outillage industriels	3 à 5 ans	Linéaire
Autres immobilisations corporelles		
Matériel de transport	3 à 4 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans	Linéaire
Mobilier	3 à 10 ans	Linéaire

Participations, autres titres immobilisés, VMP

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute des titres. La valeur d'inventaire est estimée à partir de la quote-part de la situation nette comptable réévaluée pour tenir compte de la valeur de rentabilité dégagée par la société concernée.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et elles sont composées essentiellement de logiciels amortis en linéaire sur 2 à 5 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les éléments de l'actif immobilisé font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la nature et les conditions probables d'utilisation des biens.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.



Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques est constatée sur les plans d'options d'achat d'actions dès lors que la valeur d'achat prévue au plan est inférieure au prix moyen de revient des actions détenues ou à acquérir par la société. Pour les actions à acquérir, le prix d'acquisition retenu est le cours de bourse du dernier jour de l'exercice.

Intégration fiscale

Composition :

SARL QUADRA

SAS FINANCIERE VM DISTRIBUTION

SA VM DISTRIBUTION

SARL SUMACA CENTRE

SAS VM CENTRE LOIRE

SARL STANDARD

SAS MEGNIEN

SNC MEGNIEN DISTRIBUTION

SCI DE LA PLAINE

SA NAULLET

SARL FINANCIERE VM BETON

SNC VM BETON SERVICES

SARL VM BETON

SARL VM DISTRIBUTION BETON

SAS TBM

Règle :

Les déficits des filiales intégrées sont récupérés sur le bénéfice du groupe par la mère. Les filiales déficitaires récupèrent leurs déficits sur leurs premiers bénéfices si elles restent dans le groupe intégré.



3 - Notes annexes au bilan et au compte de résultat

> 1 - Etat des immobilisations

	31/12/05	Immobilisations acquises Reclassement	Immobilisations Sorties	31/12/06
Immobilisations incorporelles	3 694	405		4 099
Terrains et agencements	727	24		751
Constructions et agencements	2 605	33		2 638
Installations techniques, matériel et outillage	18	11		29
Autres immobilisations corporelles	2 021	218	20	2 219
Immobilisations en cours	26	176	26	176
Immobilisations corporelles	5 398	462	46	5 812
Titres de participation	27 640	300	2	27 938
Autres titres immobilisés	42			42
Actions propres (1)	1 805	166	84	1 887
Autres créances immobilisées contrat de liquidité (1)	126		61	65
Actions propres et contrat de liquidité (1)	77	90		167
Prêts, autres immobilisations financières	12		1	11
Immobilisations financières	29 702	557	148	30 111
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	38 794	1 423	194	40 021

(1) Détail des actions propres et contrat de liquidité

	Nombre		Prix moyen d'acquisition (€)	Cours au 31/12/06 (€)	Montants (K€)	
	31/12/05	31/12/06			Total	Provision
Actions propres (a)	17 882	35 211	53,60	66,50	1 887	134
Actions propres contrat liquidité	872	2 668			168	
Autres créances immobilisées contrat liquidité	316	160			65	

(a) Actions détenues conformément aux décisions de l'Assemblée Générale du 2 juin 2006. Une provision pour risque de 134 K€ a été constatée pour couvrir les moins values liées aux levées de stock-options.

> 2 - Etat des amortissements sur immobilisations

	31/12/05	Dotations	Reprises	31/12/06
Immobilisations incorporelles	2 729	377		3 106
Terrains et agencements	275	19		293
Constructions et agencements	1 436	95		1 531
Installations techniques, matériels et outillages	16	2		18
Autres immobilisations corporelles	1 664	201	20	1 845
Immobilisations corporelles	3 391	317	20	3 687
TOTAL AMORTISSEMENTS	6 120	694	20	6 793



> 3 - Echéances des créances

	Total au 31/12/05	Total au 31/12/06	Ventilation		
			- 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Autres immobilisations financières	12	11		7	4
Créances clients	6 205	6 237	6 237		
Personnel et comptes rattachés	110	160	160		
Etat - impôts et taxes	95	122	122		
Groupe et associés	14 751	11 367	11 367		
Débiteurs divers	52	1 291	1 291		
Comptes de régularisation	507	359	359		
Total	21 732	19 546	19 535	7	4

> 4 - Informations sur la variation des capitaux propres

	Capital (1)	Primes	Réserves	Résultat de l'exercice	Provisions	Total capitaux propres
Situation au 31 décembre 2004	2 035	9 874	12 924	4 305		29 138

MOUVEMENTS 2005

Affectation résultat 2004			4 305	-4 305		-
Variation capital	6	325	-35			296
Distribution dividende			-2 985			-2 985
Résultat de l'exercice				6 635		6 635
Provisions réglementées					25	25
Situation au 31 décembre 2005	2 041	10 199	14 209	6 635	25	33 109

MOUVEMENTS 2006

Affectation résultat 2005			6 635	-6 635		-
Variation capital	2 071	-1 525	1			547
Distribution dividende			-4 027			-4 027
Résultat de l'exercice				7 131		7 131
Provisions réglementées					44	44
Situation au 31 décembre 2006	4 112	8 674	16 817	7 131	69	36 803

(1) Le nombre d'actions composant le capital social en fin d'exercice est de 2 741 502 avec une valeur nominale de 1,50 € dont 101 122 actions à bons de souscription.



> 5 - Etat des provisions inscrites au bilan

	31/12/05	Dotations	Reprises utilisées	Reprises sans objet	31/12/06
Provisions réglementées					
Amortissements dérogatoires	25	44			69
Sous total	25	44	-	-	69
Provisions pour risques et charges					
Sur valorisation des stock-options	136	53	54		134
Sur organismes sociaux	7	2			9
Médailles du travail	26	1			27
Sous total	169	56	54	-	171
Provisions pour dépréciation					
Immobilisations financières	3				3
Créances diverses	5				5
Sous total	8	-	-	-	8
TOTAL PROVISIONS	202	100	54	-	248
Dotations et reprises d'exploitation		3			
Dotations et reprises financières					
Dotations et reprises exceptionnelles		97	54		

> 6 - Echéances des dettes

	Total au 31/12/2005	Total au 31/12/2006	Ventilation		
			- 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 090	2 083	1 083	1 000	
Groupe et associés	8 573	9 100	9 100		
Dettes d'exploitation	5 691	4 757	4 757		
Dettes sur immobilisations	761	226	226		
Autres dettes	59				
Total	21 174	16 165	15 165	1 000	

Les emprunts et financements d'exploitation sont, en général, basés sur l'Euribor 3 mois auquel s'ajoutent les commissions bancaires.

Il n'y a plus de swap de taux en cours au 31 décembre 2006.



> 7 - Charges et produits - Régularisations - Charges à payer

	31/12/06	31/12/05
Charges à payer		
Emprunts et dettes financières diverses	296	480
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	336	142
Dettes fiscales et sociales	2 272	2 172
Dettes sur immobilisations	73	250
Autres dettes		59
Total charges à payer	2 977	3 103
Charges constatées d'avance		
	359	507
Produits constatés d'avance		
	0	0
Produits à recevoir		
Clients et comptes rattachés	4 662	4 573
Autres créances	1 706	730
Total produits à recevoir	6 368	5 303

> 8 - Informations sur les postes concernant les entreprises liées

	Montant concernant les entreprises	
	liées	avec lesquelles la Société a un lien de participation
DETTES		
Emprunts et dettes financières divers	6 654	2 125
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	56	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		
Participations	27 860	78
CREANCES		
Créances clients et comptes rattachés	3 542	75
Autres créances	12 613	
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	245	21
PRODUITS FINANCIERS		
Produits de participations	3 520	238
Intérêts et produits assimilés	455	



> 9 - Engagements financiers

	31/12/06	31/12/05
ENGAGEMENTS DONNES		
Effets escomptés non échus	-	-
Avals et cautions	27 258	23 891
TOTAL	27 258	23 891

ENGAGEMENTS RECUS		
Avals, cautions et garanties	-	-
Autres engagements reçus	-	1 224
TOTAL	-	1 224

ENGAGEMENTS RECIPROQUES		
Crédit-bail	-	-
TOTAL	-	-

	31/12/06	31/12/05
AUTRES ENGAGEMENTS		
Montant des engagements en matière de retraite	799	775

Les engagements de retraite ne sont pas comptabilisés mais inscrits en engagements hors bilan, selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées, désignée par la norme IAS 19.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	2006	2005
Taux d'actualisation	4,7 %	4,0 %
Taux d'augmentation future des salaires :		
Cadres	3,25 %	3,50 %
Non cadres	2,75 %	3,00 %

> 10 - Crédit bail

Il n'y a plus de contrat de crédit-bail en cours au 31 décembre 2006.



> 11 - Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	BASES			IMPOT	
	Compte résultat	Réintégrations	Déductions	Total	à 33,33 %
Résultat courant	7 949	103	3 604	4 448	1 483
Résultat exceptionnel	1 128	272		1 128	376
Intéressement et participation	-748		198	-674	-225
Déduction liée à l'intégration fiscale	-643			-643	-214
Total	7 686	375	3 802	4 259	1 420
Impôt réel des filiales intégrées					5 076
Crédits d'impôt					-48
Contribution sociale de 3,3 %					189
Montant de l'impôt à payer					6 637
Montant de l'impôt reversé par les filiales intégrées					-5 440
Montant de l'impôt net comptable					1 197

> 12 - Situation fiscale latente

Situation de VM Matériaux indépendamment de l'intégration fiscale.

	BASES			Impôt théorique (33,33 %)
	Au 31/12/2005	Variation	Au 31/12/2006	
Décalages temporaires				
Charges non déductibles	252	108	360	120
Provisions non déductibles	-	-	-	-
Total impôt sur situation fiscale latente				120



> 13 - Produits et charges exceptionnels

PRODUITS	
Cessions d'immobilisations financières	2
Reprise provision pour risques et charges	54
Retour à meilleure fortune	1 225
Total	1 281

CHARGES	
VNC des immobilisations financières cédées	2
Mali sur rachat actions propres	54
Dotation provisions pour risques et charges	53
Dotation amortissements dérogatoires	44
Total	153

> 14 - Informations sociales

Effectif réparti par catégorie socio-professionnelle.

INSCRITS	Au 31/12/2006	Au 31/12/2005
Etam	73	65
Cadres et assimilés	60	57
Total	133	123

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction.

	2006	2005
Rémunération brute globale des membres du Directoire et du Conseil de Surveillance	1 477 k€	1 171 k€

> 15 - Plan d'options d'achat ou de souscription d'actions

	Plan 2001	Plan 2002	Plan 2003	Plan 2004	Plan 2005	Plan 2006
Date de l'Assemblée	9-juin-00	9-juin-00	9-juin-00	9-juin-00	10-mai-05	10-mai-05
Date du Directoire	22-mars-01	29-mars-02	24-mars-03	2-fév-04	29-mars-05	16-jan-06
Nombre d'options attribuées aux mandataires	12 000	12 000	3 600	4 600	10 000	10 000
Nombre d'options attribuées aux salariés	2 200	2 200	2 200	2 200	2 400	2 400
Nombre d'actions pouvant être souscrites ou acquises	14 200	14 200	5 800	6 800	12 400	12 400
Point de départ d'exercice des options	22-mars-05	29-mars-06	24-mars-07	2-fév-08	29-mars-07	16-jan-08
Date d'expiration	21-mars-09	28-mars-10	23-mars-11	1-fév-12	28-mars-13	15-jan-14
Prix d'achat ou de souscription	13,95 €	12,91 €	9,07 €	15,99 €	54,68 €	61,26 €
Nombre d'options annulées						
Nombre d'options levées	12 240	7 000				
Nombre d'options restantes	1 960	7 200	5 800	6 800	12 400	12 400



> 16 - Attributions gratuites d'actions

PRODUITS	
Date d'attribution	Janvier 2006
Nombre	960
Période d'attribution	2 ans
Période de conservation	2 ans

> 17 - Bons de souscription d'actions

Lors de l'augmentation de capital réalisée en 2004, 110 000 bons de souscription (BSA) ont été émis. Deux bons donnaient droit à souscrire à une action nouvelle au prix de 96 €. Compte tenu de l'émission d'actions gratuites, un BSA donne droit, depuis le 30 juin 2006, à souscrire une action nouvelle au prix de 48 €. L'exercice des BSA est possible jusqu'au 8 novembre 2007.

Au cours de l'année 2006, 7 866 BSA ont été exercés et ont donné lieu à l'émission de 4 755 actions au prix unitaire de 1,50 €. Le solde a été inscrit en prime d'émission, déduction faite des frais afférents nets d'impôt.

	2006	2005
Le nombre de BSA en circulation au 31 décembre	101 122	108 988
Le nombre d'actions potentielles pouvant être émises à la levée des BSA	101 122	54 494
Prix unitaire de souscription	48 €	96 €
Montant de l'augmentation des capitaux propres potentielle	4 854 k€	5 231 k€



Liste des filiales et participations

(en K€)	CAPITAL	CAPITAUX PROPRES AUTRES QUE LE CAPITAL	QUOTE-PART DU CAPITAL DETENU (% de contrôle)	INTEGRATION FISCALE	VALEUR COMPTABLE DES TITRES DETENUS		PRÊTS ET AVANCES CONSENTIS PAR LA SOCIÉTÉ ET NON ENCORE REMBOURSÉS	MONTANT DES CAUTIONS ET AVALS DONNÉS PAR LA SOCIÉTÉ	CHIFFRE D'AFFAIRES HT	RESULTAT DE L'EXERCICE	DIVIDENDES ENCAISSÉS PAR LA SOCIÉTÉ CONSOLIDANTE AU COURS DE L'EXERCICE (*)
					BRUTE	NETTE					
FILIALES (+ de 50 %) DE VM MATERIAUX											(*) Dividende comptabilisé
SAS VENDEE BETON CONTRÔLE Ste-Florence	46	709	74,90		684	684		75	5 954	170	39
SARL VM BETON AQUITAIN L'Herbergement	76	88	74,98		57	57	1 074	111	4 788	70	
SA NAULLET La Roche-sur-Yon	152	1 472	99,93	A	1 219	1 219	874	75	9 918	399	150
SAS ATLANTEM-INDUSTRIES Noyal-Pontivy	627	15 294	67,00		8 401	8 401		6 500	58 070	1 562	551
SARL QUADRA L'Herbergement	66	314	100,00	A	457	457	76			139	
SAS SEFIMAT L'Herbergement	1 894	2 723	99,99		7 147	7 147	217	1 300	346	96	
SA FINANCIERE BLAVET L'Herbergement	2 287	255	45,00		1 029	1 029	1 543			214	47
SAS FINANCIERE VM DISTRIBUTION L'Herbergement	3 958	8 463	94,93	A	8 465	8 465	3 376	5 457		4 917	2 711
FINANCIERE VM BETON L'Herbergement	100	7	100,00	A	100	100			7	7	
SAS T.B.M Vouneuil-sous-Biard	300	109	100,00	A	300	300	9		1 979	99	
PARTICIPATIONS (10 à 50 %) DE VM MATERIAUX											
SAS VENDEE BETON L'Herbergement	153	1 851	34,00		53	53		50	21 850	867	136
SA PREFA PAYS DE LOIRE St-Georges-de-Montaigu	178	1 752	24,98		25	25		30	11 993	706	102
FILIALE DE FINANCIERE BLAVET											
SAS ATLANTEM-INDUSTRIES Noyal-Pontivy	627	15 294	33,00		4 137	4 137			58 070	1 562	

A - Groupe fiscal intégré de VM MATERIAUX



Liste des filiales et participations

(en K€)	CAPITAL	CAPITAUX PROPRES AUTRES QUE LE CAPITAL	QUOTE-PART DU CAPITAL DETENU (% de contrôle)	INTEGRATION FISCALE	VALEUR COMPTABLE DES TITRES DETENUS		PRÊTS ET AVANCES CONSENTIS PAR LA SOCIETE ET NON ENCORE REMBOURSES	MONTANT DES CAUTIONS ET AVALS DONNES PAR LA SOCIETE	CHIFFRE D'AFFAIRES HT	RESULTAT DE L'EXERCICE	DIVIDENDES ENCAISSES PAR LA SOCIETE CONSOLIDANTE AU COURS DE L'EXERCICE (*)
					BRUTE	NETTE					
FILIALES DE FINANCIERE VM DISTRIBUTION											
SA VM DISTRIBUTION L'Herbergement	5 973	23 046	99,84	A	11 539	11 539	2 389	13 259	291 233	9 961	
SAS VM CENTRE LOIRE L'Herbergement	183	1 171	100,00	A	5 613	1 313	304	400	-1	40	
VM ASIA Hong Kong		137							424	50	
FILIALES DE FINANCIERE VM BETON											
SNC VM BETON SERVICES L'Herbergement	1	27	99,00	A	1	1			782	28	
VM BETON L'Herbergement	1		100,00	A	1	1					
FILIALES DE VM DISTRIBUTION											
SARL STANDARD Bordeaux	107	187	100,00	A	771	553	17		1 419	9	
SCI JACATTE Le Buisson-Cadouin	236	56	50,00		27	27			79	48	
SARL SUMACA CENTRE Limoges	114	178	100,00	A	276	276			36	18	
SCI JACMI Le Château-d'Olonne	76	48	99,98		38	38			43	31	
SNC VM DISTRIBUTION L'Herbergement	4	325	68,46		3	3			6 858	5 386	22
SCI DE LA PLAINE Saint-Aignan	2	120	21,00	A	160	160			128	65	
SAS MEGNIEN Vouneuil-sous-Biard	8 920	17 036	100,00	A	39 065	39 065	179			3 246	
VM DISTRIBUTION BETON L'Herbergement	10	-	100,00		10	10					
SCI CROZET L'Herbergement	10	-86	99,00		10	10			157	-1	
MONTAUBAN MATERIAUX Montauban	202	396	51,00		1 275	1 275	85		5 577	235	
FILIALES DE MEGNIEN SAS											
SCI DE LA PLAINE Saint-Aignan	2	120	79,00	A	6	6			128	65	
SNC MEGNIEN DISTRIBUTION Vouneuil-sous-Biard	10 100	2 778	100,00	A	10 062	10 062	278		118 052	2 286	

A - Groupe fiscal intégré de VM Matériaux



Liste des filiales et participations

(en K€)	CAPITAL	CAPITAUX PROPRES AUTRES QUE LE CAPITAL	QUOTE-PART DU CAPITAL DETENU (% de contrôle)	INTEGRATION FISCALE	VALEUR COMPTABLE DES TITRES DETENUS		PRÊTS ET AVANCES CONSENTIS PAR LA SOCIETE ET NON ENCORE REMBOURSES	MONTANT DES CAUTIONS ET AVALS DONNES PAR LA SOCIETE	CHIFFRE D'AFFAIRES HT	RESULTAT DE L'EXERCICE	DIVIDENDES ENCAISSES PAR LA SOCIETE CONSOLIDANTE AU COURS DE L'EXERCICE (*)
					BRUTE	NETTE					
FILIALES DE SNC MEGNIEN DISTRIBUTION											
SARL BOIS DU BERRY Eguzon-Chantôme	80	753	75,00		226	226			3 791	224	
SNC VM DISTRIBUTION L'Herbergement	4	325	29,46		1	1			6 858	5 386	
FILIALES D'ATLANTEM INDUSTRIES											
SCI DUCLOS Hillion - St-Brieuc	8	51	100,00		8	8			157	38	
SAS CMC LE DANNOIS Le Gua	245	631	100,00		1 069	1 069			298	23	
SAS SCTPI Maizière-la-Grande-Paroisse	50	439	100,00		1 500	1 500			344	86	
SCI MAIZIERES Maizière-la-Grande-Paroisse	15	89	100,00		250	250			53	15	
FILIALES (+ DE 50 %) DE SEFIMAT											
SAPRO MARTINIQUE Fort-de-France	259	1 142	100,00		1 726	1 726			4 970	240	
LA DIMENSION Guyane	75	801	100,00		596	596			2 478	103	
SAPRO GUADELOUPE Guadeloupe	160	386	100,00		253	253			3 383	1	
SOREPRO La Réunion	285	2 200	100,00		1 785	1 785			10 843	390	
SEFIMAT GUADELOUPE Guadeloupe	50	659	100,00		50	50			5 375	180	
SCI JULIE Guadeloupe	15	104	100,00		44	44			137	26	
PARTICIPATIONS (10 à 50 %) DE SEFIMAT											
SCI FLORENCE Martinique	2	190	50,00		1	1			225	149	
SCI GUILLAUME Guyane	2	94	50,00		111	111			110	94	



Résultats financiers des cinq derniers exercices

(en euros)

DATE D'ARRETE Durée de l'exercice	31/12/02 12 mois	31/12/03 12 mois	31/12/04 12 mois	31/12/05 12 mois	31/12/06 12 mois
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	1 870 038	1 870 038	2 035 038	2 040 777	4 112 253
Nombre d'actions					
- ordinaires	623 346	623 346	1 356 692	1 360 518	2 741 502
- à dividende prioritaire (sans droit de vote)					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
OPERATIONS ET RESULTAT DE L'EXERCICE					
Chiffre d'affaires HT	9 957 835	11 523 843	14 091 398	16 267 456	17 297 852
Résultat avant impôt, participation des salariés, dotations aux amortissements et provisions	5 951 761	5 023 181	6 924 149	8 116 645	9 340 242
Impôt sur les bénéfices	869 345	527 465	927 419	1 593 068	1 197 814
Participation des salariés	171 904	81 319	132 409	197 514	271 704
Dotations aux amortissements et provisions	1 915 611	2 868 368	1 558 797	-309 342	739 425
Résultat net	2 994 901	1 546 029	4 305 524	6 635 405	7 131 299
Résultat distribué	935 019	1 558 365	2 984 722	4 081 554	4 386 403
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation des salariés, avant dotations aux amortissements et provisions	7,88	7,08	4,32	4,65	2,87
Résultat après impôt, participation des salariés, dotations aux amortissements et provisions	4,80	2,48	3,17	4,88	2,60
Dividende attribué	1,50	2,50	2,20	3,00	1,60
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	105	116	113	113	119
Masse salariale de l'exercice	3 373 012	3 843 299	4 394 017	4 952 182	5 387 530
Sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales...)	1 314 952	1 577 431	1 841 845	2 052 562	2 259 835



Rapport des commissaires aux comptes

établi en application du dernier alinéa de l'article L. 225-235 CC sur le rapport du Président du Conseil de Surveillance pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société VM Matériaux, et en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-235 du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président du Conseil de Surveillance de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 du code sus-visé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Sous la responsabilité du Conseil de Surveillance, il revient à la direction de définir et de mettre en œuvre des procédures de contrôle interne adéquates et efficaces. Il appartient au Président du Conseil de Surveillance de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de Surveillance et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations et déclarations contenues dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de

l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président,
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations et les déclarations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du Conseil de Surveillance, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-68 du code de commerce.

Fait à LA ROCHE-SUR-YON
et à NANTES
le 3 mai 2007

les commissaires aux comptes

BOISSEAU & ASSOCIES
Emmanuel BOQUIEN
EXCO ATLANTIQUE
François MACE



Rapport général des commissaires aux comptes

à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006, sur

- le contrôle des comptes annuels de la société VM Matériaux, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 – al. 1^{er} du Code de Commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

- La note du paragraphe II de l'annexe relative aux titres de participation présente les modalités de détermination de la valeur d'inventaire des titres de participation conduisant à la constitution éventuelle d'une provision pour dépréciation. Nous nous sommes assurés de la pertinence des approches mises en œuvre par la société sur la base des éléments disponibles à ce jour, ainsi que du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

Les appréciations que nous avons portées sur ces éléments s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit qui porte sur les comptes annuels pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de l'opinion sans réserve exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à LA ROCHE-SUR-YON
et à NANTES
le 3 mai 2007

BOISSEAU & ASSOCIES
Emmanuel BOQUIEN
EXCO ATLANTIQUE
François MACE



Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs les actionnaires,
En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés. En application de l'article L. 225-88 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions ou engagements mais de vous communiquer sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 117 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation. Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Convention et engagement autorisés au cours de l'exercice

> Avec la société
Financière VM Béton,
filiale de VM Matériaux

Suivant autorisation de votre Conseil de Surveillance du 31 mars 2006, votre société a, au cours de l'exercice 2006, cédé à sa filiale Financière VM Béton, à leur valeur nominale des titres détenus dans :

- SNC VM BETON SERVICES :
99 % des parts sociales
- SNC VM BETON :
100 % des parts sociales

> Avec la société Mégrien SAS, personne intéressée
Alain Marion
Suivant autorisation de votre Conseil de

Surveillance du 7 juillet 2006, votre société a, au cours de l'exercice 2006, acquis 100 % des titres TBM, détenus jusqu'alors par Mégrien SAS, pour 37 000 (trente-sept mille euros).

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

> Cautions accordées par la SA VM Matériaux à ses filiales

Les cautions données par votre société en faveur de ses filiales font l'objet d'une rémunération calculée sur la base de 0,1 % du montant des encours au 31 décembre 2006*.

Le montant facturé à ce titre par votre société à la clôture de l'exercice s'élève à 21 685€ HT, il se détaille comme suit :

Sociétés cautionnées	Encours au 31/12/2006 en euros	Rémunération de l'exercice en euros
ATLANTEM INDUSTRIES	6 500 334	6 264
VM BETON AQUITAIN	110 837	116
VM DISTRIBUTION	13 259 311	13 278
VBC	75 000	75
FINANCIERE VM DISTRIBUTION	5 457 347	457
P.P.L.	30 000	30
VENDEE BETON	50 000	50
NAULLET	75 000	75
VM CENTRE LOIRE	400 000	40
SEFIMAT	1 300 000	1 300
TOTAL	27 257 829	21 685

* La base de calcul des rémunérations 2006 correspond à l'encours moyen sur l'exercice.

> Avances en comptes courants

Votre société a bénéficié au cours de l'exercice d'avances en comptes courants de personnes physiques et morales, rémunérées au taux de 4,48 %.

Ces avances se détaillent comme suit :

Prêteurs	Solde créditeur au 31/12/2006 en euros	Charge d'intérêts de l'exercice en euros
ROBIN Hubert	93 579	6 726
ROBIN Olivier	32 829	663
SICAT	220 440	3 564

Fait à LA ROCHE-SUR-YON et à NANTES, le 3 mai 2007

Les commissaires aux comptes :
BOISSEAU & ASSOCIES Emmanuel BOQUIEN, EXCO ATLANTIQUE François MACE



Résolutions

Texte des résolutions proposées à l'Assemblée Générale ordinaire du 25 mai 2007

> PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance :

- des rapports du Directoire et du Conseil de Surveillance sur la gestion de la société pendant l'exercice écoulé et sur les comptes dudit exercice du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2006,
- du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice,
- des rapports du Président du Conseil et des commissaires aux comptes prévus aux articles L225-68 et L225-235 du code de commerce sur le contrôle interne,

approuve les comptes dudit exercice tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports et faisant apparaître un bénéfice de 7 131 299,01 €.

> DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne quitus aux membres du Directoire de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé et donne décharge aux membres du Conseil de Surveillance de l'accomplissement de leur mission.

> TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire sur la gestion du Groupe et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports, faisant apparaître un résultat net consolidé de 16 314 515 € (dont part du Groupe 15 751 566 €).

> QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat de l'exercice, soit un bénéfice de 7 131 299,01 € auquel il convient d'ajouter le report à nouveau antérieur de 5 557 717,64 €, soit 12 689 016,65 € de la façon suivante :

- dotation à la réserve légale : 207 147,60 € ;

- distribution aux actionnaires d'un dividende de 1,60 € par action, 4 386 403,20 € ;
 - affectation à la réserve facultative 3 000 000,00 € ;
 - le solde au poste "Report à nouveau" 5 095 465,85 € ;
- étant précisé que ce montant sera augmenté de la fraction des dividendes correspondant aux actions propres détenues par la société.

En application de l'article 243 Bis du CGI,

- il est précisé que l'intégralité des dividendes perçus par les personnes physiques est éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3 2^o du code général des impôts ;
- il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Dividende net	
	par action	global ⁽¹⁾
2003	0,62 €	1 558 365 €
2004	1,10 €	2 984 722 €
2005	1,50 €	4 081 554 €

⁽¹⁾ montant incluant les actions d'autodétention.

L'Assemblée décide que ce dividende sera mis en paiement à compter du 31 mai 2007.

> CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport spécial des commissaires aux comptes prévu par les articles L225-88 et suivants du code de commerce, déclare approuver les conventions y mentionnées.

> SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Directoire, décide de fixer à 40 500 € le montant des jetons de présence à allouer au Conseil de Surveillance, au titre de l'exercice 2006 et les suivants, ce jusqu'à décision contraire.

> SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, prenant acte de la fin du mandat de la société EXCO ATLANTIQUE, 46 bis rue des Hauts Pavés, 44000 NANTES, commissaire aux comptes titulaire, ainsi que du mandat de commissaire aux comptes suppléant

de Monsieur Pierre JOUIS, décide de renouveler leurs fonctions pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

> HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de renouveler les fonctions de Monsieur Dominique CAILLAUD, membre du Conseil de Surveillance, pour une période de trois exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

> NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de renouveler les fonctions de Monsieur Jérôme CAILLAUD, membre du Conseil de Surveillance, pour une période de trois exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

> DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de renouveler les fonctions de Monsieur Pascal CAILLAUD, membre du Conseil de Surveillance, pour une période de trois exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

> ONZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de renouveler les fonctions de Monsieur Christian CUNAUD, membre du Conseil de Surveillance, pour une période de trois exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

> DOUZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de renouveler les fonctions de Monsieur Armand FOURNIER, membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires, pour une période de trois exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.



> TREIZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de renouveler les fonctions de Monsieur Christophe ROBIN, membre du Conseil de Surveillance, pour une période de trois exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

> QUATORZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de renouveler les fonctions de Monsieur Hubert ROBIN, membre du Conseil de Surveillance, pour une période de trois exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

> QUINZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de renouveler les fonctions de Monsieur Olivier ROBIN, membre du Conseil de Surveillance, pour une période de trois exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

> SEIZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de renouveler les fonctions de Monsieur Yves GONNORD, membre du Conseil de Surveillance, pour une période de trois exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

> DIX-SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire, autorise le Directoire, pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée, conformément aux dispositions des articles L225-209 et suivants du code de commerce et à celles du règlement européen n°2273/2003 du 22 décembre 2003, à procéder à des achats d'actions de la société, afin de :

- attribuer les titres rachetés aux mandataires sociaux et/ou salariés de la société ou de son Groupe dans le cadre des plans d'options d'achat d'actions, des attributions gratuites d'actions, au titre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion ou dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise,
- remettre les actions de la société, à la suite de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, aux porteurs des dites valeurs mobilières,

- conserver ces actions et les remettre à titre d'échange, notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- animer le marché secondaire ou la liquidité de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'autorité des marchés financiers.

Le nombre maximal d'actions susceptibles d'être rachetées par la société dans le cadre de la présente délégation ne pourra excéder 60 000 titres. Le nombre des actions détenues en exécution de la présente autorisation ne pourra également excéder 10 % du capital social.

Le prix d'achat maximal par la société de ses propres actions ne pourra excéder 160 € par action, le montant global affecté à ce programme de rachat d'actions ne pouvant être supérieur à 9 600 000 €.

L'Assemblée Générale confère au Directoire tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, pour mettre en œuvre la présente autorisation et effectuer toutes formalités nécessaires à son exécution.

Cette autorisation annule et remplace celle précédemment donnée par l'Assemblée Générale ordinaire du 2 juin 2006.

> DIX-HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente réunion pour effectuer tous dépôts, publications et formalités nécessaires.







www.vm-materiaux.fr

Siège social : Route de la Roche-sur-Yon - BP 7
85260 L'Herbergement
Tél. 02 51 08 08 08 - Fax 02 51 42 47 90
E-mail : vm@vm-materiaux.fr

